Le Moniteur

Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

DIRECTEUR GENERAL
Fritzner Beauzile

167ème Année - Spécial No. 6 | **PORT-AU-PRINCE** | *Lundi 1er Octobre 2012*

SOMMAIRE

LOI DE FINANCES
DE L'EXERCICE 2012 – 2013

NUMÉRO SPÉCIAL

LOI DE FINANCES
DE L'EXERCICE 2012 - 2013

- Vu les articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 111-3, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 200, 200-4, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu les articles 217, 218, 220, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 228-2, 229 de la Loi Constitutionnelle du 9 mai 2011 portant amendement de la Constitution de 1987;
- Vu les articles 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- Vu la loi du 11 septembre 1947 sur les casinos et autres maisons de grand luxe;
- Vu le décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes ;
- Vu la loi du 19 août 1963 relative à la dette publique interne et externe de l'État ;

- Vu la loi du 16 septembre 1966 portant création du Fonds d'Urgence ;
- Vu la loi du 26 Mai 1971 relative à la Caisse d'Assistance Sociale ;
- Vu la loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC) ;
- Vu la loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État ;
- Vu le décret du 4 octobre 1984 créant au sein du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe un fonds dénommé « Fonds d'Investissements Publics » ;
- Vu l'arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics ;
- Vu le décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier ;
- Vu le décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget ;
- Vu le décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- Vu le décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts ;
- Vu le décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- Vu la loi du 15 février 1995 portant modification du tarif douanier;
- Vu le Décret du 2 juillet 1997 ratifiant la convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et codification des marchandises;
- Vu l'arrêté du 7 février 2003 créant l'Institut National du Café d'Haïti «INCAH» et mettant en place un Fonds National de Café «FONACAFE» qui lui est associé ;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu l'arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la Comptabilité Publique;
- Vu le décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la Fonction Publique;
- Vu le décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'Etat ;
- Vu le décret du 29 septembre 2005 relatif à l'impôt sur le revenu;
- Vu le décret du 23 novembre 2005 relatif à la taxe sur le chiffre d'affaires;
- Vu le décret du 23 novembre 2005 réorganisant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Vu la loi du 12 juin 2009 fixant les règles générales de passation, d'exécution et de réglementation des marchés publics dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils de passation des marchés;
- Vu la loi du 9 octobre 2009 portant modification de certains taux et positions tarifaires;
- Vu l'arrêté du 25 mai 2012 révisant les seuils de passation de marchés publics et les seuils d'intervention de la CNMP suivant la nature des marchés;
- Vu la loi de finances 2011-2012 du 17 mai 2012;
- Vu la législation sur les droits d'accises;

- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi ;
- Considérant qu'il est impérieux pour l'Etat d'adopter des mesures d'allègement fiscal et douanier en vue de faciliter la reconstruction d'immeubles et le relogement de la population suite au séisme du 12 janvier 2010 ;
- Considérant qu'il y a lieu, dans un souci de protéger l'environnement, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réglementer l'exploitation des carrières de sable et de rivière et des nappes souterraines ;
- Considérant qu'il y a lieu de régulariser le fonctionnement des casinos et autres maisons de jeux;
- Considérant qu'il y a lieu de généraliser la cotisation à la Caisse d'Assistance Sociale et au Fonds d'Urgence à l'ensemble des secteurs public et non public;
- Considérant qu'il importe de modifier certaines lignes tarifaires dans le but de protéger l'environnement;
- Considérant qu'il y a lieu d'actualiser la taxation du fer, du fil machine en fer et de l'huile comestible;
- Considérant qu'il convient, à travers le Budget Général, d'établir les Voies et Moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, le service de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations pour dommage, les prêts et avances et les interventions de l'État sur le plan économique, social et culturel pour la période allant du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013;
- Considérant les amendements adoptés par les deux Chambres, jugés cohérents avec le programme économique du Gouvernement et acceptés par l'Exécutif ;
- Le Pouvoir Exécutif a proposé et le Corps Législatif a adopté la Loi de Finances suivante:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1. Les impôts, droits et taxes à percevoir au 30 septembre 2012, au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2012-2013 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets régissant la matière.

Article 2. L'article 9 de la Loi de Finances 2011-2012 est ainsi modifié:

Article 9 - Il est établi un droit de fonctionnement pour toute personne dûment autorisée à exploiter un casino ou une maison de jeux. Ce droit est fixé à Six millions de gourdes (6 000 000,00 gdes) par an, au titre de l'impôt sur le revenu l'exploitant acquittera un impôt libératoire de dix pour cent (10%) sur les recettes mensuelles brutes entre le 1er et le 10 de chaque mois pour le mois précédent.

Article 3. L'alinéa (a) de l'article 2 de la Loi du 26 mai 1971 relative à la Caisse d'Assistance Sociale est ainsi modifié : Alinéa a- Un pour cent (1%) chaque mois sur tous les salaires versés aux employés publics et non publics à l'exception des journaliers, stagiaires et du personnel vacataire.

Article 4. Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 3 de la Loi du 16 septembre 1966 traitant du Fonds d'Urgence. Les employés non publics contribuent au <<Fonds d'Urgence>> au même taux de 1% que les employés publics. Les retenues sur salaires effectuées à ce titre seront versées à la Direction Générale des Impôts du 1er au 15 de chaque mois pour le mois précédent. Les journaliers, stagiaires et le personnel vacataire sont exemptés du paiement de cette contribution.

Article 5. Les articles 8, 11, 12,13, 14 et 15 de la Loi de Finances 2011-2012 sont et demeurent rapportés.

Article 6. L'article 8-2 de la Loi de Finances 2011-2012 est ainsi modifié :

Article 8-2 Les droits d'accise établis sur les produits tels que : le rhum, la bière, les boissons vineuses et toutes les autres boissons alcooliques et alcoolisées sont fixés à quatre pour cent (4%) du prix ex-usine pour les produits de fabrication locale et douze pour cent (12%) de la valeur en douane (CIF) pour les produits importés.

Article 7. Un droit d'exploitation annuel est institué pour toute exploitation commerciale ou industrielle de carrière de sable et de rivière et de nappes souterraines. Ce droit est de Un Million de gourdes (Gdes 1.000.000,00) pour l'exploitation des carrières de sable et de rivière et de Cinq Cent Mille gourdes (500.000,00 gdes) pour les nappes souterraines. Il est payable entre le 1er et le 31 octobre. Passé ce délai les amendes et pénalités prévues par la législation relative à l'impôt sur le revenu seront appliquées.

Article 8. Les droits de douane pour les marchandises placées sous les positions-tarifaires ci-après sont modifiés comme suit :

MODIFICATION TARIFAIRE

NDP	LIBELLE	CS	DD%
	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés, des volailles du No 01.05		
	- De coqs et de poules :		
0207.11 00	- non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	kg	25
0207.12 00	- non découpés en morceaux, congelés	kg	25
0207.13 00	- morceaux et abats, frais ou réfrigérés	kg	25
0207.14 00	- morceaux et abats, congelés	kg	25
	- De dindes et dindons		
0207.24 00	- non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	kg	25
0207.25 00	- non découpés en morceaux, congelés	kg	25
0207.26 00	- morceaux et abats, frais ou réfrigérés	kg	25
0207.27 00	- morceaux et abats, congelés	kg	25
	- De canards, d'oies et de pintades		
0207.32 00	- non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés	kg	25
0207.33 00	- non découpés en morceaux, congelés	kg	25
0207.34 00	- foies gras, frais ou réfrigérés	kg	15
0207.35 00	- morceaux et abats, congelés	kg	25
0207.36 00	- autres congelés	kg	25
0407.00 10	- Oeufs fertiles	kg	0
0407.00 20	- Oeufs pour la consommation	kg	10
3919	**Plaques, feuilles, bandes, rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux.**	kg	
3919.10 00	- En rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cms	kg	25
3919.90 00	- Autres :		
3919.90 11	Pellicules extrarninces pour emballage	kg	5
3919.90 12	Bandes pour la confection de ceintures	kg	Ex
3919.90 13	Feuilles pour fa confection de semelles	kg	Ex
3919.90 14	Feuilles pour la confection de linge de table	kg	10
3919.90 19	Autres	kg	15

3920	**Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques non alvéolaires, non renforcées ni stratifiées, ni munies d'un support, ni associées à d'autres matières.**		
3920.10 00	- En polymères de l'éthylène	kg	15
3920.20 00	- En polymères du propylène	kg	15
3920.30 00	- En polymères du styrène	kg	15
	- En polymères du chlorure de vinyle:		
3920.43 00	- Contenant en poids au moins 6% de plastifiants.	kg	15
3920.49 00	- Autres	kg	15
	- En polymères acryliques :	kg	
3920.51 00	- En poly (méthacrylate de méthyle)	kg	15
3920.59 00	- Autres	kg	15
	- En polycarbonates, en résines alkydes, en polyesters allyliques ou en autres polyesters:	kg	
3920.61 00	- En polycarbonates	kg	15
3920.62 00	- En poly (éthylène téréphtalate)	kg	15
3920.63 00	- En polyesters non saturés	kg	15
3920.69 00	- En autres polyesters	kg	15
	- En cellulose ou en ses dérivés chimiques :		
3920.71 00	- En cellulose régénérée	kg	15
3920.73 00	- En acétate de cellulose	kg	15
3920.79 00	- En autres dérivés de la cellulose	kg	15
	- En autres matières plastiques :	kg	
3920.91 00	- En poly (butyral de vinyle)	kg	15
3920.92 00	- En polyamides	kg	15
3920.93 00	- En résines aminiques	kg	15
3920.94 00	- En résines phénoliques	kg	15
3920.9900	- En autres matières plastiques	kg	15
3921	**Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en matières plastiques.**		
	- Produits alvéolaires :		
3921.11 00	- En polymères du styrene	kg	15
3921.12 00	- En polymères du chlorure de vinyle	kg	15
3921.13 00	- En polyuréthannes	kg	15
392l. l4 00	- En cellulose régénérée	kg	15
3921.19 00	- En autres matières plastiques	kg	15
3921.90 00	- Autres:	kg	
3921.90 11	Pellicules extrarninces pour emballage	kg	5
3921.90 12	Bandes pour la confection de ceintures	kg	Ex
3921.90 13	Feuilles pour la confection de semelles	kg	Ex
3921.90 19	- Autres	kg	15
3923	**Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, Capsules et autres dispositifs de fermeture en matières plastiques.**	kg	
3923.10 00	- Boîtes, caisses, casiers et articles similaires	kg	10

	- Sacs, sachets, pochettes et cornets :	kg	
3923.21 00	- En polymères de l'éthylène	kg	25
3923.29 00	- En autres matières plastiques	kg	25
3923.30 00	- Bonbonnes, bouteilles, flacons et articles similaires	kg	25
3923.40 00	- Bobines, busettes, canettes et supports similaires	kg	25
3923.50 00	- Bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture :	kg	
3923.50 11	Pour Boisons gazeuses	kg	25
3923.50 19	Autres	kg	25
3923.90 00	- Autres	kg	25
7216.10 00	Profilés en U,I,H	kg	10
7216.21 00	Profilés en L...	kg	10
7216.22 00	Profilés en T...	kg	10
7216.31 00	Profilés en U...	kg	10
7216.32 00	Profilés en I....	kg	10
7216.33 00	Profilés en H en fer ou acier non alliés, laminé à chaud H>= 80 MM	kg	10
7216.40 00	Profilés en LI T, H >= 80 MM	kg	10
7216.50 00	Profilés autres que ceux des numéros 211610 à 721640	kg	10
7216.61 00	Profilés en fer ou acier non alliés obtenus à froid à partir des produits laminés plats	kg	10
.7216.69 00	Profilés en fer ou acier non alliés obtenus autrement	kg	10
7216.91 00	Profilés en fer ou acier non alliés obtenus à froid à partir des produits laminés plats	kg	10
7216.99 00	Profilés en fer ou acier non alliés	kg	10
8418.10 00	Réfrigérateurs, congélateurs avec portes extérieures séparées	kg	5
8418.40.00	Meubles congélateurs, conservateurs type armoire <= 900 L	kg	5

Article 9. Les produits suivants sont exonérés de tous droits et taxes à l'importation : gaz propane, récipients pour gaz, comprimé, détendeurs, valves, clapets, articles de robinetterie à usage technique, parties d'articles des numéros 8481, charbons activés et charbons de bois.

Article 10. Le cinquième paragraphe de l'article 92, du décret du 29 septembre 2005, relatif à l'abattement de dix pour cent (10%) est éliminé du texte.

Article 11. Les secteurs d'activités suivants sont ajoutés à la nomenclature annexée au décret régissant la patente :

633 Hébergements touristiques en zones urbaines, rurales, hôtels, hôtels restaurants, hôtels résidences, « appart hôtel », condos, villas à temps partagé, motels, restaurants de campagnes, auberges Gdes 400

634 Services de location de voitures, d'avions, de bateaux, d'hélicoptères de plaisances 400

635 Services de transport touristique et d'excursion aérienne, maritime et terrestre 400

636 Services de restauration touristique 400

637 Services d'attraction et de loisir 400

638 Agence: de Voyages, Evènementielle, Réceptive, Tour opérateur / Voyagiste et de guide touristique 400

639 Services d'aménagement, de restauration et d'exploitation d'immeubles, de stations balnéaires, de monuments, d'hôtels de plage, de complexes, de sites et de zones touristiques 400

640 Autres services touristiques 400

641 Ports d'escale privés ou marinas destinés à recevoir des bateaux de plaisance 400

642 Aéoports privés et entreprises de services liés directement aux besoins du tourisme 400

643 Services téléphériques pour loisirs ou transports en montagne 400

644 Parcs d'attraction, jardins botaniques et zoologiques 400

645 Services d'activités à caractère touristique, tels que : Palais de congrès ou de conventions, salles de spectacle, de conférence et d'exposition 400

646 Centres de Santé (soins et bains thérapeutiques) 400

647 Services de formation aux métiers touristiques tels que les écoles hôtelières et les auberges de jeunesse 400

648 Galerie d'Art, Magasin de Souvenir / Artisanat 400

649 Membre affilié (Institutions fournissant des biens et services au secteur touristique) 400

822 Maisons de Jeux

822.1 Casino 2.000

822.2 Loterie 2.000

822.3 Borlette 2.000

822.4 Autres 2.000

832 Services juridiques

832.4 Consultation 400

833 Services de Comptabilité et de Conseil

833.1 Comptabilité 400

833.2 Gestion 400

833.3 Consultation 400

Article 12. Les contribuables assujettis à la taxe sur le chiffre d'affaires suivant le régime simplifié prévu à l'article 34 du décret du 23 novembre 2005 relatif à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires acquitteront en un seul versement le montant de ladite taxe entre le 1er octobre et le 15 décembre. En aucun cas, ce montant ne doit être inférieur à dix mille gourdes (GDES 10 000.00).

Article 13. Il est institué une redevance frontalière de vingt (20) dollars américains sur tout voyageur laissant le territoire haïtien par voie terrestre. Cette redevance sera perçue par l'Administration Générale des Douanes et annule celle prélevée sur les voyageurs étrangers à l'entrée de la frontière terrestre.

Article 14. Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources domestiques à percevoir en vertu du Budget de l'exercice fiscal 2012-2013 sont estimés à cinquante-deux milliards deux millions et 00/100 de gourdes **(GDES 52 002 000 000.00),** répartis dans les tableaux présentés à l'article 27 de la présente loi.

Article 15. Les dons en appui budgétaire et en financement des programmes et projets sont estimés à quarante cinq milliards cinq cent quatre-vingt-deux millions cent soixante-trois mille six cent quatre-vingt-onze et 00/100 de gourdes **(GDES 45 582 163 691.00),** répartis dans les tableaux présentés à l'article 27 de la présente loi.

Article 16. Les produits du financement interne et externe sont estimés à trente-trois milliards neuf cent cinquante-neuf millions trois cent vingt-sept mille cent vingts et 00/100 de gourdes **(GDES 33 959 327 120.00)**, répartis dans les tableaux présentés à l'article 27 de la présente loi.

Article 17. Selon la nomenclature des ressources, les voies et moyens sont ainsi codifiés:

Art. 1.-Recettes fiscales

Art. 2.-Recettes non Fiscales

Art. 3.-Recettes en Capital

Art. 5.-Dons

Art. 6.-Remboursements de prêts et avances et ventes de participation ou restitution de capital

Art. 8.-Emprunts

Art. 9.-Recettes perçues pour le compte de tiers

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 18. Les crédits du Budget de l'exercice 2012-2013 ouverts pour les dépenses courantes, incluant le fonctionnement des institutions de l'Administration d'Etat et les intérêts sur la Dette Publique, sont fixés à quarante et un milliards sept cent soixante-onze millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille soixante-cinq et 00/100 de gourdes **(GDES 41 771 997 065,00)** , répartis dans les tableaux présentés aux articles 27, 28 et 29 de la présente loi.

Article 19. Les crédits du Budget de l'exercice 2012-2013 ouverts pour les autres charges, incluant les dépenses d'activités électorales et d'amortissement de la Dette Publique, sont fixés globalement à deux milliards deux cent soixante-dix millions deux cent trente-huit mille quatre cent quarante-trois et 00/100 de gourdes **(GDES 2 270 238 443,00)** distribués selon les tableaux présentés aux articles 27, 28 et 29 de la présente loi.

Article 20. Les crédits du Budget de l'exercice 2012-2013 ouverts pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à quatre-vingt-sept milliards cinq cent un millions deux cent cinquante-cinq mille trois cent trois et 00/100 de gourdes **(GDES 87 501 255 303,00)**, répartis selon les tableaux présentés aux articles 27 et 28 de la présente loi.

Article 21. Les crédits, ouverts dans le Budget et mis à la disposition des entités administratives, sont affectés à un service ou un ensemble de services. Ils peuvent être évaluatifs, provisionnels ou limitatifs.

Article 22. Sont considérés comme crédits évaluatifs dans le présent budget les crédits destinés au service de la dette publique, à la couverture de frais de justice, réparations civiles, expropriation, dégrèvements et restitutions.

Ces crédits figurent dans le secteur «Autres Administrations».

Article 23. Sont considérés comme crédits provisionnels ceux qui correspondent à des besoins qui ne peuvent être exactement chiffrés. Ils sont inscrits aux alinéas des «Autres Interventions Publiques».

Article 24. Tous les crédits qui ne sont pas considérés aux articles 19 et 20 sont limitatifs.

Article 25. Selon la nomenclature des dépenses, les crédits budgétaires sont répartis en neuf (9) articles ainsi codifiés :

Art. 1.-Dépenses de Personnel

Art. 2.-Dépenses de Services et de Charges diverses

Art. 3.-Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels

Art. 4.-Immobilisations Corporelles

Art. 5.-Immobilisations Incorporelles

Art. 6.-Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement

Art. 7.-Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnisations

Art. 8.-Amortissement de la Dette Publique

Art. 9.-Autres Dépenses Publiques

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Article 26. Les conditions d'équilibre du Budget de l'exercice fiscal 2012-2013 sont assurées par les recettes fiscales et non fiscales, les dons, les emprunts et les dispositions relatives au financement des charges publiques comme indiqué à l'article ci-après.

Article 27. Les opérations du Budget pour l'exercice fiscal débutant le 1er octobre 2012 pour s'achever le 30 septembre 2013, comparées à celles de 2011-2012, sont ainsi réparties :

LOI DE FINANCES 2012-2013 TABLEAU DES GRANDES MASSES ET SOLDES

TOTAL	121 000 978 210	131 543 490 810	10 542 512 599	8,7%
OPERATIONS			VARIATION (B-A)	
A-RESSOURCES TOTALES (B)	A-Budget 11-12	B-Budget 12-13	MONTANT	%
B-RECETTES COURANTES	45 600 000 000	52 002 000 001	6 402 000 001	14,0%
Recettes Internes	28 810 000 001	34 032 357 461	5 222 357 460	18,1%
Recettes Douanières	16 189 999 999	17 336 642 540	1 146 642 541	7,1%
Autres Ressources Domestiques	600 000 000	633 000 000	33 000 000	5,5%
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	36 619 185 803	41 130 194 308	4 511 008 505	12.3%
i-Fonctionnement de l'Administration d'Etat	35 430 608 953	39 912 924 927	4 482 315 974	12.7%
Personnel	18 563 928 657	21 138 563 317	2 574 634 661	13,9%
Biens & Services	10 232 124 192	11 234 778 736	1 002 654 544	9,8%
Quotes -parts et subventions	6 634 556 104	7 539 582 874	905 026 770	13,6%
ii- Intérêts et frais financiers	1 188 576 850	1 217 269 381	28 692 531	2.4%
Dette Interne	1 165 350 410	1 140 000 000	(25 350 410)	-2,2%
Dette Externe	23 226 440	77 269 381	54 042 941	232,7%
D-SOLDE COURANT (B-C)	8 980 814 197	10 871 805 693	1 890 991 496	21,1%
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	80 919 697 856	88 143 058 058	7 223 360 202	8.9%
Programmes et projets	80 313 560 353	87 501 255 303	7 187 694 950	8.9%
Financement local des programmes et projets	*22 557 500 000*	*26 229 957 054*	*3 672 457 054*	*16.3%*
Trésor Public	17 187 500 000	18 011 105 416	823 605 416	4,8%
Annulation dette FMI	2 681 000 000	5 225 955 000	2 544 955 000	94,9%
Autres Financements	2 689 000 000	2 992 896 638	303 896 638	11,3%
Dons et Emprunts	*57 756 060 353*	*61 271 298 249*	*3 515 237 896*	*6,1%*
dont Fonds PETROCARIBE	16 113 000 000	19 502 794 176	3 389 794 176	21,0%
Immobilisations	606 137 503	641 802 756	35 665 252	5.9%
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	361 000 000	250 000 000	(111 000 000)	-30,7%
Elections	300 000 000	200 000 000	(100 000 000)	-33,3%
Support aux partis politiques	61 000 000	50 000 000	(11 000 000)	-18,0%
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	117 899 883 659	129 523 252 367	11 623 368 708	9,9%
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(72 299 883 659)	(77 521 252 366)	(5 221 368 707)	7.2%
I-DONS	46 350 599 971	45 582 163 692	(768 436 279)	-1.7%
i-Support budgétaire	*5 492 880 000*	*4 179 000 000*	*(1 313 880 000)*	*-23,9%*
Union Européenne	606 520 000	420 000 000	(186 520 000)	-30,8%
France	906 100 000		(906 100 000)	-100,0%
Espagne	706 180 000	840 000 000	133 820 000	18,9%
Banque Mondiale	1 640 000 000	1 260 000 000	(380 000 000)	-23,2%
BID	1 121 580 000	1 134 000 000	12 420 000	1,1%
USA	512 500 000	525 000 000	12 500 000	2,4%
Canada				
ii-Financement des Programmes et projets	*40 857 719 971*	*41 403 163 692*	*545 443 721*	*1,3%*
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	2 322 982 280	2 457 665 948	134 683 668	5,8%
PEPFAR		14 096 000	14 096 000	
Allemagne	397 923 600	397 923 600		
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	10 404 210 533	11 697 679 020	1 293 468 487	12,4%
Banque Mondiale	6 576 119 493	5 192 403 643	(1 383 715 850)	-21,0%
Brésil	2 499 516 485	2 110 381 250	(389 135 235)	-15,6%
Espagne	1 182 855 917	1 155 598 600	(27 257 317)	-2,3%
Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et	585 392 640		(585 392 640)	-100,0%
PETROCARIBE				
Fonds d'Equipement des Nations Unies(FENU)				
Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)	57 480 000	14 200 000	(43 280 000)	-75,3%
Fonds international de développement agricole (FIDA)	157 417 000	489 767 000	332 350 000	211,1%
France	1 251 070 000	1 124 664 728	(126 405 272)	-10,1%
Koweit		189 000 000	189 000 000	
JAPON	1 993 750 000	1 647 750 000	(346 000 000)	-17,4%
MEXIQUE	205 000 000	1 005 000 000	800 000 000	390,2%
NORVEGE	69 580 075		(69 580 075)	-100,0%
Fonds Mondial		1 480 000 000	1 480 000 000	
Programme Alimentaire Mondial (PAM)	800 000 000		(800 000 000)	-100,0%
Programme des Nations Unies pour le Développement	1 012 980 648	81 964 250	(931 016 398)	-91,9%
THAILANDE	41 123 000		(41 123 000)	-100,0%
Taiwan	582 758 580	503 509 100	(79 249 480)	-13,6%
Union Européenne (UE)	3 584 697 360	4 412 221 500	827 524 140	23,1%
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Scien la Culture (UNESCO)	24 000 000	20 650 000	(3 350 000)	-14,0%
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	538 490 760	565 000 000	26 509 240	4,9%
Agence pour le Développement International (USAID)	6 570 371 600	6 075 309 053	(495 062 547)	-7,5%
Cuba		368 380 000	368 380 000	
Venezuela				
Union des nations sud-américaines (UNASUR)		400 000 000	400 000 000	
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	(25 949 283 688)	(31 939 088 674)	(5 989 804 986)	23.1%

LOI DE FINANCES 2012-2013 TABLEAU DES GRANDES MASSES ET SOLDES

TOTAL	121 000 978 210	131 543 490 810	10 542 512 599	8,7%
OPERATIONS			VARIATION (B-A)	
A-RESSOURCES TOTALES (B)	A-Budget 11-12	B-Budget 12-13	MONTANT	%
K-FINANCEMENT (J)	(25 949 283 688)	(31 939 088 674)	(5 989 804 986)	23,1%
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii)	16 832 324 822	20 077 592 097	(144 526 901)	-0,9%
i-Financement des Programmes et projets	*16 898 340 382*	*20 288 134 558*		
Venezuela	785 340 382	785 340 382		
PETROCARIBE	16 113 000 000	19 502 794 176	3 389 794 176	21,0%
ii- Amortissement de la dette	(66 015 560)	(210 542 461)	(144 526 901)	218,9%
Amort. Externe	(66 015 560)	(210 542 461)	(144 526 901)	218,9%
M-FINANCEMENT INTERNE NET	9 116 958 864	11 861 496 579	2 744 537 716	30,1%
Bons du Trésor	5 282 037 855	5 452 340 923	170 303 068	3,2%
Autres Financements internes des projets	5 370 000 000	8 218 851 638	2 848 851 638	53,1%
Amortissement Interne	(3 035 078 991)	(1 809 695 982)	1 225 383 009	-40,4%
Solde exercice antérieur	1 500 000 000		(1 500 000 000)	-100,0%

DÉTAILS DES OPÉRATIONS

Article 28.- Les crédits ouverts dans le Budget pour l'exercice fiscal 2012-2013 sont ainsi répartis :

LOI DE FINANCES 2012-2013 RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT												
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
POUVOIR EXECUTIF	**18 366 416 358**	**10 387 207 630**	**6 358 482 502**	**523 008 489**	**35 635 114 980**	**87,87%**	**1 217 269 381**	**36 852 384 361**	**2 270 238 443**	**87 160 480 040**	**99,61%**	**126 283 102 844**	**96,00%**
SECTEUR ECONOMIQUE	**3 565 857 645**	**2 871 447 483**	**733 379 274**	**194 456 961**	**6 565 141 363**	**16,19%**		**6 565 141 363**	**0**	**61 323 720 958**	**70,08%**	**67 888 862 328**	**51,61%**
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	**288 187 695**	**221 101 379**	**231 854 760**	**17 750 888**	**758 893 834**	**1,87%**		**758 893 834**	**0**	**19 571 262 056**	**22,37%**	**20 330 155 890**	**15,46%**
1111-1-SERVICES INTERNES	244 251 392	211 355 509	204 100 000	16 400 000	676 106 901	1,67%	0	676 106 901	0	19 480 262 056	22,26%	20 156 368 957	15,32%
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	30 449 733	7 015 368	1 974 800	1 350 000	40 789 901	0,10%	0	40 789 901	0	20 000 000	0,02%	60 789 901	0,05%
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	13 486 570	2 730 502	125 000	0	16 342 072	0,04%	0	16 342 072	0	20 000 000	0,02%	36 342 072	0,03%
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	0	0	25 654 960	0	25 654 960	0,06%	0	25 654 960	0	51 000 000	0,06%	76 654 960	0,06%
1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	**1 748 639 993**	**1 372 674 498**	**129 393 627**	**185 410 518**	**3 356 118 635**	**8,28%**		**3 356 118 635**	**0**	**5 960 586 573**	**6,81%**	**9 316 705 208**	**7,08%**
1112-1-SERVICES INTERNES	324 899 764	262 649 742	5 333 550	27 525 000	620 408 056	1,53%	0	620 408 056	0	5 314 361 525	6,07%	5 934 769 580	4,51%
1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	62 467 843	21 900 522	150 000	2 150 000	86 668 365	0,21%	0	86 668 365	0	133 782 648	0,15%	220 451 013	0,17%
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	60 220 525	30 760 120	228 600	2 660 495	93 869 740	0,23%	0	93 869 740	0	3 000 000	0,00%	96 869 740	0,07%
1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	598 886 112	248 500 639	625 000	26 049 738	874 061 488	2,16%	0	874 061 488	0	255 482 400	0,29%	1 129 543 888	0,86%
1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	663 109 638	775 712 042	5 000 000	44 482 410	1 488 304 090	3,67%	0	1 488 304 090	0	216 960 000	0,25%	1 705 264 090	1,30%
1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1112-2-19-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	0	0	12 000 000	0	12 000 000	0,03%	0	12 000 000	0	0	0,00%	12 000 000	0,01%
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	0	0	58 000 000	0	58 000 000	0,14%	0	58 000 000	0	17 000 000	0,02%	75 000 000	0,06%
1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	0	0	47 636 477	0	47 636 477	0,12%	0	47 636 477	0	15 000 000	0,02%	62 636 477	0,05%
1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	39 056 111	33 151 434	420 000	2 542 876	75 170 420	0,19%	0	75 170 420	0	5 000 000	0,01%	80 170 420	0,06%
1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	**565 294 882**	**116 420 737**	**15 988 000**	**13 713 838**	**711 327 657**	**1,75%**		**711 327 657**	**0**	**9 215 969 711**	**10,53%**	**9 927 297 368**	**7,55%**
1113-1-SERVICES INTERNES	429 915 023	100 409 408	900 000	9 592 416	540 816 847	1,33%	0	540 816 847	0	9 162 469 711	10,47%	9 703 286 558	7,38%
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	86 230 925	4 633 029	0	2 497 585	93 361 539	0,23%	0	93 361 539	0	40 000 000	0,05%	133 361 539	0,10%
1113-2-14-INSTITUT NATIONALE DE LA REFORME AGRAIRE	49 148 134	11 378 300	0	1 622 837	62 149 271	0,15%	0	62 149 271	0	13 500 000	0,02%	75 649 271	0,06%
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1113-2-16-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)		0	15 000 000		15 000 000	0,04%		15 000 000		0		15 000 000	0,01%
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	**494 458 030**	**214 823 644**	**146 498 347**	**16 086 743**	**871 858 763**	**2,15%**		**871 858 763**	**0**	**25 138 881 118**	**28,73%**	**26 009 939 881**	**19,77%**
1114-1-SERVICES INTERNES	375 003 531	199 555 474	750 000	11 044 500	586 353 505	1,45%		586 353 505	0	25 065 680 886	28,65%	25 652 034 391	19,50%
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS	19 245 493	1 004 400	0	82 494	20 332 386	0,05%		20 332 386	0	29 400 232	0,03%	49 732 618	0,04%
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	38 013 236	2 100 000	0	1 639 610	41 752 846	0,10%		41 752 846	0	15 000 000	0,02%	56 752 846	0,04%
1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION HAITIENNE	18 416 045	4 975 400	0	2 754 389	26 145 833	0,06%		26 145 833	0	0	0,00%	26 145 833	0,02%
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	6 400 514	0	0	0	6 400 514	0,02%		6 400 514	0	0	0,00%	6 400 514	0,00%
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	37 379 211	7 188 370	0	565 750	45 133 331	0,11%		45 133 331	0	28 000 000	0,03%	73 133 331	0,06%
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	5 347 527	0	5 347 527	0,01%		5 347 527	0	0	0,00%	5 347 527	0,00%
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	0	0	75 000 000	0	75 000 000	0,18%		75 000 000	0	0	0,00%	75 000 000	0,06%
1114-2-22-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	0	0	65 392 820	0	65 392 820	0,16%		65 392 820	0	0	0,00%	65 392 820	0,05%
1114-2-23-AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE	0	0	0	0	0	0,00%		0	0	0	0,00%	0	0,00%

LOI DE FINANCES 2012-2013 RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT						INTERETS	SOUS-TOTAL2					
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS		SOUS-TOTAL1					MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**191 222 888**	**42 522 306**	**184 240 540**	**6 788 533**	**424 774 267**	**1,05%**		**424 774 267**	**0**	**600 882 500**	**0,69%**	**1 025 656 767**	**0,78%**
1115-1-SERVICES INTERNES	191 222 888	42 522 306	1 861 220	6 788 533	242 394 947	0,60%	0	242 394 947	0	600 882 500	0,69%	843 277 447	0,64%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	0	0	33 885 647	0	33 885 647	0,08%	0	33 885 647	0	0	0,00%	33 885 647	0,03%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	0	0	24 020 448	0	24 020 448	0,06%	0	24 020 448	0	0	0,00%	24 020 448	0,02%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	0	0	124 473 225	0	124 473 225	0,31%	0	124 473 225	0	0	0,00%	124 473 225	0,09%
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	**191 922 318**	**62 501 523**	**25 000 000**	**28 176 450**	**307 600 291**	**0,76%**		**307 600 291**	**0**	**616 000 000**	**0,70%**	**923 600 291**	**0,70%**
1116-1-SERVICES INTERNES	191 922 318	62 501 523	25 000 000	28 176 450	307 600 291	0,76%	0	307 600 291	0	616 000 000	0,70%	923 600 291	0,70%
1117-MINISTERE DU TOURISME	**86 132 641**	**41 403 396**	**500 000**	**6 531 879**	**134 567 915**	**0,33%**		**134 567 915**	**0**	**220 939 000**	**0,25%**	**355 506 915**	**0,27%**
1117-1-SERVICES INTERNES	75 786 141	31 403 396	500 000	6 531 879	114 221 415	0,28%	0	114 221 415	0	220 939 000	0,25%	335 160 415	0,25%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	10 346 500	10 000 000	0	0	20 346 500	0,05%	0	20 346 500	0	0	0,00%	20 346 500	0,02%
SECTEUR POLITIQUE	**5 940 534 076**	**5 327 202 243**	**781 781 581**	**111 071 378**	**12 160 589 278**	**29,99%**	**0**	**12 160 589 278**	**0**	**2 050 845 231**	**2,34%**	**14 211 434 509**	**10,80%**
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	**4 510 075 569**	**2 233 008 383**	**174 046 464**	**49 777 190**	**6 966 907 607**	**17,18%**		**6 966 907 607**	**0**	**609 500 000**	**0,70%**	**7 576 407 607**	**5,76%**
1211-1-SERVICES INTERNES	768 356 040	105 946 513	1 100 000	15 015 426	890 417 980	2,20%	0	890 417 980	0	174 000 000	0,20%	1 064 417 980	0,81%
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	3 722 081 329	2 052 988 457	38 296 464	33 501 764	5 846 868 014	14,42%	0	5 846 868 014	0	435 500 000	0,50%	6 282 368 014	4,78%
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	0	0	43 000 000	0	43 000 000	0,11%	0	43 000 000	0	0	0,00%	43 000 000	0,03%
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	0	61 000 000	0	0	61 000 000	0,15%	0	61 000 000	0	0	0,00%	61 000 000	0,05%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	0	0	90 000 000	0	90 000 000	0,22%	0	90 000 000	0	0	0,00%	90 000 000	0,07%
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	0	0	0	0	0	0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	19 638 200	13 073 413	1 650 000	1 260 000	35 621 613	0,09%	0	35 621 613	0	0	0,00%	35 621 613	0,03%
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	**41 925 672**	**22 309 084**	**0**	**3 000 000**	**67 234 756**	**0,17%**		**67 234 756**	**0**	**25 000 000**	**0,03%**	**92 234 756**	**0,07%**
1212-1-SERVICES INTERNES	41 925 672	22 309 084	0	3 000 000	67 234 756	0,17%	0	67 234 756	0	25 000 000	0,03%	92 234 756	0,07%
1213-MINISTERE DES AFFAIRS ÉTRANGERES	**262 626 405**	**1 497 220 094**	**3 000 000**	**22 200 000**	**1 785 046 500**	**4,40%**		**1 785 046 500**	**0**	**191 500 000**	**0,22%**	**1 976 546 500**	**1,50%**
1213-1-SERVICES INTERNES	262 626 405	1 497 220 094	3 000 000	22 200 000	1 785 046 500	4,40%	0	1 785 046 500	0	191 500 000	0,22%	1 976 546 500	1,50%
1214-LA PRESIDENCE	**302 666 200**	**627 472 497**	**1 508 998**	**818 770**	**932 466 465**	**2,30%**		**932 466 465**	**0**	**0**	**0,00%**	**932 466 465**	**0,71%**
1214-1-SERVICES INTERNES	302 666 200	627 472 497	1 508 998	818 770	932 466 465	2,30%	0	932 466 465	0	0	0,00%	932 466 465	0,71%
1215-PRIMATURE	**283 523 786**	**543 567 029**	**224 117 500**	**20 364 564**	**1 071 572 879**	**2,64%**		**1 071 572 879**	**0**	**130 470 231**	**0,15%**	**1 202 043 110**	**0,91%**
1215-1-SERVICES INTERNES	273 023 077	470 429 175	23 683 900	18 564 564	785 700 716	1,94%	0	785 700 716	0	120 470 231	0,14%	906 170 947	0,69%
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	10 500 709	13 137 854	0	1 800 000	25 438 563	0,06%	0	25 438 563	0	0	0,00%	25 438 563	0,02%
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	0	0	37 500 000	0	37 500 000	0,09%	0	37 500 000	0	0	0,00%	37 500 000	0,03%
1211-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	0	0	20 521 300	0	20 521 300	0,05%	0	20 521 300	0	0	0,00%	20 521 300	0,02%
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	0	0	17 189 000	0	17 189 000	0,04%	0	17 189 000	0	0	0,00%	17 189 000	0,01%
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS	0	0	85 000 000	0	85 000 000	0,21%	0	85 000 000	0	10 000 000	0,01%	95 000 000	0,07%
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	0	0	16 130 500	0	16 130 500	0,04%	0	16 130 500	0	0	0,00%	16 130 500	0,01%
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	0	60 000 000	0	0	60 000 000	0,15%	0	60 000 000	0	0	0,00%	60 000 000	0,05%
1215-2-22-BUREAU DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	0	0	24 092 800	0	24 092 800	0,06%	0	24 092 800	0	0	0,00%	24 092 800	0,02%

LOI DE FINANCES 2012-2013 RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT												
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	**487 516 444**	**373 125 155**	**290 308 619**	**6 410 854**	**1 157 361 071**	**2,85%**		**1 157 361 071**	**0**	**1 094 375 000**	**1,25%**	**2 251 736 071**	**1,71%**
1216-1-SERVICES INTERNES	487 516 444	373 125 155	12 675 036	6 410 854	**879 727 488**	**2,17%**	0	879 727 488	0	1 094 375 000	1,25%	1 974 102 488	1,50%
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE ET D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL	0	0	6 894 118	0	**6 894 118**	**0,02%**	0	6 894 118	0	0	0,00%	6 894 118	0,01%
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	0	0	270 739 465	0	**270 739 465**	**0,67%**	0	270 739 465	0	0	0,00%	270 739 465	0,21%
1217-MINISTERE DE LA DEFENSE	**52 200 000**	**30 500 000**	**88 800 000**	**8 500 000**	**180 000 000**	**0,44%**	**0**	**180 000 000**	**0**	**0**	**0,00%**	**180 000 000**	**0,14%**
1217-1-SERVICES INTERNES	52 200 000	30 500 000	88 800 000	8 500 000	**180 000 000**	**0,44%**	0	180 000 000	0	0	0,00%	180 000 000	0,14%
SECTEUR SOCIAL	**8 321 355 983**	**1 792 988 456**	**496 088 063**	**152 072 600**	**10 762 505 102**	**26,54%**	**0**	**10 762 505 102**	**0**	**23 592 413 852**	**26,96%**	**34 354 918 954**	**26,12%**
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	**5 185 298 273**	**1 303 159 240**	**451 128 336**	**72 771 766**	**7 012 349 614**	**17,29%**		**7 012 349 614**	**0**	**12 321 764 624**	**14,08%**	**19 334 114 238**	**14,70%**
1311-1-SERVICES INTERNES	4 983 842 126	1 279 771 720	429 936 336	68 487 266	**6 762 037 448**	**16,67%**	0	6 762 037 448	0	12 311 764 624	14,07%	19 073 802 072	14,50%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	0	0	0	0	**0**	**0,00%**	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	14 320 890	2 808 916	0	240 000	**17 369 806**	**0,04%**	0	17 369 806	0	0	0,00%	17 369 806	0,01%
1311-2-17-INSTITUT NATIONALE DE FORMATION PROFESSIONNELLE	187 135 257	20 578 603	11 184 000	4 044 500	**222 942 360**	**0,55%**	0	222 942 360	0	10 000 000	0,01%	232 942 360	0,18%
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	10 000 000	0	**10 000 000**	**0,02%**	0	10 000 000	0	0	0,00%	10 000 000	0,01%
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	**471 365 783**	**116 622 448**	**22 851 728**	**17 525 560**	**628 365 519**	**1,55%**		**628 365 519**	**0**	**1 348 400 000**	**1,54%**	**1 976 765 519**	**1,50%**
1312-1-SERVICES INTERNES	369 111 607	56 190 329	13 491 728	9 695 560	**448 489 224**	**1,11%**	0	448 489 224	0	1 348 400 000	1,54%	1 796 889 224	1,37%
1312-2-13-INSTITUT BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	38 595 644	10 381 696	1 000 000	650 000	**50 627 341**	**0,12%**	0	50 627 341	0	0	0,00%	50 627 341	0,04%
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	33 248 443	7 246 661	360 000	4 130 000	**44 985 104**	**0,11%**	0	44 985 104	0	0	0,00%	44 985 104	0,03%
1312-2-15-OFFICE NATIONAL MIGRATION	30 410 090	5 303 761	8 000 000	3 050 000	**46 763 851**	**0,12%**	0	46 763 851	0	0	0,00%	46 763 851	0,04%
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	0	37 500 000	0	0	**37 500 000**	**0,09%**	0	37 500 000	0	0	0,00%	37 500 000	0,03%
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**2 317 296 796**	**220 925 467**	**11 415 999**	**41 600 000**	**2 591 238 261**	**6,39%**		**2 591 238 261**	**0**	**9 479 872 478**	**10,83%**	**12 071 110 739**	**9,18%**
1313-1-SERVICES INTERNES	2 317 296 796	220 925 467	9 015 999	41 600 000	**2 588 838 261**	**6,38%**	0	2 588 838 261	0	9 479 872 478	10,83%	12 068 710 739	9,17%
1313-2-14-11-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES/PUBLICS	0	0	2 400 000	0	**2 400 000**	**0,01%**	0	2 400 000	0	0	0,00%	2 400 000	0,00%
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	**96 396 496**	**13 315 168**	**400 000**	**3 275 275**	**113 386 938**	**0,28%**		**113 386 938**	**0**	**88 376 750**	**0,10%**	**201 763 688**	**0,15%**
1314-1-SERVICES INTERNES	96 396 496	13 315 168	400 000	3 275 275	**113 386 938**	**0,28%**	0	113 386 938	0	88 376 750	0,10%	201 763 688	0,15%
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	**250 998 635**	**138 966 135**	**10 300 000**	**16 900 000**	**417 164 769**	**1,03%**		**417 164 769**	**0**	**354 000 000**	**0,40%**	**771 164 769**	**0,59%**
1315-1-SERVICES INTERNES	250 998 635	138 966 135	10 300 000	16 900 000	**417 164 769**	**1,03%**	0	417 164 769	0	354 000 000	0,40%	771 164 769	0,59%
SECTEUR CULTUREL	**538 668 654**	**313 742 576**	**138 542 235**	**46 186 037**	**1 037 059 503**	**2,56%**	**0**	**1 037 059 503**	**0**	**193 580 000**	**0,22%**	**1 230 559 503**	**0,94%**
1411-MINISTERE DES CULTES	**47 636 195**	**5 487 212**	**54 900 000**	**1 000 000**	**109 023 406**	**0,27%**		**109 023 406**	**0**	**0**	**0,00%**	**109 023 406**	**0,08%**
1411-1-SERVICES INTERNES	47 636 195	5 487 212	54 900 000	1 000 000	**109 023 406**	**0,27%**	0	109 023 406	0	0	0,00%	109 023 406	0,08%

LOI DE FINANCES 2012-2013 RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT												
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL1	PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
1412-MINISTERE DE LA CULTURE	**323 005 891**	**242 789 769**	**81 042 235**	**32 311 557**	**679 149 451**	**1,67%**		**679 149 451**	**0**	**177 500 000**	**0,20%**	**856 649 451**	**0,65%**
1412-1-SERVICES INTERNES	97 386 533	57 824 292	23 743 625	14 471 065	193 425 516	0,48%	0	193 425 516	0	177 500 000	0,20%	370 925 516	0,28%
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	24 760 521	3 940 103	100 000	2 475 000	31 275 624	0,08%	0	31 275 624	0	0	0,00%	31 275 624	0,02%
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	22 580 599	3 127 881	0	5 000 000	30 708 480	0,08%	0	30 708 480	0	0	0,00%	30 708 480	0,02%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	28 268 756	2 717 576	0	0	30 986 332	0,08%	0	30 986 332	0	0	0,00%	30 986 332	0,02%
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL HAITIEN	16 587 768	18 800 000	0	5 510 492	40 898 260	0,10%	0	40 898 260	0	0	0,00%	40 898 260	0,03%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	14 025 720	4 291 466	0	200 000	18 517 186	0,05%	0	18 517 186	0	0	0,00%	18 517 186	0,01%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	27 612 800	12 109 200	180 000	1 655 000	41 557 000	0,10%	0	41 557 000	0	0	0,00%	41 557 000	0,03%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	91 783 193	9 979 250	0	3 000 000	104 762 443	0,26%	0	104 762 443	0	0	0,00%	104 762 443	0,08%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	0	130 000 000	0	0	130 000 000	0,32%	0	130 000 000	0	0	0,00%	130 000 000	0,10%
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	0	0	39 019 378	0	39 019 378	0,10%	0	39 019 378	0	0	0,00%	39 019 378	0,03%
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	0	0	17 999 232	0	17 999 232	0,04%	0	17 999 232	0	0	0,00%	17 999 232	0,01%
1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION	**168 026 568**	**65 465 596**	**2 600 000**	**12 794 480**	**248 886 645**	**0,61%**	**0**	**248 886 645**	**0**	**16 000 000**	**0,02%**	**264 886 645**	**0,20%**
1413-1-SERVICES INTERNES	42 481 800	36 779 200	2 400 000	8 339 000	90 000 000	0,22%	0	90 000 000	0	16 000 000	0,02%	106 000 000	0,08%
1413-2-13-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	87 888 268	20 623 814	200 000	1 987 480	110 699 562	0,27%	0	110 699 562	0	0	0,00%	110 699 562	0,08%
1413-2-14-RADIO NATIONALE D'HAITI	37 656 500	8 062 583	0	2 468 000	48 187 083	0,12%	0	48 187 083	0	0	0,00%	48 187 083	0,04%
AUTRES ADMINISTRATIONS	**0**	**881 826 872**	**4 208 691 349**	**19 301 513**	**5 109 819 734**	**12,60%**	**1 217 269 381**	**6 327 089 115**	**2 270 238 443**	**0**	**0,00%**	**8 597 327 558**	**6,54%**
1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES	**0**	**881 826 872**	**4 208 691 349**	**19 301 513**	**5 109 819 734**	**12,60%**		**5 109 819 734**	**250 000 000**	**0**	**0,00%**	**5 359 819 734**	**4,07%**
1511-1-11-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION	0	0	415 259 273	0	415 259 273	1,02%	0	415 259 273	0	0	0,00%	415 259 273	0,32%
1511-1-13-CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES	0	0	167 432 076	0	167 432 076	0,41%	0	167 432 076	0	0	0,00%	167 432 076	0,13%
1511-1-49-AUTRES INTERVIENTIONS PUBLIQUES	0	881 826 872	3 626 000 000	19 301 513	4 527 128 385	11,16%	0	4 527 128 385	250 000 000	0	0,00%	4 777 128 385	3,63%
1512- DETTE PUBLIQUE	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0,00%**	**1 217 269 381**	**1 217 269 381**	**2 020 238 443**	**0**	**0,00%**	**3 237 507 824**	**2,46%**
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	0	0	0	0		0,00%	1 100 000 000	1 100 000 000	0	0	0,00%	1 100 000 000	0,84%
1512-1-1211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0	0	0		0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES	0	0	0	0		0,00%	40 000 000	40 000 000	1 809 695 982	0	0,00%	1 849 695 982	1,41%
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE	0	0	0	0		0,00%	9 351 271	9 351 271	40 474 431	0	0,00%	49 825 702	0,04%
1512-2-12-DETTE BILATERALE	0	0	0	0		0,00%	67 918 110	67 918 110	170 068 030	0	0,00%	237 986 140	0,18%
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES	0	0	0	0		0,00%	0	0	0	0	0,00%	0	0,00%
	0	0	0	0		0,00%	0		0	0	0,00%		
POUVOIR LEGISLATIF	**1 569 360 475**	**602 314 294**	**219 410 000**	**63 400 001**	**2 454 484 769**	**6,05%**		**2 454 484 769**	**0**	**65 000 000**	**0,07%**	**2 519 484 769**	**1,92%**
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	440 734 247	399 784 000	126 500 000	42 400 000	1 009 418 247	2,49%	0	1 009 418 247	0	50 000 000	0,06%	1 059 418 247	0,81%
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	1 128 626 228	202 530 294	92 910 000	21 000 001	1 445 066 522	3,56%	0	1 445 066 522	0	15 000 000	0,02%	1 460 066 522	1,11%
POUVOIR JUDICIAIRE	**640 170 800**	**120 059 583**	**200 000**	**24 850 611**	**785 280 994**	**1,94%**		**785 280 994**	**0**	**0**	**0,00%**	**785 280 994**	**0,60%**
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	**640 170 800**	**120 059 583**	**200 000**	**24 850 611**	**785 280 994**	**1,94%**		**785 280 994**	**0**	**0**	**0,00%**	**785 280 994**	**0,60%**
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	0	50 000 000	0	0	50 000 000	0,12%	0	50 000 000	0	0	0,00%	50 000 000	0,04%
3211-2-12-COUR DE CASSATION	58 417 098	9 889 931	200 000	10 499 000	79 006 029	0,19%	0	79 006 029	0	0	0,00%	79 006 029	0,06%
3211-2-13-COUR D'APPEL	45 465 861	12 171 711	0	3 500 000	61 137 572	0,15%	0	61 137 572	0	0	0,00%	61 137 572	0,05%
3211-2-14-TRIBUNAUX	536 287 841	47 997 941	0	10 851 611	595 137 393	1,47%	0	595 137 393	0	0	0,00%	595 137 393	0,45%

LOI DE FINANCES 2012-2013 RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES								AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
	FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION D'ETAT						INTERETS	SOUS-TOTAL2		MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISAT-ION	SOUS-TOTAL1	PONDERATI-ON							
ORGANISMES INDEPENDANTS	562 615 684	125 197 229	961 490 372	30 543 655	1 679 846 940	4,14%		1 679 846 940	0	275 775 262	0,32%	1 955 622 202	1,49%
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	296 480 861	85 464 793	820 731	12 989 883	395 756 268	0,98%	0	395 756 268	0	70 000 000	0,08%	465 756 268	0,35%
4211-CONSEIL ELECTORAL	244 520 548	32 728 499	0	14 224 298	291 473 344	0,72%	0	291 473 344	0	0	0,00%	291 473 344	0,22%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	21 614 276	7 003 937	0	3 329 474	31 947 687	0,08%	0	31 947 687	0	0	0,00%	31 947 687	0,02%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	960 669 641	0	960 669 641	2,37%	0	960 669 641	0	205 775 262	0,24%	1 166 444 903	0,89%
TOTAL	21 138 563 317	11 234 778 736	7 539 582 874	641 802 756	40 554 727 683	100,00%	1 217 269 381	41 771 997 064	2 270 238 443	87 501 255 303	100,00%	131 543 490 810	100,00%

Article 29. Les crédits prévus pour assurer le service de la Dette Publique, pour l'exercice fiscal 2012-2013, s'élèvent à **trois milliards deux cent trente-sept millions cinq cent sept mille huit cent vingt-quatre et 00/100 de gourdes (GDES 3 237 507 824,00)**, répartis suivant le tableau ci-dessous :

PREVISIONS DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
	INTÉRÊT	**AMORTISSEMENT**	**TOTAL**
TOTAL DETTE PUBLIQUE	**1 217 269 381**	**2 020 238 443**	**3 237 507 824**
1512-1-DETTE INTERNE	**1 140 000 000**	**1 809 695 982**	**2 949 695 982**
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1 100 000 000		1 100 000 000
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES			
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	40 000 000	1 809 695 982	1 849 695 982
1512-2-DETTE EXTERNE	**77 269 381**	**210 542 461**	**287 811 842**
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	9 351 271	40 474 431	49 825 702
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	67 918 110	170 068 030	237 986 140
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES			

Article 30. Les crédits prévus pour le financement des programmes et projets d'investissements publics sont déposés par tranche au Compte Spécial du Trésor pour le Développement (CSTD) conformément à l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics.

Article 31. Les ordonnateurs établissent de concert avec le Ministère de l'Économie et des Finances la ventilation des crédits budgétaires contenus dans le Budget Général.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS EN VUE DU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES

Article 32. Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires, même dans le cas où elles n'ont pas été prévues dans le Budget Général. Ces ressources doivent être établies par des lois, conventions, décisions de justice ou toutes autres prescriptions validées par les autorités compétentes. Sauf dérogation légale, elles sont versées au compte Trésor Public.

Article 33. Toutes les recettes perçues par les services publics bénéficiant d'une allocation budgétaire doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Les barèmes et tarifs établis seront approuvés par ces institutions qui veilleront à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être exécutées selon les normes en vigueur.

Article 34. Le chèque émis à l'ordre d'un ministère ou service public bénéficiant d'une allocation budgétaire ne peut être endossé que pour dépôt au compte Trésor Public ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, au compte de l'institution bénéficiaire. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.

Article 35. Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de douze (12) mois à compter de la date d'émission. Tout chèque non valide peut être réémis par la Direction du Trésor sur requête motivée de l'institution ayant remis le chèque ou du bénéficiaire.

Article 36. Les restitutions au compte Trésor Public de sommes payées pour un service non fait ou fourni partiellement, une avance sur dépense qui doit être réglée par un tiers en cours d'exercice, peuvent donner lieu à un rétablissement de crédits.

Article 36.1. Le rétablissement de crédits a pour objet de restituer au profit de l'institution les crédits qu'elle a consommés, à concurrence du montant remboursé.

Article 36.2. Les restitutions au compte Trésor Public doivent être initiées par l'ordonnateur sur la base de la preuve du remboursement de la dépense.

Article 37. Les opérations sur les Comptes Spéciaux du Trésor et les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.

Article 38. Les dépenses effectuées à partir des comptes courants de fonctionnement par l'Administration d'Etat seront régularisées par imputation aux alinéas budgétaires appropriés dans la Loi de Règlement.

Article 39. Les comptes courants de fonctionnement ne peuvent être utilisés aux rémunérations de personnel, ni à l'octroi de subventions, exception faite pour les institutions bénéficiant de dotation budgétaire.

Article 40. Le compte courant de fonctionnement d'une institution ne peut être en aucun cas renfloué à partir de crédits d'investissement, de même que les comptes de projets ne peuvent être renfloués à partir des crédits de fonctionnement.

Article 41. Les engagements pris au delà des crédits budgétaires fixés par la présente loi, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

Article 42. Sous peine de sanctions disciplinaires, les responsables des services administratifs et financiers des ministères et organismes publics ont l'obligation de remettre les chèques reçus des guichets de la Direction du Trésor à leur bénéficiaire ou mandataire désigné dans un délai n'excédant pas cinq jours ouvrables, à compter de la date de réception. Les chèques devenus sans objet doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Economie et des Finances pour annulation selon la procédure.

Article 43. L'agent de la fonction publique ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une institution, sauf s'il remplit la fonction d'enseignant à temps partiel, c'est à dire bénéficiant de deux chaires au plus à coté de son emploi principal.

Article 44. Tout avis de mouvement dans le personnel, ayant pour effet d'augmenter la masse salariale, doit être visé par un Contrôleur Financier de la Direction Générale du Budget, attestant la disponibilité du crédit avant la signature de l'ordonnateur. Les institutions ont jusqu'au 30 juin de l'exercice en cours pour transmettre au Ministère de l'Économie et des Finances leurs avis de mouvement.

Article 45. Les fonctionnaires et employés (agents de sécurité, secrétaires de direction, chauffeurs, gardiens de bâtiment public, ménagères) affectés directement au service des Grands Commis bénéficient, en lieu et place de la rémunération pour des travaux fournis en heures supplémentaires, d'une prime de fonction mensuelle n'excédant pas 50% du salaire de base.

Article 46. Les primes d'efficacité et d'efficience octroyées aux employés publics en dehors des heures supplémentaires ne peuvent être en aucun cas accordées sur une base mensuelle.

Article 47. Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le plafond à l'octroi d'indemnités de fonction et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires sont mis à jour et publiés régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.

Article 48. Les frais de voyage accordés à partir des ressources du Trésor Public sont destinés à couvrir tous les frais relatifs au séjour d'un grand commis ou d'un agent de la fonction publique à l'étranger ou dans une région autre que son lieu d'affectation, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

Article 48.1. Lorsque les frais de voyage sont couverts par une organisation tierce, un montant complémentaire ne dépassant pas 40% de celui prévu dans le barème, peut être accordé.

Article 48.2. Tout remboursement relatif aux déplacements de personnes requiert, selon le cas, une preuve de voyage notamment la carte d'embarquement accompagnée d'un ordre de mission ; exception faite pour le Président de la République et le Premier Ministre.

Article 48.3. Toute personne, non mentionnée à l'article 48, en mission pour le compte des pouvoirs publics, peut également bénéficier de frais de voyage équivalant à celui d'un technicien.

Article 49. Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émargeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'Etat peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés et s'enquérir de l'état d'avancement des activités financées.

Article 50. Une institution émargeant au budget de la République ne peut sous quelque forme que ce soit bénéficier de subvention provenant des disponibilités budgétaires d'une autre institution émargeant audit budget.

Article 51. Les subventions accordées par le Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités, sont assujetties au contrôle du ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 52. Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'article 9- «Autres dépenses publiques» doivent être ré imputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.

Article 53. Le compte courant de fonctionnement d'une institution ne peut être renfloué que si son solde a été viré à la fin de l'exercice fiscal au compte Trésor Public.

Article 54. Aucune rémunération de personnel, aucune subvention ne peut être octroyée à partir de l'article « 9- Autres dépenses publiques », exception faite pour les institutions bénéficiant de dotation budgétaire.

Article 55. Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution du budget, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute personne qui aura omis de verser au «Trésor Public», dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.

Article 55. Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution du budget, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute personne qui aura omis de verser au «Trésor Public», dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.

Article 56. A la première semaine du mois d'octobre, le Ministère de l'Economie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti, le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal écoulé.

Article 57. La balance, entre le montant total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie, est inscrite sur un fonds de compensation. Ce fonds est destiné à prendre en charge le paiement différé des engagements de l'exercice budgétaire clos.

Article 58. Au 31 mars, soit six mois après la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Economie et des Finances, le solde en date est pris en compte à travers l'encours de la dette publique ou dans le financement des opérations budgétaires de l'exercice en cours.

Article 59. Entre le premier et le vingtième jour de chaque mois, tous les comptables de deniers publics feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances et à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, les copies, certifiées conformes aux originaux, des pièces justificatives des transactions effectuées durant le mois précédent ainsi que le relevé détaillé de tous les comptes tenus. Il est fait obligation aux contrôleurs financiers et aux comptables publics d'exiger la preuve de cette opération avant tout nouvel engagement.

Article 60. Toutes les entités de l'Administration d'Etat feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances pour être déposé au Parlement, au troisième lundi du mois de janvier, l'effectif de leur personnel regroupé par direction et fonction.

DISPOSITION FINALE

Article 61. La présente loi abroge toute loi ou disposition de loi, tout décret, tout décret-loi ou disposition de décret-loi, qui lui sont contraires et sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 27 juin 2012, An 209e de l'Indépendance.

Par :

Le Président — Michel Joseph MARTELLY

Le Premier Ministre — Laurent Salvador LAMOTHE

Le Ministre de l'Intérieur
et des Collectivités Territoriales
Thierry MAYARD-PAUL

Le Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique
Jean Renel SANON

Le Ministre des Affaires Etrangères
et des Cultes
Laurent LAMOTHE

Le Ministre de l'Économie
et des Finances
Marie-Carmelle JEAN-MARIE

Le Ministre de la Planification
et de la Coopération Externe
Josefa RAYMOND GAUTHIER

Le Ministre de l'Education National
et de la Formation Professionnelle
Réginald PAUL

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources
Naturelles et du Développement Rural
Thomas JACQUES

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population
Florence Duperval GUILLAUME

Le Ministre du Tourisme — Stéphanie BALMIR VILLEDROUIN

Le Ministre des Travaux Publics, Transports, Energie et Communications — Jacques ROUSSEAU

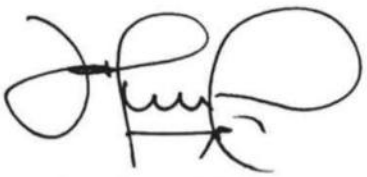
Le Ministre de la Culture — Jean Mario DUPUY

Le Ministre des Affaires Sociales et du Travail — Léon Ronsard Saint-Cyr

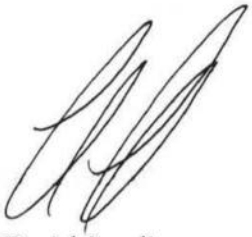
Le Ministre de l'Environnement — pr Joseph Ronald TOUSSAINT

Le Ministre à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme — pr Marie Yanick MEZILE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie — Wilson LALEAU



Le Ministre de la Jeunesse, des Sports
et de l'Action Civique — Jean Roosvelt RENE



Le Ministre des Haitiens Vivant à l'Etranger — pr Daniel Supplice

Le Ministre Chargé des Relations avec le Parlement — Ralf Ricardo THEANO

Le Ministre de la Communication — Ady JEAN GARDY

Le Ministre de la Défense — Jean Rodolph JOAZILE

Le Ministre Chargé des Droits de l'homme
et de la Lutte contre la Pauvreté Extrême — Marie Carmelle Rose Anne AUGUSTE

Le Ministre Chargé de la Promotion de la Paysannerie — Marie Mimose FELIX

AU NOM DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Président
Député Levaillant LOUIS JEUNE

Premier Secrétaire
Député Jude Charles FAUSTIN

Deuxième Secrétaire
Député Guerda B. BENJAMIN

Port-au-Prince, le 10 AOUT 2012 an 209ème de l'indépendance.

AU NOM DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE

Président
Sénateur Simon Dieuseul DESRAS

Premier Secrétaire
Sénateur Stephan Ivenson BENOIT

Deuxième Secrétaire
Sénateur Joseph Joël JOHN

Port-au-Prince, le 30 AOUT 2012 an 209ème de l'indépendance.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Le Président

AU NOM DE LA REPUBLIQUE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI, CI-JOINTE PORTANT SUR LA LOI DE FINANCES 2012 – 2013 SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉE, PUBLIÉE ET EXECUTÉE.

Donné au Palais National á Port-au-Prince, le 30 septembre 2012, An 209ème de l'Indépendance.

Michel Joseph MARTELLY
Président de la République

OPERATIONS DES INSTITUTIONS DE L'ADMINISTRATION D'ETAT

LOI DE FINANCES 2012-2013 OPERATIONS DES INSTITUTIONS DE L'ADMINISTRATION D'ETAT PROGRAMMATION TRIMESTRIELLE MONTANT EN GOURDES

TOTAL	32 885 872 702	32 885 872 702	65 771 745 405	32 885 872 702	32 885 872 702	65 771 745 405	131 543 490 810
OPERATIONS	Trim. 1	Trim. 2	sem. 1	Trim. 3	Trim. 4	sem. 2	Budget 12-13
B-RECETTES COURANTES	13 686 031 256	11 966 751 819	25 652 783 075	12 785 012 664	13 564 204 262	26 349 216 926	52 002 000 001
Recettes Internes	9 084 323 991	7 706 954 911	16 791 278 902	8 677 893 449	8 563 185 110	17 241 078 559	34 032 357 461
Recettes Douanières	4 443 457 265	4 101 546 908	8 545 004 173	3 948 869 215	4 842 769 152	8 791 638 367	17 336 642 540
Autres Ressources Domestiques	158 250 000	158 250 000	316 500 000	158 250 000	158 250 000	316 500 000	633 000 000
C-DEPENSES COURANTES (I + II)	10 345 048 577	10 345 048 577	20 690 097 154	10 282 548 577	10 157 548 577	20 440 097 154	41 130 194 308
I-Fonctionnement de l'Administration d'Etat	10 040 731 232	10 040 731 232	20 081 462 464	9 978 231 232	9 853 231 232	19 831 462 464	39 912 924 927
Personnel	5 284 640 829	5 284 640 829	10 569 281 659	5 284 640 829	5 284 640 829	10 569 281 659	21 138 563 317
Biens & Services	2 871 194 684	2 871 194 684	5 742 389 368	2 808 694 684	2 683 694 684	5 492 389 368	11 234 778 736
Quotes -parts et subventions	1 884 895 718	1 884 895 718	3 769 791 437	1 884 895 718	1 884 895 718	3 769 791 437	7 539 582 874
II- Intérêts et frais financiers	304 317 345	304 317 345	608 634 691	304 317 345	304 317 345	608 634 691	1 217 269 381
Dette Interne	285 000 000	285 000 000	570 000 000	285 000 000	285 000 000	570 000 000	1 140 000 000
Dette Externe	19 317 345	19 317 345	38 634 691	19 317 345	19 317 345	38 634 691	77 269 381
D-SOLDE COURANT (B-C)	3 340 982 679	1 621 703 242	4 962 685 921	2 502 464 087	3 406 655 685	5 909 119 772	10 871 805 693
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	22 035 764 515	22 035 764 515	44 071 529 029	22 035 764 515	22 035 764 515	44 071 529 029	88 143 058 058
Programmes et projets	21 875 313 826	21 875 313 826	43 750 627 651	21 875 313 826	21 875 313 826	43 750 627 651	87 501 255 303
Financement local des programmes et projets	6 557 489 263	6 557 489 263	13 114 978 527	6 557 489 263	6 557 489 263	13 114 978 527	26 229 957 054
Trésor Public	4 502 776 354	4 502 776 354	9 005 552 708	4 502 776 354	4 502 776 354	9 005 552 708	18 011 105 416
Annulation dette FMI	1 306 488 750	1 306 488 750	2 612 977 500	1 306 488 750	1 306 488 750	2 612 977 500	5 225 955 000
Autres Financements	748 224 160	748 224 160	1 496 448 319	748 224 160	748 224 160	1 496 448 319	2 992 896 638
Dons et Emprunts	15 317 824 562	15 317 824 562	30 635 649 125	15 317 824 562	15 317 824 562	30 635 649 125	61 271 298 249
dont Fonds PETROCARIBE	4 875 698 544	4 875 698 544	9 751 397 088	4 875 698 544	4 875 698 544	9 751 397 088	*19 502 794 176*
Immobilisations	160 450 689	160 450 689	320 901 378	160 450 689	160 450 689	320 901 378	641 802 756
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	62 500 000	187 500 000	250 000 000	250 000 000
Elections	-	-	-	50 000 000	150 000 000	200 000 000	200 000 000
Support aux partis politiques	-	-	-	12 500 000	37 500 000	50 000 000	50 000 000
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	32 380 813 092	32 380 813 092	64 761 626 183	32 380 813 092	32 380 813 092	64 761 626 183	129 523 252 367
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(18 694 781 836)	(20 414 061 273)	(39 108 843 108)	(19 595 800 428)	(18 816 608 830)	(38 412 409 257)	(77 521 252 366)
I-DONS	10 875 790 923	11 484 790 923	22 360 581 846	11 190 790 923	12 030 790 923	23 221 581 846	45 582 163 692
I-Support budgétaire	*525 000 000*	*1 134 000 000*	*1 659 000 000*	*840 000 000*	*1 680 000 000*	*2 520 000 000*	*4 179 000 000*
Union Européenne	-	-	-	-	420 000 000	420 000 000	420 000 000
Espagne	-	-	-	840 000 000	-	840 000 000	840 000 000
Banque Mondiale	-	-	-	-	1 260 000 000	1 260 000 000	1 260 000 000
BID	-	1 134 000 000	1 134 000 000	-	-	-	1 134 000 000
USA	525 000 000	-	525 000 000	-	-	-	525 000 000
II-Financement des Programmes et projets	*10 350 790 923*	*10 350 790 923*	*20 701 581 846*	*10 350 790 923*	*10 350 790 923*	*20 701 581 846*	*41 403 163 692*
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	614 416 487	614 416 487	1 228 832 974	614 416 487	614 416 487	1 228 832 974	2 457 665 948
Allemagne	99 480 900	99 480 900	198 961 800	99 480 900	99 480 900	198 961 800	397 923 600
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	2 924 419 755	2 924 419 755	5 848 839 510	2 924 419 755	2 924 419 755	5 848 839 510	11 697 679 020
Banque Mondiale	1 298 100 911	1 298 100 911	2 596 201 822	1 298 100 911	1 298 100 911	2 596 201 822	5 192 403 643
Brésil	527 595 313	527 595 313	1 055 190 625	527 595 313	527 595 313	1 055 190 625	2 110 381 250
Espagne	288 899 650	288 899 650	577 799 300	288 899 650	288 899 650	577 799 300	1 155 598 600
PEPFAR	3 524 000	3 524 000	7 048 000	3 524 000	3 524 000	7 048 000	14 096 000

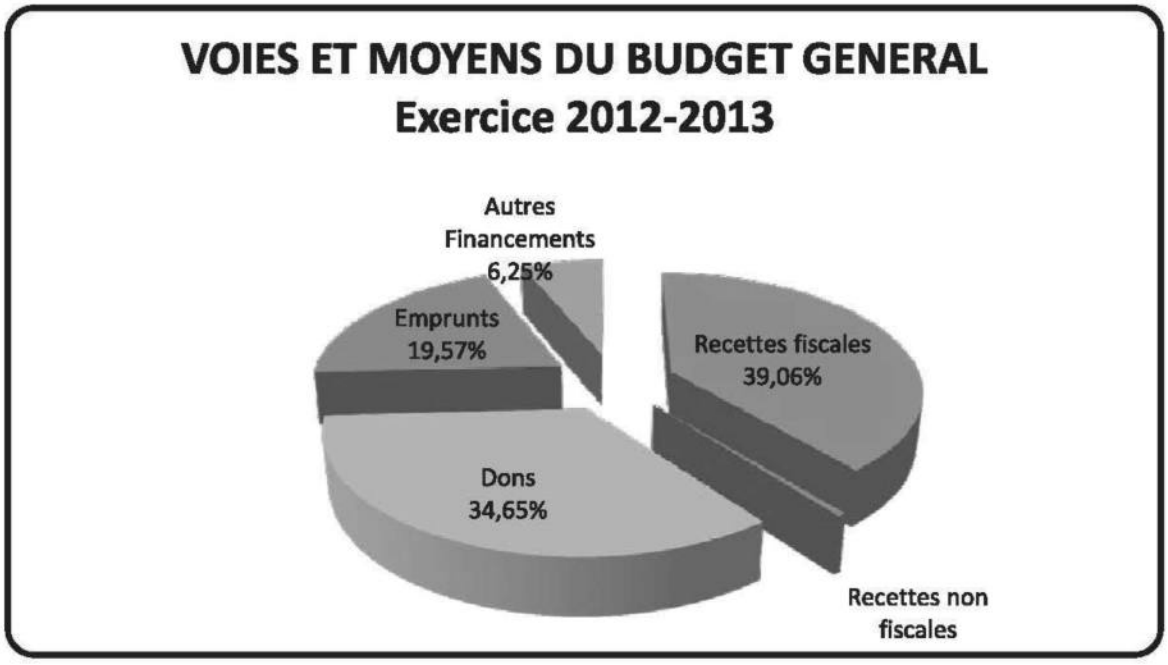
LOI DE FINANCES 2012-2013 OPERATIONS DES INSTITUTIONS DE L'ADMINISTRATION D'ETAT PROGRAMMATION TRIMESTRIELLE MONTANT EN GOURDES

OPERATIONS	Trim. 1	Trim. 2	sem. 1	Trim. 3	Trim. 4	sem. 2	Budget 12-13
Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)	3 550 000	3 550 000	7 100 000	3 550 000	3 550 000	7 100 000	14 200 000
Fonds international de développement agricole (FIDA)	122 441 750	122 441 750	244 883 500	122 441 750	122 441 750	244 883 500	489 767 000
France	281 166 182	281 166 182	562 332 364	281 166 182	281 166 182	562 332 364	1 124 664 728
Koweit	47 250 000	47 250 000	94 500 000	47 250 000	47 250 000	94 500 000	189 000 000
JAPON	411 937 500	411 937 500	823 875 000	411 937 500	411 937 500	823 875 000	1 647 750 000
MEXIQUE	251 250 000	251 250 000	502 500 000	251 250 000	251 250 000	502 500 000	1 005 000 000
Fonds Mondial	370 000 000	370 000 000	740 000 000	370 000 000	370 000 000	740 000 000	1 480 000 000
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	20 491 063	20 491 063	40 982 125	20 491 063	20 491 063	40 982 125	81 964 250
Taiwan	125 877 275	125 877 275	251 754 550	125 877 275	125 877 275	251 754 550	503 509 100
Union Européenne (UE)	1 103 055 375	1 103 055 375	2 206 110 750	1 103 055 375	1 103 055 375	2 206 110 750	4 412 221 500
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science & la Culture (UNESCO)	5 162 500	5 162 500	10 325 000	5 162 500	5 162 500	10 325 000	20 650 000
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	141 250 000	141 250 000	282 500 000	141 250 000	141 250 000	282 500 000	565 000 000
Agence pour le Développement International (USAID)	1 518 827 263	1 518 827 263	3 037 654 527	1 518 827 263	1 518 827 263	3 037 654 527	6 075 309 053
Cuba	92 095 000	92 095 000	184 190 000	92 095 000	92 095 000	184 190 000	368 380 000
Union des nations sud-américaines (UNASUR)	100 000 000	100 000 000	200 000 000	100 000 000	100 000 000	200 000 000	400 000 000
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	(7 818 990 913)	(8 929 270 350)	(16 748 261 262)	(8 405 009 505)	(6 785 817 907)	(15 190 827 411)	(31 939 088 674)
	-	-	-	-	-	-	
K-FINANCEMENT (J)	*(7 818 990 913)*	*(8 929 270 350)*	*(16 748 261 262)*	*(8 405 009 505)*	*(6 785 817 907)*	*(15 190 827 411)*	*(31 939 088 674)*
	-	-	-	-	-	-	
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (I+II)	*5 019 398 024*	*5 019 398 024*	*10 038 796 049*	*5 019 398 024*	*5 019 398 024*	*10 038 796 049*	*20 077 592 097*
I-Financement des Programmes et projets	*5 072 033 640*	*5 072 033 640*	*10 144 067 279*	*5 072 033 640*	*5 072 033 640*	*10 144 067 279*	*20 288 134 558*
Venezuela	196 335 096	196 335 096	392 670 191	196 335 096	196 335 096	392 670 191	785 340 382
Fonds International de développement agricole (FIDA)	-	-	-	-	-	-	-
PETROCARIBE	4 875 698 544	4 875 698 544	9 751 397 088	4 875 698 544	4 875 698 544	9 751 397 088	19 502 794 176
II- Amortissement de la dette	(52 635 615)	(52 635 615)	(105 271 231)	(52 635 615)	(52 635 615)	(105 271 231)	(210 542 461)
Amort. Externe	(52 635 615)	(52 635 615)	(105 271 231)	(52 635 615)	(52 635 615)	(105 271 231)	(210 542 461)
M-FINANCEMENT INTERNE NET	2 965 374 145	2 965 374 145	5 930 748 290	2 965 374 145	2 965 374 145	5 930 748 290	11 861 496 579
Banque de la République d'Haïti	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor	1 363 085 231	1 363 085 231	2 726 170 462	1 363 085 231	1 363 085 231	2 726 170 462	5 452 340 923
Autres Financements Internes des projets	2 054 712 910	2 054 712 910	4 109 425 819	2 054 712 910	2 054 712 910	4 109 425 819	8 218 851 638
Amortissement Interne	(452 423 996)	(452 423 996)	(904 847 991)	(452 423 996)	(452 423 996)	(904 847 991)	(1 809 695 982)
Solde exercice antérieur	-	-	-	-	-	-	-
N-CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT (K+L+M)	165 781 256	(944 498 181)	(778 716 924)	(420 237 336)	1 198 954 262	778 716 927	-

PRESENTATION GENERALE
DES RESSOURCES BUDGETAIRES

VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
CLASSES PAR NATURE
(En Gourdes)
Exercice 2012-2013

TOTAL DES VOIES & MOYENS		**131 543 490 814**
RESSOURCES		**97 584 163 692**
RECETTES COURANTES		**52 002 000 000**
Recettes fiscales	51 375 180 824	
Recettes non fiscales	626 819 176	
AUTRES RESSOURCES		**45 582 163 692**
Dons	45 582 163 692	
FINANCEMENT		**33 959 327 122**
Emprunts	25 740 475 484	
Autres Financements	8 218 851 638	



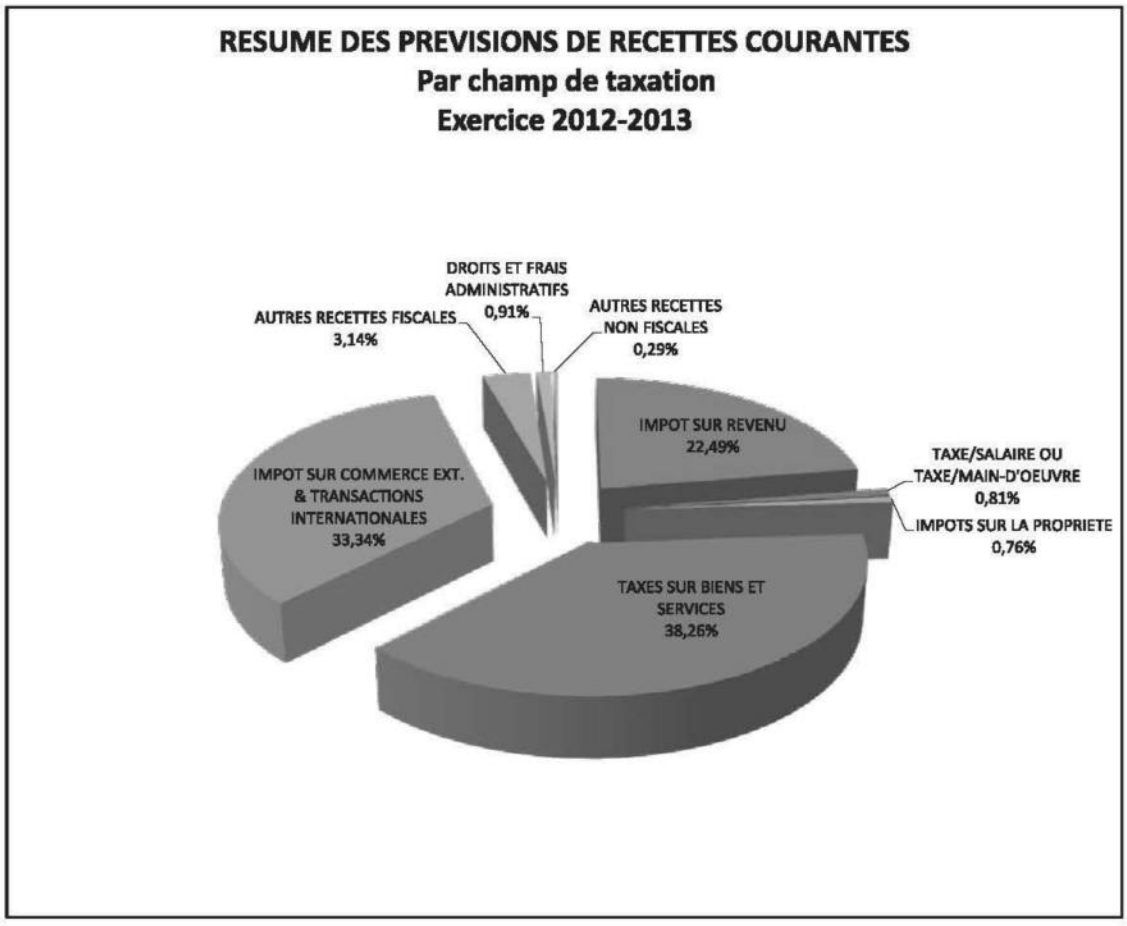
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par champ de taxation

Exercice 2012-2013

(En Gourdes)

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	11 696 010 000	22,49
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	419 540 000	0,81
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	393 150 000	0,76
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	19 896 523 336	38,26
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	17 336 642 538	33,34
AUTRES RECETTES FISCALES	1 633 314 950	3,14
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	474 445 293	0,91
AUTRES RECETTES NON FISCALES	152 373 883	0,29
TOTAL	**52 002 000 000**	**100,00**



RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

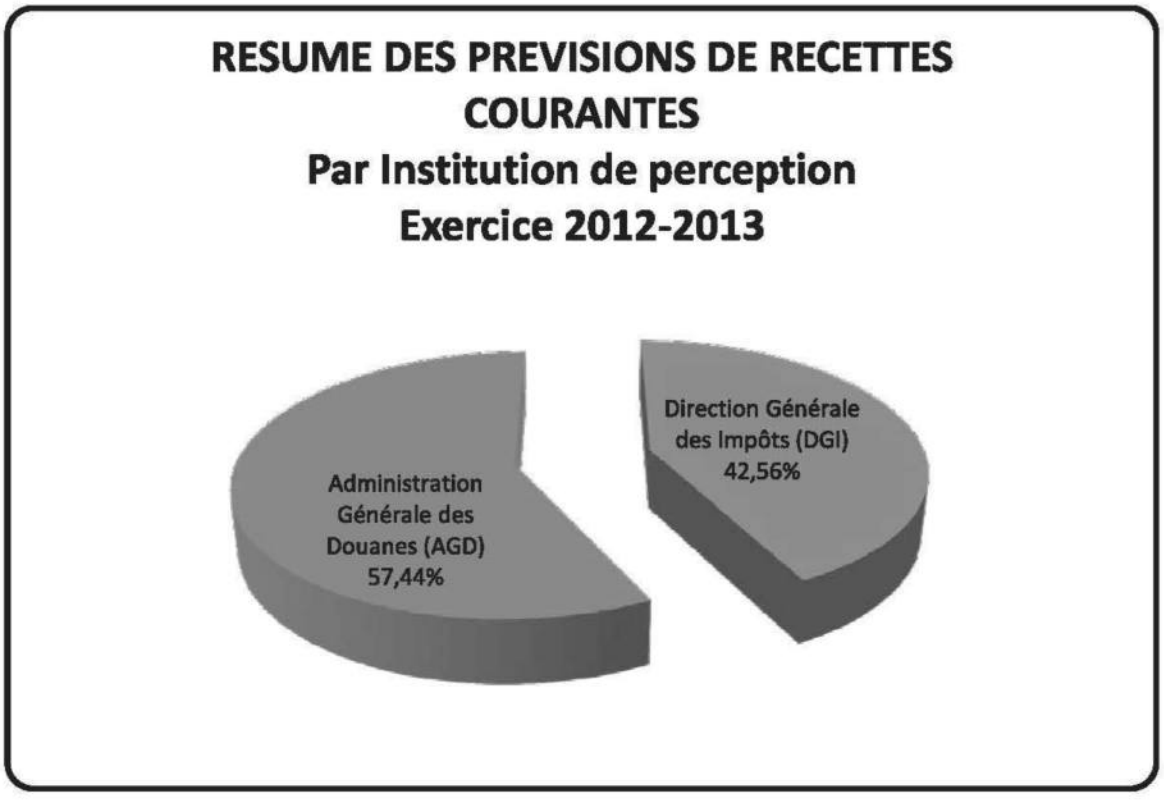
Par Institution de perception

Exercice 2012-2013

(En gourdes)

Direction Générale des Impôts (DGI)	**21 860 870 000**
TCA	5 324 230 000
IMPOT SUR REVENU	11 696 010 000
ACCISE	545 940 000
AUTRES	4 294 690 000
SUB/TOTAL1	**21 860 870 000**

Administration Générale des Douanes (AGD)	**29 508 130 000**
DROITS D'ACCISE	**2 030 309 058**
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	428 517 651
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	17 336 642 538
RECETTES NON FISCALES	29 544 050
AUTRES	9 683 116 703
SUB/TOTAL2	**29 508 130 000**
TOTAL	**51 369 000 000**

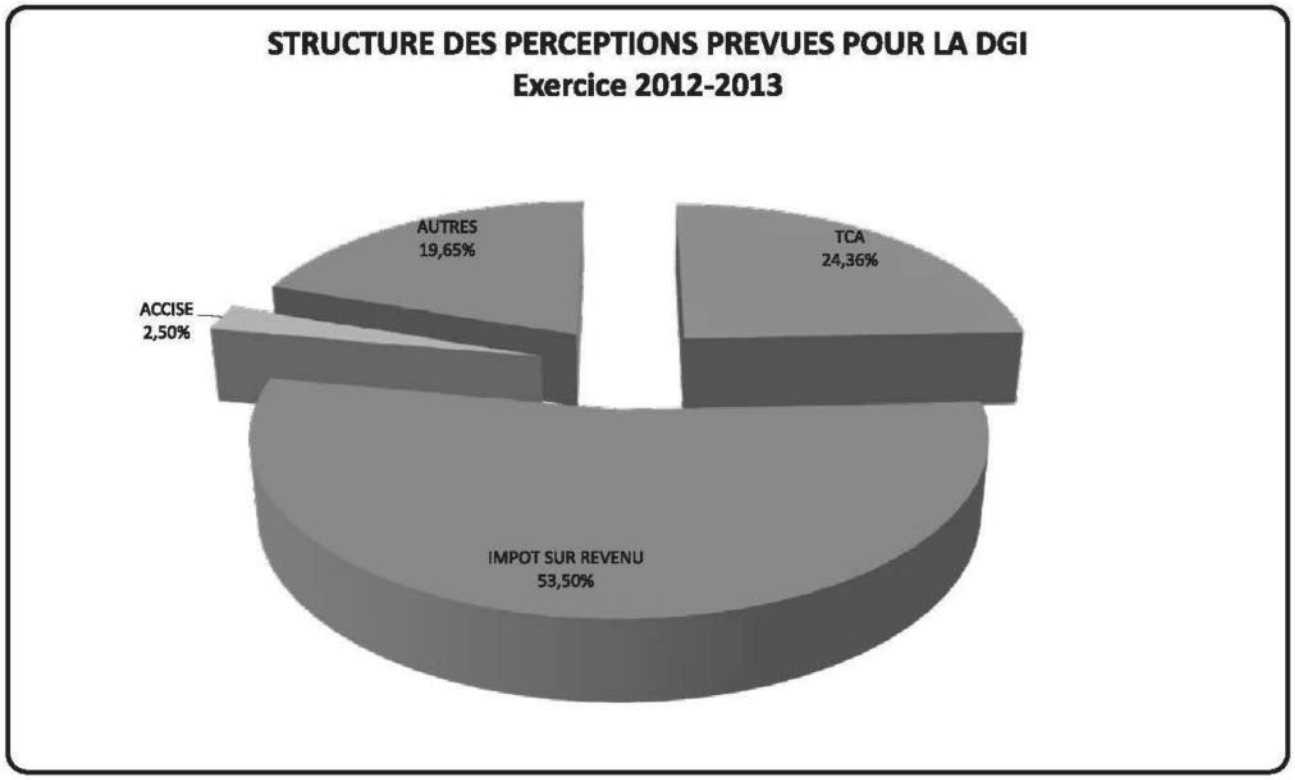


STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR LA DGI

Exercice 2012-2013

(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	5 324 230 000	24,36
IMPOT SUR REVENU	11 696 010 000	53,50
ACCISE	545 940 000	2,50
AUTRES	4 294 690 000	19,65
TOTAL	**21 860 870 000**	**100,00**

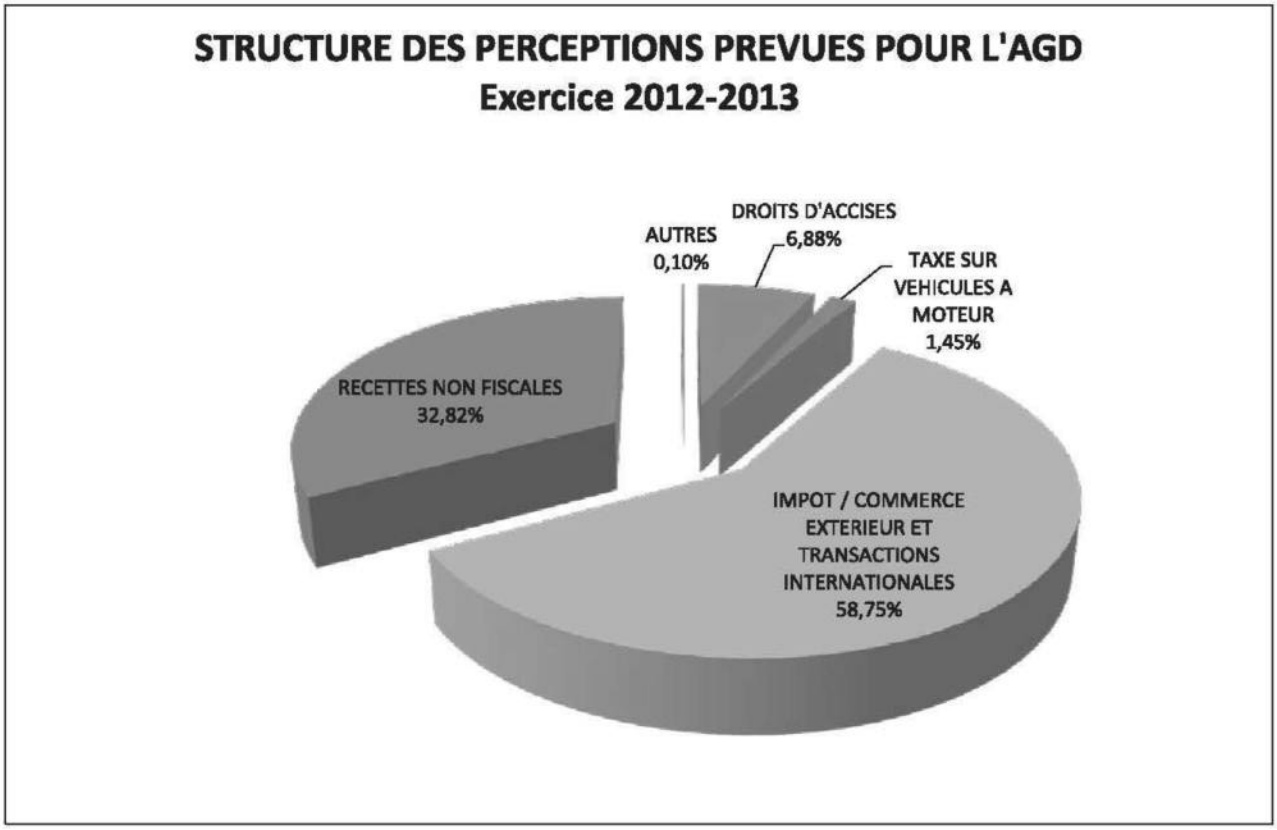


STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD

Exercice 2012-2013

(En Gourdes)

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	2 030 309 058	6,88
TAXE SUR VEHICULES A MOTEUR	428 517 651	1,45
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	17 336 642 538	58,75
RECETTES NON FISCALES	9 683 116 703	32,82
AUTRES	29 544 050	0,10
SUB/TOTAL1	**29 508 130 000**	**100,00**

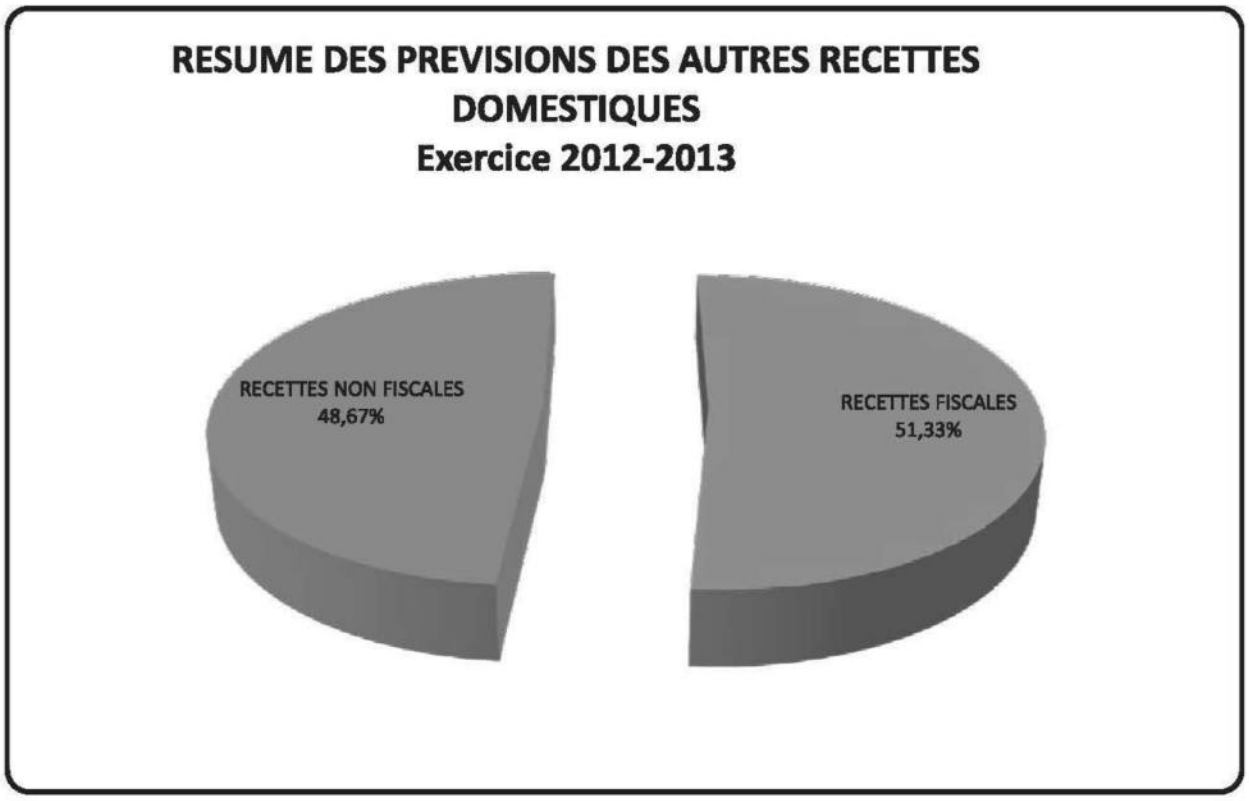


RESUME DES PREVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES

Exercice 2012-2013

(En gourdes)

	MONTANT	POURCENTAGE (%)
RECETTES FISCALES	324 924 874	51,33
RECETTES NON FISCALES	308 075 126	48,67
TOTAL	**633 000 000**	**100,00**

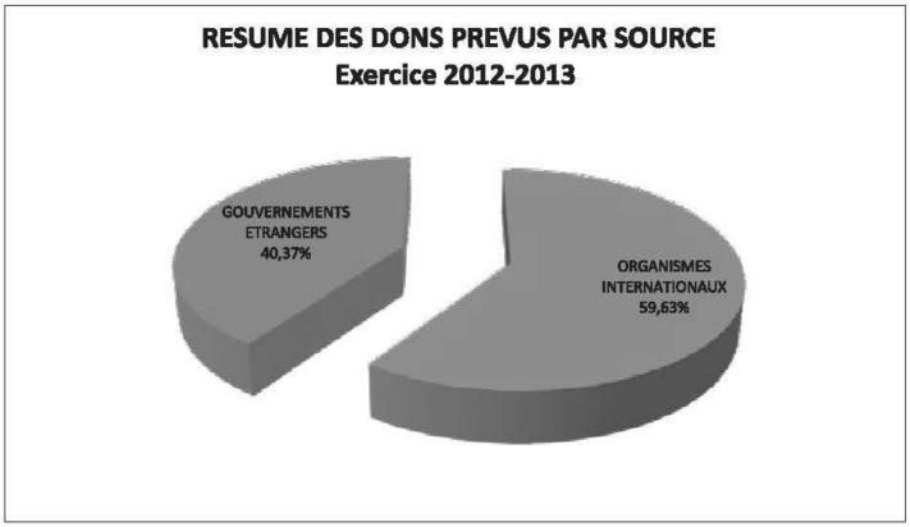


RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE

Exercice 2012-2013

(En gourdes)

DONS		**45 582 163 692**
ORGANISMES INTERNATIONAUX		**27 181 981 413**
BANQUE MONDIALE	6 452 403 643	
BID	12 831 679 020	
FIDA	489 767 000	
FNUAP	14 200 000	
PNUD	81 964 250	
UE	4 832 221 500	
UNESCO	20 650 000	
UNICEF	565 000 000	
UNION DES NATIONS SUD-AMERICAINES (UNASUR)	400 000 000	
FONDS MONDIAL	1 480 000 000	
PEPFAR	14 096 000	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		**18 400 182 279**
ACDI	2 457 665 948	
ALLEMAGNE	397 923 600	
BRESIL	2 110 381 250	
ESPAGNE	1 995 598 600	
FRANCE	1 124 664 728	
JAPON	1 647 750 000	
USAID	6 600 309 053	
MEXIQUE	1 005 000 000	
TAIWAN	503 509 100	
CUBA	368 380 000	
KOWEIT	189 000 000	
TOTAL		**45 582 163 692**

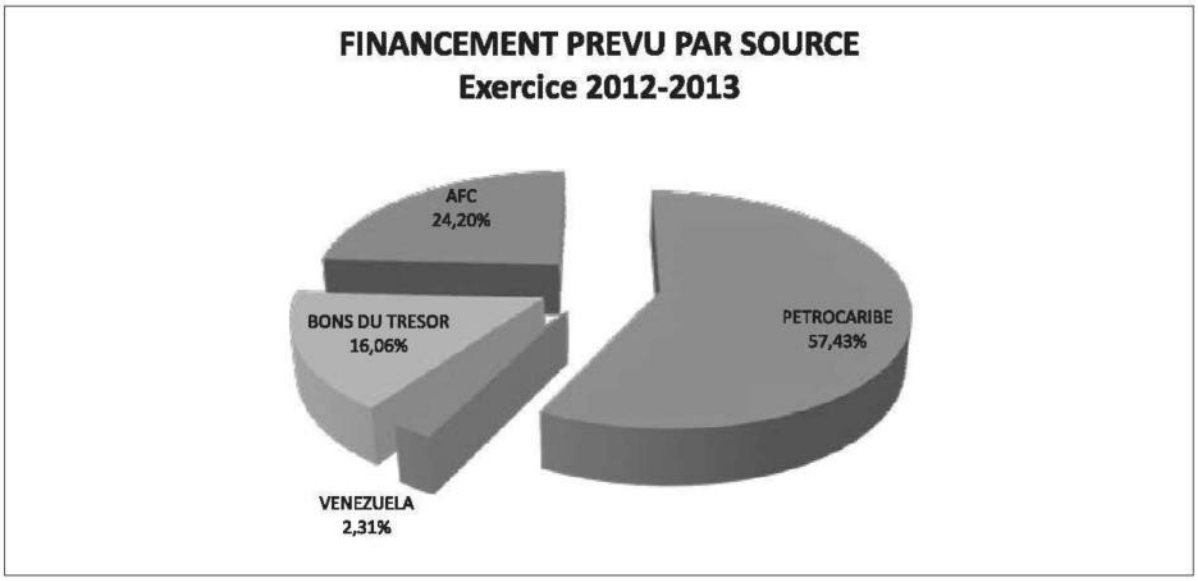


RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE

Exercice 2012-2013

(En gourdes)

FINANCEMENT TOTAL		**33 959 327 122**
FINANCEMENT EXTERNE		**20 288 134 558**
PETROCARIBE	19 502 794 176	
VENEZUELA	785 340 382,00	
FINANCEMENT INTERNE		**5 452 340 926**
BONS DU TRESOR	5 452 340 926	
AUTRES FINANCEMENTS INTERNES DES PROJETS		**8 218 851 638**
AFC	**8 218 851 638**	



DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2012-2013
(en Gourdes)

Nature		PREVISION DES RESSOURCES			
		DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
	Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement à Indentifier				131 543 490 814
	Recettes courantes + Dons + Prêts+ autres financements	21 860 870 000	29 508 130 000	80 174 480 814	131 543 490 814
	Ressources hors Dons et Emprunts	21 860 870 000	29 508 130 000	633 000 000	52 002 000 000
	Recettes courantes	21 860 870 000	29 508 130 000	633 000 000	52 002 000 000
Article 1	RECETTES FISCALES	21 571 670 000	29 478 585 950	324 924 874	51 375 180 824
10 Impôts sur le revenu		11 696 010 000	0	0	11 696 010 000
100 Sociétés et autres personnes morales		*5 215 910 000*	0	*0*	5 215 910 000
	1000 Impôt base forfaitaire	5 215 910 000			*5 215 910 000*
101 Personnes physiques		*6 480 100 000*	0	*0*	6 480 100 000
	1010 Impôt sur le salaire	6 480 100 000			*6 480 100 000*
11 Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre		419 540 000	0	0	419 540 000
110 Taxe sur la masse salariale		*419 540 000*			419 540 000
12 Impôts sur la propriété		393 150 000	0	0	393 150 000
120 Propriété immobilière		*29 240 000*	0	*0*	29 240 000
121 Droits de successions et donations		*205 320 000*	0	*0*	205 320 000
122 Droits sur transactions mobilières et immobilières		*116 240 000*	0	*0*	116 240 000
123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété		*530 000*	0	*0*	530 000
124 Divers impôts sur la propriété		*36 330 000*	0	*0*	36 330 000
125 Droits d'hypothèque		*30 000*			30 000
129 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété		*5 460 000*			5 460 000
13 Taxes sur les biens et services		7 431 200 000	12 140 398 462	324 924 874	19 896 523 336
130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)		*5 324 230 000*	*9 681 571 753*	*0*	15 005 801 753
	1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		9 681 571 753		*9 681 571 753*
	1301 Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	5 324 230 000			5 324 230 000
131 Droits d'accises		*545 940 000*	2 030 309 058	*0*	2 576 249 058
	1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	189 760 000	0	0	189 760 000
	13120 Allumettes	0			-
	13121 Cigarettes	189 760 000			*189 760 000*
	1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	0	694 805 596	0	694 805 596
	13130 Véhicules importés		*694 805 596*		694 805 596
	1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	0	565 970 829	0	*565 970 829*
	13143 Gasoline		*174 929 240*		*174 929 240*
	13144 Gasoil		*335 547 853*		*335 547 853*
	13145 Kérosène		*55 493 736*		*55 493 736*
	1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	769 532 633	0	*769 532 633*
	13150 Gasoline accise variable		*370 159 911*		370 159 911
	13151 Gasoil accise variable		*399 315 124*		*399 315 124*
	13152 Kérosène accise variable		*57 598*		*57 598*
	1316 Droits d'accises complémentaires	356 180 000	0	0	*356 180 000*
	13163 Autres accises	*356 180 000*	*0*		*356 180 000*

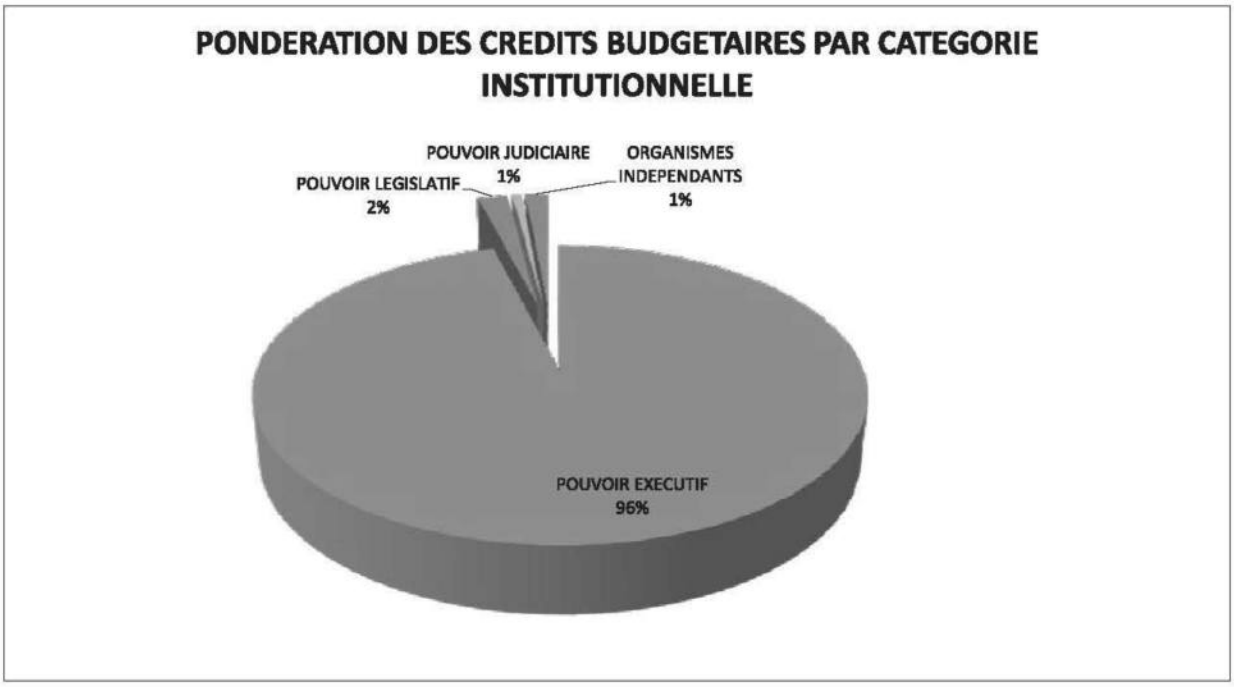
Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
132 Taxes sur services déterminés	159 980 000	0	0	159 980 000
1320 Taxes sur les services d'assurances	159 980 000	0		159 980 000
13200 Taxe sur les primes d'assurances	*159 980 000*			159 980 000
133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	1 106 280 000	428 517 651	*324 924 874*	1 859 722 525
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	1 106 280 000	428 517 651	324 924 874	*1 859 722 525*
13310 1ère immatriculation véhicules	*1 106 280 000*	*225 058 504*		*1 331 338 504*
13314 Taxe touristique		*203 459 147*	*324 924 874*	*528 384 021*
134 Diverses taxes sur biens et services	267 260 000	0	0	267 260 000
Divers/Biens et services	267 260 000			267 260 000
139 Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services	*27 510 000*			27 510 000
				-
14 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	17 336 642 538	0	17 336 642 538
140 Droits d'importation	0	*8 903 258 266*	0	8 903 258 266
1400 Droits de Douane		8 903 258 266		*8 903 258 266*
141 Autres perceptions à l'importation	0	*8 063 847 513*	0	8 063 847 513
1410 Frais de vérification		7 392 338 275		*7 392 338 275*
1411 Droit de transit		74 153		*74 153*
1412 Droit d'entrepôt		4 255 785		*4 255 765*
1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs		667 179 320		667 179 320
149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur	0	*369 536 759*	0	369 536 759
1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation		369 536 759	0	*369 536 759*
15 Autres recettes fiscales	1 631 770 000	1 544 950	0	1 633 314 950
150 Impôts de capitation	*44 540 000*	0	0	44 540 000
151 Droits de timbre	588 810 000	1 544 950	0	590 354 950
1511 Droits de timbre proportionnel	588 810 000	1 544 950	0	*590 354 950*
15110 Droit de timbre sur capital social	588 810 000	1 544 950		*590 354 950*
152 Droits fixe d'enregistrement	*1 510 000*	0	0	1 510 000
153 Diverses autres recettes fiscales	993 710 000	0	0	993 710 000
1533 Diverses autres recettes fiscales	993 710 000			993 710 000
159 Pénalités , amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	3 200 000			3 200 000
Article 2 RECETTES NON FISCALES	289 200 000	29 544 050	308 075 126	626 819 176
20 Revenus des Domaines et de l'entreprise	150 000	0	37 463 883	37 613 883
200 Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des	0	0	*37 463 883*	37 463 883
2000 Apports des entreprises publiques	0		12 783 975	12 783 975
2009 Autres apports			24 679 908	24 679 908
201 Revenus de la propriété	*150 000*	0	0	150 000
2010 Affermage des biens domaniaux (terrains)	150 000			150 000
21 Droits et frais administratifs, ventes non industrielles	174 290 000	29 544 050	270 611 243	474 445 293
210 Droits administratifs	*155 840 000*	0	*270 611 243*	426 451 243
2100 Droit de passeport	118 680 000		141 702 380	260 382 380
2109 Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	37 160 000		128 908 863	166 068 863
211 Frais administratifs	*18 450 000*	29 544 050	0	47 994 050
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	600 000	21 983 810		22 563 810
2119 Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	17 850 000	7 580 240		25 430 240

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
22 Amendes et sanctions	42 630 000	0	0	42 630 000
229 Autres Amendes et sanctions non fiscales	***42 630 000***	***0***	***0***	42 630 000
23 Autres recettes non fiscales	***72 130 000***	0	0	72 130 000
Article 5 DONS	0	0	45 582 163 692	45 582 163 692
50 Dons pour dépenses courantes			4 179 000 000	4 179 000 000
501 *Dons extérieurs*	0	0	4 179 000 000	4 179 000 000
5010 Dons d'organismes internationaux			2 814 000 000	2 814 000 000
5011 Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères			1 365 000 000	1 365 000 000
51 Dons pour dépenses en capital	0	0	41 403 163 692	41 403 163 692
511 Dons extérieurs	0	0	41 403 163 692	41 403 163 692
5110 Dons d'organismes internationaux			24 556 981 413	24 556 981 413
5111 Dons de gouvernements étrangers et d'autres			16 846 182 279	16 846 182 279
Article 8 EMPRUNTS	0	0	25 740 475 484	25 740 475 484
80 Emprunts intérieurs	0	0	5 452 340 926	5 452 340 926
802 Souscriptions de bons du Trésor			5 452 340 926	5 452 340 926
81 Emprunts extérieurs	0	0	20 288 134 558	20 288 134 558
811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette			20 288 134 558	20 288 134 558
Autres financements internes	0	0	8 218 851 638	8 218 851 638
AUTRE FONDS DE CONTREPARTIE			8 218 851 638	8 218 851 638

PRESENTATION GENERALE
DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION

CREDITS BUDGETAIRES PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE ET PAR NATURE
EXERCICE 2012-2013
EN GOURDES

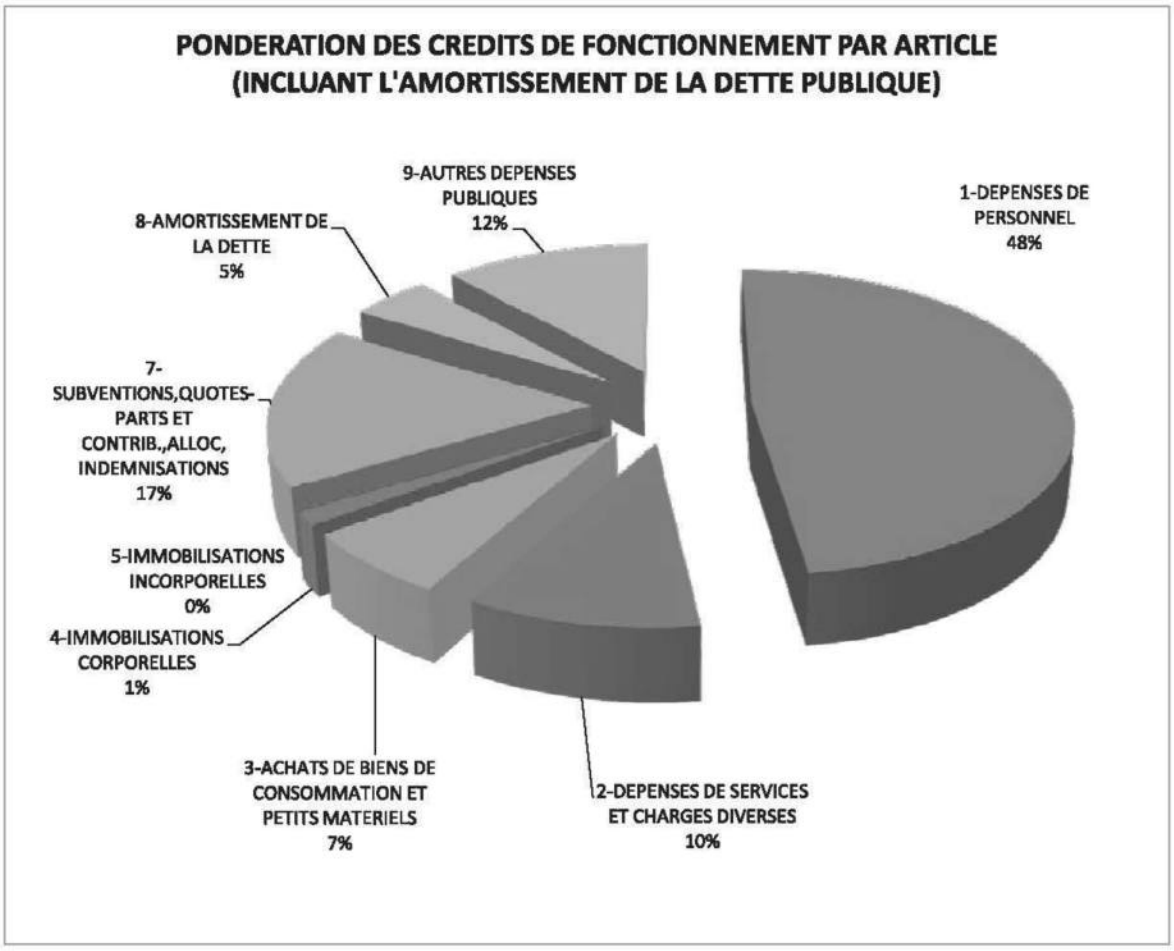
CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
POUVOIR EXECUTIF	39 122 622 804	87 160 480 040	126 283 102 844	96,00%
POUVOIR LEGISLATIF	2 454 484 769	65 000 000	2 519 484 769	1,92%
POUVOIR JUDICIAIRE	785 280 994	0	785 280 994	0,60%
ORGANISMES INDEPENDANTS	1 679 846 940	275 775 262	1 955 622 202	1,49%
TOTAL	44 042 235 507	87 501 255 303	131 543 490 810	100%



CREDITS BUDGETAIRES DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE
(INCLUANT L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE)

EXERCICE 2012-2013
EN GOURDES

ARTICLE	Montant	%
1-DEPENSES DE PERSONNEL	21 138 563 317	48,00%
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 462 392 040	10,13%
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 016 743 689	6,85%
4-IMMOBILISATIONS CORPORELLES	629 797 756	1,43%
5-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 005 000	0,03%
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7 539 582 874	17,12%
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	2 020 238 443	4,59%
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 222 912 389	11,86%
TOTAL	44 042 235 507	100,00%

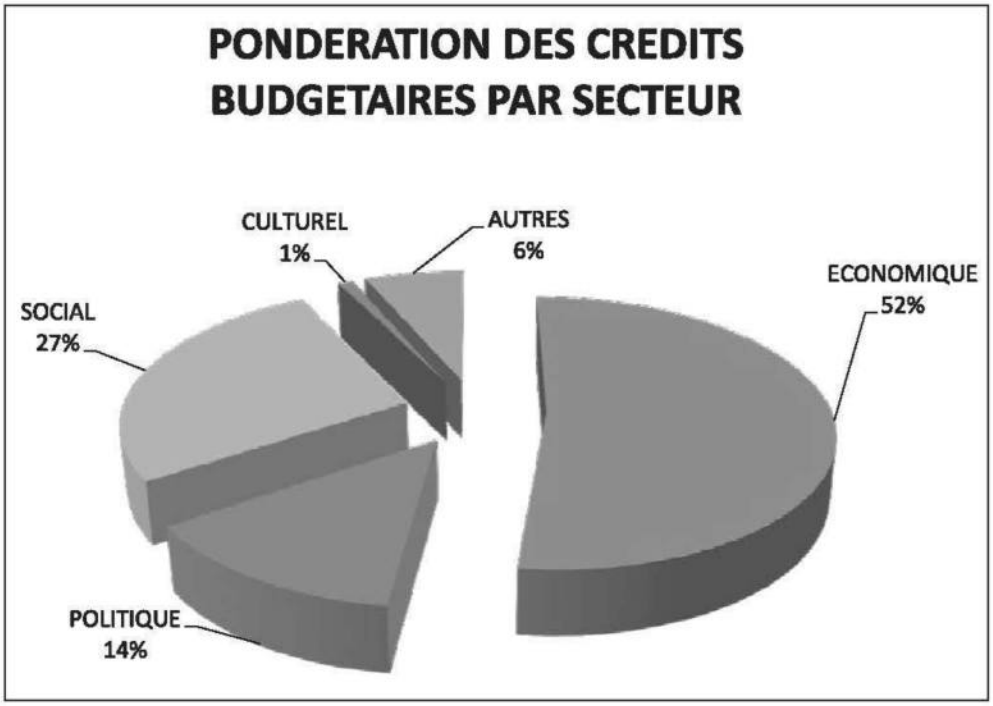


CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE

EXERCICE 2012-2013

EN GOURDES

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	6 960 897 630	61 393 720 958	68 354 618 588	51,96%
POLITIQUE	15 723 776 073	2 115 845 231	17 839 621 303	13,56%
SOCIAL	11 723 174 743	23 798 189 114	35 521 363 857	27,00%
CULTUREL	1 037 059 503	193 500 000	1 230 559 503	0,94%
AUTRES	8 597 327 558	0	8 597 327 558	6,54%
TOTAL	44 042 235 507	87 501 255 303	131 543 490 810	100,00%



CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR EXECUTIF

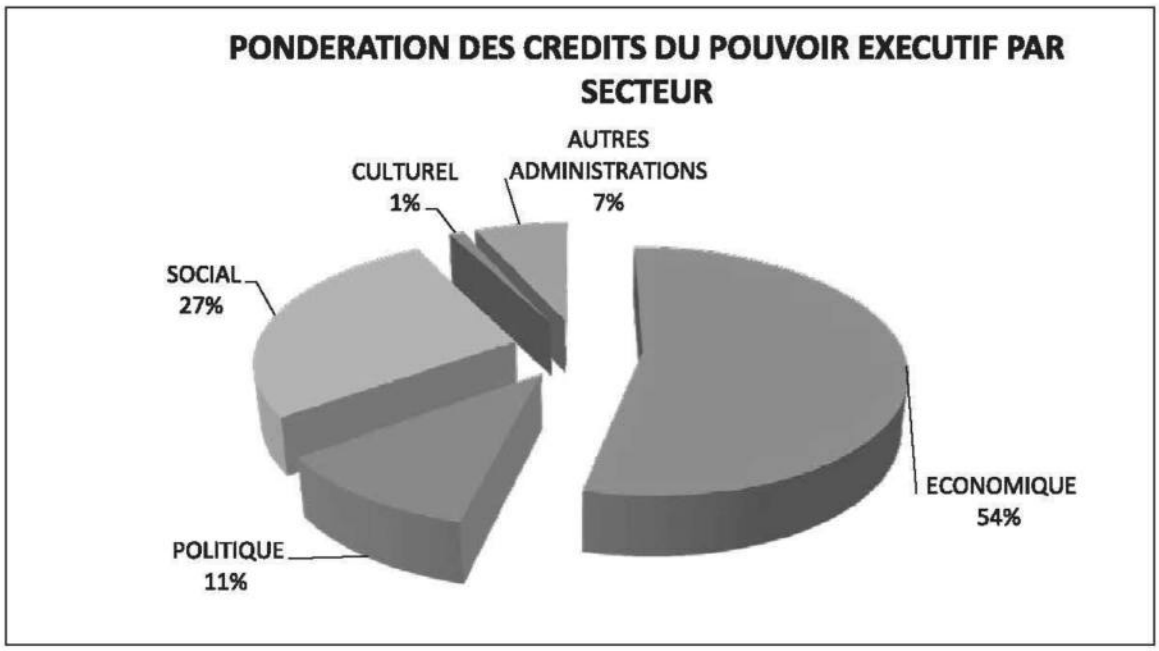
POUVOIR EXECUTIF

CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE

EXERCICE 2012-2013

EN GOURDES

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	6 565 141 363	61 323 720 958	67 888 862 320	53,76%
POLITIQUE	12 160 589 278	2 050 845 231	14 211 434 509	11,25%
SOCIAL	10 762 505 102	23 592 413 852	34 354 918 954	27,20%
CULTUREL	1 037 059 503	193 500 000	1 230 559 503	0,97%
AUTRES ADMINISTRATIONS	8 597 327 558	0	8 597 327 558	6,81%
TOTAL	39 122 622 804	87 160 480 040	126 283 102 844	100,00%



POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

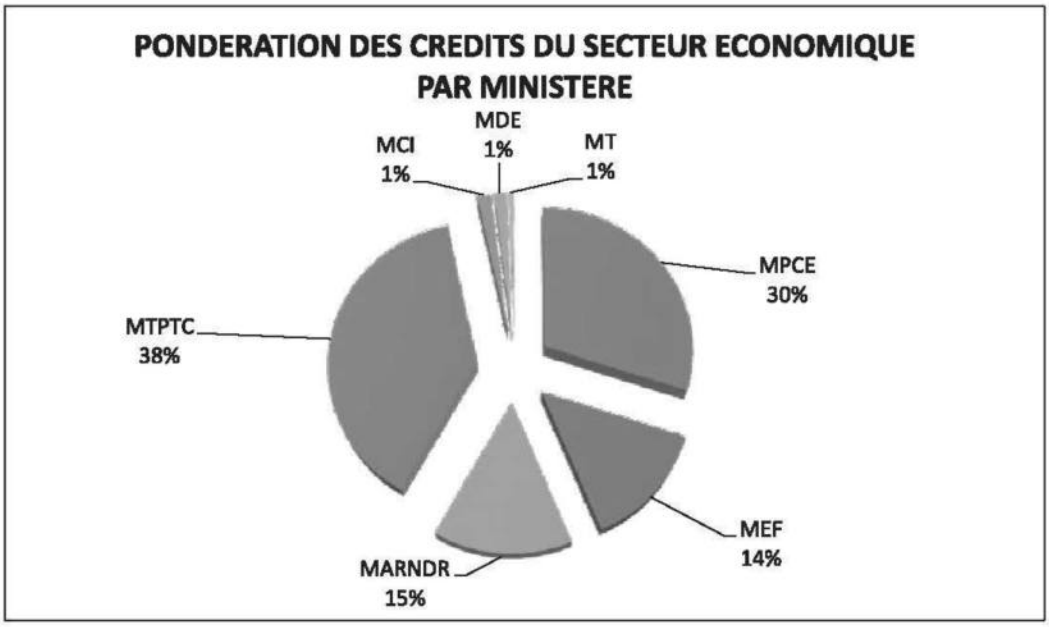
POUVOIR EXECUTIF

CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR ECONOMIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE

EXERCICE 2012-2013

EN GOURDES

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MPCE	758 893 834	19 571 262 056	20 330 155 890	29,95%
MEF	3 356 118 635	5 960 586 573	9 316 705 208	13,72%
MARNDR	711 327 657	9 215 969 711	9 927 297 368	14,62%
MTPTC	871 858 763	25 138 081 118	26 009 939 881	38,31%
MCI	424 774 267	600 882 500	1 025 656 767	1,51%
MDE	307 600 291	616 000 000	923 600 291	1,36%
MT	134 567 915	220 939 000	355 506 915	0,52%
TOTAL	6 565 141 363	61 323 720 958	67 888 862 320	100,00%



PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

1111.- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est créé par le Décret du 10 février 1989 et régi par celui du 10 mars 1989.

- Ses principales mission et attributions sont :
- Elaborer des plans nationaux et améliorer les systèmes de Planification devant permettre l'utilisation normale des ressources disponibles pour un développement économique et social équilibré ;
- Formuler la politique nationale dans le domaine de l'organisation et du développement des Coopératives ;
- Former des cadres moyens et supérieurs en planification, statistique et économie appliquée, en priorité pour l'Administration publique;
- Rechercher, traiter, utiliser toutes les données susceptibles d'inspirer le choix des priorités et des moyens qui formeront le "Plan National de Développement Economique et Social" ;
- Coordonner les activités de planification entreprises par les Ministères et autres organismes de l'Etat ;
- Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des programmes d'investissements publics ;
- Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des accords de coopération externe ;
- S'assurer que les conditions techniques, économiques et organisationnelles de l'exécution du plan sont convenablement étudiées et remplies ;
- Assurer la supervision et l'évaluation des programmes et projets de développement à l'intérieur du Plan National ;
- Intégrer les apports de la coopération externe au cadre de planification nationale, et coordonner sa participation au développement économique et social du pays.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales ;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Améliorer le système national de planification et de coordination de l'assistance externe ;
- Procéder au suivi et à l'évaluation systématique des programmes et projets dans leurs différentes phases ;
- Elaborer le cadre normatif et stratégique du développement notamment les schémas de développement et d'aménagement des territoires (national et régional) et le cadre légal y afférent ;
- Encadrer les collectivités territoriales dans la planification et dans la mise en oeuvre des actions de développement ;
- Promouvoir les activités de développement local et régional ;
- Assurer la régulation et l'efficacité du processus de budgétisation annuelle du Programme d'investissements publics (PIP).

d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

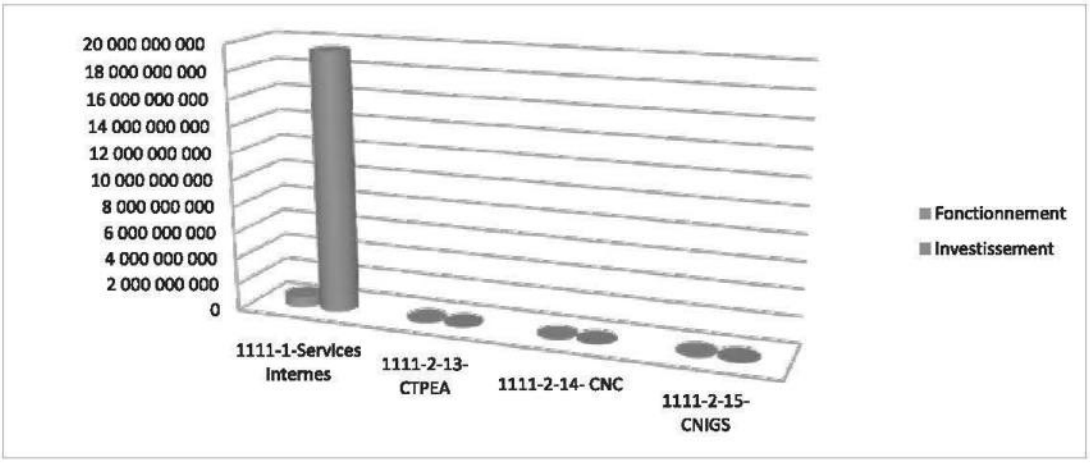
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	411	10 625 600,00	25 853,04
CTPEA	41	764 500,00	18 646,34
CNC	34	690 400,00	20 305,88
CNIGS	28	805 500,00	28 767,86

LOI DE FINANCES 2012-2013 DETAILS DES CREDITS

1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1111-1-Services Internes	676 106 901	19 480 262 056	20 156 368 957	99,15%
1111-2-13- CTPEA	40 789 901	20 000 000	60 789 901	0,30%
1111-2-14- CNC	16 342 072	20 000 000	36 342 072	0,18%
1111-2-15- CNIGS	25 654 960	51 000 000	76 654 960	0,38%
TOTAL	758 893 834	19 571 262 056	20 330 155 890	100%



LOI DE FINANCES 2012-2013 DETAILS DES CREDITS

	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	TOTAL	121 000 978 210	131 543 490 810	10 542 512 600	8,7%
	POUVOIR EXECUTIF	115 828 994 683	126 283 102 844	10 454 108 161	9,0%
	SECTEUR ECONOMIQUE	58 993 743 932	67 888 862 320	8 895 118 388	15,1%
	1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	18 824 025 052	20 330 155 890	1 506 130 837	8,0%
	1111-1-SERVICES INTERNES	18 678 950 458	20 156 368 957	1 477 418 499	7,9%
	1111-1-11-BUREAU DU MINISTRE	41 778 806	58 305 711	16 526 905	39,6%
1	DEPENSES DE PERSONNEL	17 343 206	21 488 075	4 144 869	23,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8 080 000	7 610 000 -	470 000	-5,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 550 000	3 176 938	626 938	24,8%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	674 900	1 400 000	725 100	107,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	13 130 700	24 630 700	11 500 000	87,6%
	1111-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	18 637 171 652	20 098 063 246	1 460 891 594	7,8%
1	DEPENSES DE PERSONNEL	197 173 483	222 763 317	25 589 853	13,0%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	29 121 206	53 911 206	24 790 000	85,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	35 140 000	40 506 667	5 366 667	15,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	9 755 400	15 000 000	5 244 600	53,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	204 100 000	204 100 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	81 520 000	81 520 000	-	
	1111-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	725 187 500	504 812 500 -	220 375 000	-30,4%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	725 187 500	504 812 500 -	220 375 000	-30,4%
	1111-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	2 494 328 643	2 334 328 643 -	160 000 000	-6,4%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 494 328 643	2 334 328 643 -	160 000 000	-6,4%
	1111-1-12-54-PROGRAMME D'APPUI AUX ACTIVITES DE COOPERATION	35 000 000	35 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35 000 000	35 000 000	-	
	1111-1-12-55-PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DECHETS	359 822 140	388 622 680	28 800 540	8,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	359 822 140	388 622 680	28 800 540	8,0%
	1111-1-12-57-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	1 927 000 000	1 147 000 000 -	780 000 000	-40,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 927 000 000	1 147 000 000 -	780 000 000	-40,5%
	1111-1-12-58-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'HABITAT/LOGEMENT	1 268 197 605	606 808 650 -	661 388 955	-52,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 268 197 605	606 808 650 -	661 388 955	-52,2%
	1111-1-12-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	8 914 307 259	13 337 171 147	4 422 863 889	49,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 914 307 259	13 337 171 147	4 422 863 889	49,6%
	1111-1-12-60-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE GESTION DES DESASTRES ET DES CATASTROPHES NATURELLES	200 000 000	200 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200 000 000	200 000 000	-	
	1111-1-12-61-PROGRAMME DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE SOCIALE	2 070 718 436	840 718 436 -	1 230 000 000	-59,4%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 070 718 436	840 718 436 -	1 230 000 000	-59,4%
	1111-1-12-62-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	45 800 000	45 800 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	45 800 000	45 800 000	-	
	1111-1-12-64-PROGRAMME D'INTERVENTIONS D'URGENCE	40 000 000	40 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40 000 000	40 000 000	-	

LOI DE FINANCES 2012-2013 DETAILS DES CREDITS

	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1111-2-SERVICES EXTERNES	145 074 594	173 786 933	28 712 339	19,8%
	1111-2-13-CENTRE DE TECHNI. DE PLANIF. ET D'ECONOMIE	56 835 384	60 789 901	3 954 517	7,0%
1	DEPENSES DE PERSONNEL	28 916 205	30 449 733	1 533 528	5,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 535 039	1 977 659	442 620	28,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS	2 490 028	2 529 998	39 969	1,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	250 000	1 350 000	1 100 000	440,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC,	1 434 800	1 974 800	540 000	37,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 209 312	2 507 712	298 400	13,5%
	1111-2-13-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	10 000 000	10 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
	1111-2-13-51-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	10 000 000	10 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
	1111-2-14-CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES (CNC)	34 664 192	36 342 072	1 677 880	4,8%
1	DEPENSES DE PERSONNEL	11 229 400	13 486 570	2 257 170	20,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 099 000	1 747 502	648 502	59,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS	555 792	983 000	427 208	76,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 630 000	-	- 1 630 000	-100,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC,	-	125 000	125 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	150 000	-	- 150 000	-100,0%
	1111-2-14-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	20 000 000	20 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	20 000 000	-	
	1111-2-15-CENTRE NTL DE L'INFORM. GEO SPAT.	53 575 018	76 654 960	23 079 942	43,1%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC,	22 575 018	25 654 960	3 079 942	13,6%
	1111-2-15-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	31 000 000	51 000 000	20 000 000	64,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31 000 000	51 000 000	20 000 000	64,5%

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1112.- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Economie et des Finances est régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat ;
- Déterminer la politique générale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution ;
- Assurer la gestion de la trésorerie ;
- Juger de l'opportunité des dépenses de l'Etat ;
- Etablir, avec le concours de la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution ;
- Veiller à l'application des lois sur l'établissement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des banques, bureaux de change, institutions de crédit et compagnies d'assurance ;
- Fixer les normes de la comptabilité publique et veiller à leur application ;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques ;
- Participer à l'élaboration des plans et programmes de développement économique national ;
- Encourager les investissements nationaux et étrangers et stimuler la création de nouveaux emplois ;
- Veiller à l'observance des clauses financières des contrats régissant les entreprises concessionnaires de services publics ;
- Exercer le contrôle financier des collectivités territoriales, des entreprises et établissements publics ou mixtes ;
- Représenter l'Etat dans les entreprises mixtes et d'Etat à caractère financier, commercial et industriel et contrôler leurs activités ;
- Donner son avis écrit et motivé sur tout projet de loi à caractère économique, fiscal ou financier ;
- Négocier et signer tout contrat, accord, convention et traité à incidence économique et entrainant des obligations financières pour l'Etat ;
- Exercer toutes autres attributions de nature économique et financière découlant de la mission qui lui est assignée.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux(2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de Dix (10) Directions Départementales ;
- Dix (10) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Poursuivre les réformes, au sein des organes de perception, visant l'augmentation des recettes ;
- Approfondir les réformes en cours pour une meilleure gestion des finances publiques ;
- Renforcer les institutions de contrôle et de vérification ;
- Améliorer la production et la diffusion de données économiques et financières ;
- Explorer et développer des axes stratégiques devant faciliter la relance économique.

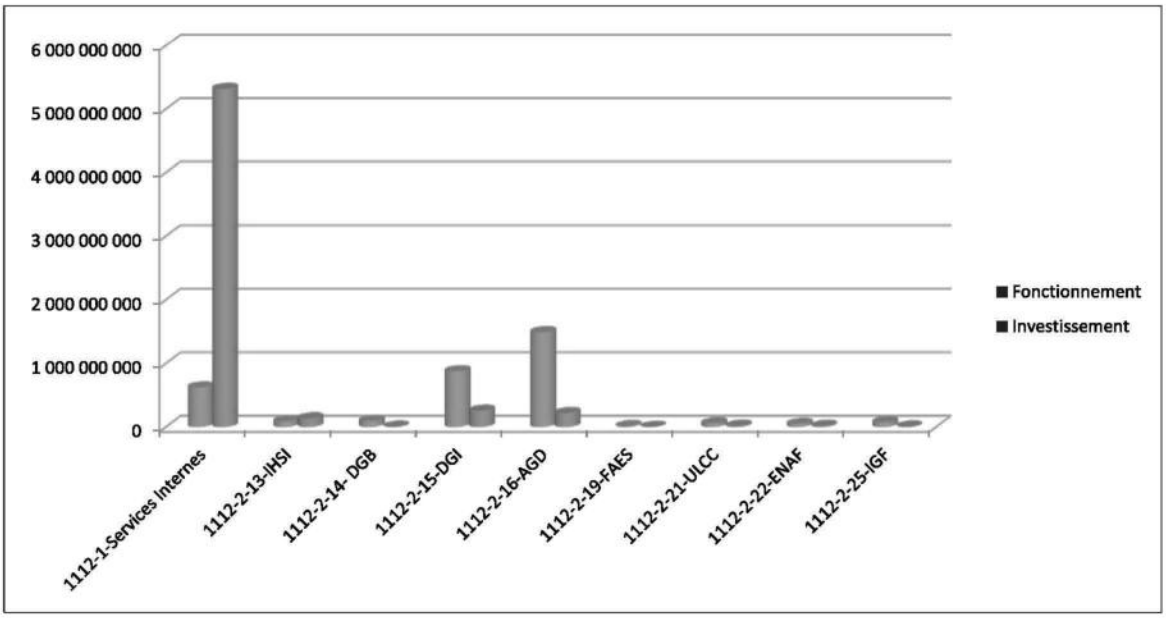
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	465	14 883 460,00	32 007,44
IHSI	102	2 977 525,00	29 191,42
DGB	77	2 395 000,00	31 103,90
DGI	1575	29 878 600,00	18 970,54
AGD	1086	24 423 600,00	22 489,50
BSEF			
FAES			
ULCC			
ENAF	14	409 100,00	29 221,43
CII			
FDF			
IGF	47	1 312 900,00	27 934,04

1112-MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1112-1-Services Internes	620 408 056	5 314 361 525	5 934 769 580	63,70%
1112-2-13-IHSI	86 668 365	133 782 648	220 451 013	2,37%
1112-2-14- DGB	93 869 740	3 000 000	96 869 740	1,04%
1112-2-15-DGI	874 061 488	255 482 400	1 129 543 888	12,12%
1112-2-16-AGD	1 488 304 090	216 960 000	1 705 264 090	18,30%
1112-2-19-FAES	12 000 000		12 000 000	0,13%
1112-2-21-ULCC	58 000 000	17 000 000	75 000 000	0,81%
1112-2-22-ENAF	47 636 477	15 000 000	62 636 477	0,67%
1112-2-25-IGF	75 170 420	5 000 000	80 170 420	0,86%
TOTAL	3 356 118 635	5 960 586 573	9 316 705 208	100%



	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**5 707 456 218**	**9 316 705 208**	**3 609 248 991**	**63,2%**
	1112-1-SERVICES INTERNES	**2 146 666 756**	**5 934 769 580**	**3 788 102 825**	**176,5%**
	1112-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**30 024 814**	**46 169 213**	**16 144 400**	**53,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	19 624 814	25 799 214	6 174 400	31,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8 300 000	9 750 000	1 450 000	17,5%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 600 000	2 370 000	770 000	48,1%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	8 250 000	7 750 000	1550,0%
	1112-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**2 116 641 942**	**5 888 600 367**	**3 771 958 425**	**178,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	267 932 618	299 100 550	31 167 932	11,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	58 914 839	65 892 102	6 977 262	11,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	34 525 800	47 017 700	12 491 900	36,2%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	15 439 999	27 175 000	11 735 000	76,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	350 000	350 000	0	0,0%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3 500 000	5 333 550	1 833 550	52,4%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	121 129 760	129 369 941	8 240 180	6,8%
	1112-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**147 945 825**	**243 558 425**	95 612 600	64,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	147 945 825	243 558 425	95 612 600	64,6%
	1112-1-12-53-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	**710 903 100**	**1 760 903 100**	1 050 000 000	147,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	710 903 100	1 760 903 100	1 050 000 000	147,7%
	1112-1-12-54-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS	**756 000 000**	**3 309 900 000**	2 553 900 000	337,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	756 000 000	3 309 900 000	2 553 900 000	337,8%
	1112-2-SERVICES EXTERNES	**3 560 789 462**	**3 381 935 628**	**(178 853 834)**	**-5,0%**
	1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	**217 960 053**	**220 451 013**	**2 490 959**	**1,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	54 521 405	62 467 843	7 946 438	14,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5 416 000	6 052 400	636 399	11,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6 000 000	6 294 000	294 000	4,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	340 000	1 650 000	1 310 000	385,3%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	500 000	500 000	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	150 000	150 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7 900 000	9 554 122	1 654 122	20,9%
	1112-2-13-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**123 782 648**	**113 782 648**	- 10 000 000	-8,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	123 782 648	113 782 648	- 10 000 000	-8,1%
	1112-2-13-52-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	**20 000 000**	**20 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	20 000 000	-	
	1112-2-14-DIRECTION GENERALE DU BUDGET	**88 570 336**	**96 869 740**	**8 299 404**	**9,4%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	44 421 122	60 220 525	15 799 403	35,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	11 302 465	11 552 465	250 000	2,2%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	9 212 667	9 462 668	250 001	2,7%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 660 495	2 460 495	800 000	48,2%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	200 000	200 000	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	228 600	228 600	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11 744 987	9 744 987	- 2 000 000	-17,0%
	1112-2-14-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**10 000 000**	**3 000 000**	- 7 000 000	-70,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	3 000 000	- 7 000 000	-70,0%

	1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**5 707 456 218**	**9 316 705 208**	**3 609 248 991**	**63,2%**
	1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	**1 308 848 984**	**1 129 543 888**	**(179 305 096)**	**-13,7%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	558 619 432	598 886 112	40 266 680	7,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	138 828 138	138 828 137	- 1	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	29 549 604	44 549 604	15 000 000	50,8%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	41 049 738	26 049 738	- 15 000 000	-36,5%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	625 000	625 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 122 897	65 122 897	50 000 000	330,6%
	1112-2-15-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**525 054 175**	**255 482 400**	- 269 571 775	-51,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	525 054 175	255 482 400	- 269 571 775	-51,3%
	1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	**1 742 556 035**	**1 705 264 090**	**(37 291 945)**	**-2,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	609 861 578	663 109 638	53 248 060	8,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	440 369 607	630 369 603	189 999 995	43,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	120 342 440	125 342 440	5 000 000	4,2%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	38 507 410	43 507 410	5 000 000	13,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	975 000	975 000	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5 000 000	5 000 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	20 000 000	5 000 000	33,3%
	1112-2-16-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**512 500 000**	**216 960 000**	- 295 540 000	-57,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	512 500 000	216 960 000	- 295 540 000	-57,7%

	1112-MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	**5 707 456 218**	**9 316 705 208**	**3 609 248 991**	**63,2%**
	1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES	**558 396**	**-**	**(558 396)**	**-100,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	258 195	-	- 258 195	-100,0%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	148 500	-	- 148 500	-100,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	151 700	-	- 151 700	-100,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0	-	- 0	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1112-2-19-FAES	**12 000 000**	**12 000 000**	**-**	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12 000 000	12 000 000	-	
	1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	**60 381 304**	**75 000 000**	**14 618 696**	**24,2%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	40 381 304	58 000 000	17 618 696	43,6%
	1112-2-21-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**20 000 000**	**17 000 000**	- 3 000 000	-15,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	17 000 000	- 3 000 000	-15,0%
	1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	**62 349 809**	**62 636 477**	**286 668**	**0,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	-	-	-	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	-	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	47 349 809	47 636 477	286 668	0,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1112-2-22-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**15 000 000**	**15 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	15 000 000	-	
	1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	**1 041 697**	**-**	**(1 041 697)**	**-100,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 041 697	-	- 1 041 697	-100,0%
	1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	**-**	**-**	**-**	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
	1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	**66 522 849**	**80 170 420**	**13 647 572**	**20,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	27 909 591	39 056 111	11 146 520	39,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15 464 580	15 464 580	- 0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	7 275 528	7 975 600	700 072	9,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 200 000	2 497 876	297 876	13,5%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	45 000	45 000	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	420 000	420 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 208 150	9 711 253	1 503 104	18,3%
	1112-2-25-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**5 000 000**	**5 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 000 000	5 000 000	-	
	1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION DE L'AIDE AU DEVT.	**-**	**-**	**-**	
	1112-2-26-50-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL	**-**	**-**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPEMENT RURAL

1113.- MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est créé et régi par le Décret du 30 septembre 1987.

Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, appliquer, orienter, faire respecter la politique économique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural ;
- Fixer les objectifs du Gouvernement en matière de politique agricole et d'élevage ;
- Mettre en oeuvre tous les moyens susceptibles de stimuler et de soutenir l'accroissement de la production agricole et de l'élevage destinés en priorité à la consommation nationale ;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats ;
- Elaborer la politique du Gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles renouvelables, en ce qui concerne l'inventaire, la conservation et l'exploitation des sols, des eaux, des forêts et de la faune ;
- Définir les objectifs du Gouvernement en matière de développement rural et contribuer à leur réalisation ;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation ;
- Faciliter l'accès des habitants du milieu rural aux facteurs de production tels terre, eau, crédit, engrais, semences, informations et technologies appropriées ;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural et entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales oeuvrant dans ces domaines.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Promouvoir une agriculture durable et contribuer à une meilleure gestion du foncier ;
- Améliorer le cadre managérial et de pilotage du secteur agricole ;
- Promouvoir le développement des filières agro-alimentaires ;
- Mettre en place des infrastructures d'appui à la production agricole ;
- Promouvoir l'élevage, la pêche et l'aquaculture ;
- Contribuer à la sécurité alimentaire.

d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

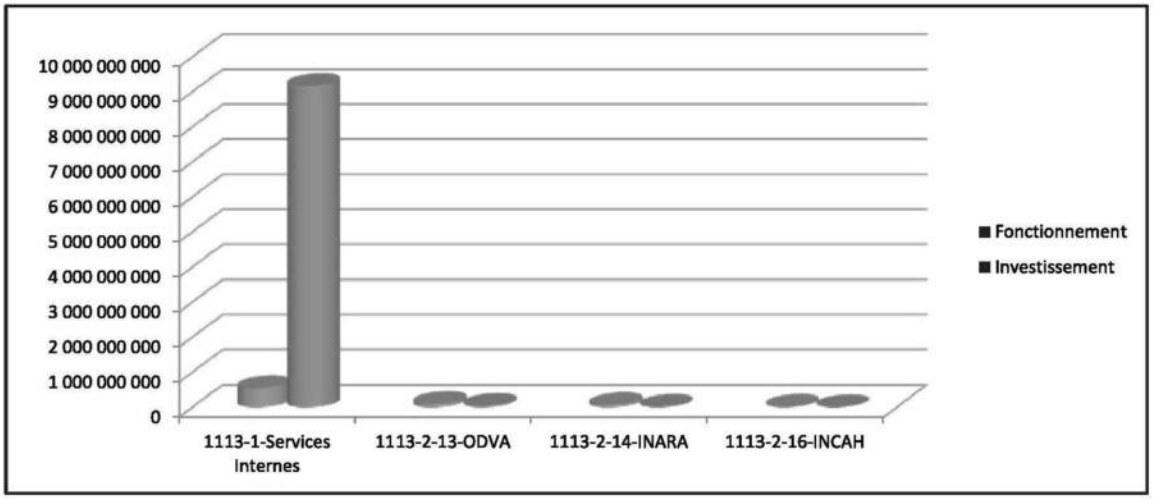
o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	1151	22 436 775,00	19 493,29
ODVA	216	3 747 600,00	17 350,00
INARA	121	3 077 000,00	25 429,75

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1113-MINIS. DE L'AGRICULTURE, RESSOURCES NATURELLES/DEVELOP/RURAL	**6 759 144 073**	**9 927 297 368**	**3 168 153 294**	**46,9%**
	1113-1-SERVICES INTERNES	**6 562 341 546**	**9 703 286 558**	**3 140 945 012**	**47,9%**
	1113-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**63 682 738**	**65 639 817**	**1 957 079**	**3,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	31 120 400	33 077 479	1 957 079	6,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 980 000	2 230 000	250 000	12,6%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 689 922	2 439 922	750 000	44,4%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 992 416	1 992 416	- 1 000 000	-33,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	900 000	900 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 000 000	25 000 000	0	0,0%
	1113-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**6 498 658 808**	**9 637 646 741**	**3 138 987 933**	**48,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	333 841 533	396 837 544	62 996 011	18,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	23 239 486	28 239 486	5 000 000	21,5%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	31 738 850	32 500 000	761 150	2,4%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	22 600 000	7 600 000	- 15 000 000	-66,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11 000 000	10 000 000	- 1 000 000	-9,1%
	1113-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**183 142 360**	**564 000 000**	380 857 640	208,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	183 142 360	564 000 000	380 857 640	208,0%
	1113-1-12-52-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE	**5 771 370 936**	**-**	- 5 771 370 936	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 771 370 936	-	- 5 771 370 936	-100,0%
	1113-1-12-53-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE - DEVELOPPEMENT DE FILIERES VEGETALES ET ANIMALES	**-**	**1 540 549 578**	1 540 549 578	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	1 540 549 578	1 540 549 578	
	1113-1-12-54-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE GESTION DES DESASTRES ET DES CATASTROPHES NATURELLES	**121 725 642**	**-**	- 121 725 642	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	121 725 642	-	- 121 725 642	-100,0%
	1113-1-12-55-PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES	**-**	**4 909 668 235**	4 909 668 235	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	4 909 668 235	4 909 668 235	
	1113-1-12-56-PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DU SECTEUR AGRICOLE	**-**	**2 148 251 898**	2 148 251 898	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	2 148 251 898	2 148 251 898	

1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1113-1-Services Internes	540 816 847	9 162 469 711	9 703 286 558	97,74%
1113-2-13-ODVA	93 361 539	40 000 000	133 361 539	1,34%
1113-2-14-INARA	62 149 271	13 500 000	75 649 271	0,76%
1113-2-16-INCAH	15 000 000		15 000 000	0,15%
TOTAL	711 327 657	9 215 969 711	9 927 297 368	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1113-2-SERVICES EXTERNES	**196 802 528**	**224 010 810**	**27 208 282**	**13,8%**
	1113-2-13-ORGANISME DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	**129 669 543**	**133 361 539**	**3 691 996**	**2,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	76 848 921	86 230 925	9 382 004	12,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	132 716	1 442 716	1 310 000	987,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 190 321	2 690 313	1 499 992	126,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 497 585	2 497 585	1 000 000	66,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	500 000	500 000	
	1113-2-13-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**50 000 000**	**40 000 000**	- 10 000 000	-20,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50 000 000	40 000 000	- 10 000 000	-20,0%
	1113-2-14-INSTITUT NATIONAL DE REFORME AGRAIRE	**66 765 587**	**75 649 271**	**8 883 684**	**13,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	44 591 987	49 148 134	4 556 147	10,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 710 000	5 024 300	3 314 300	193,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 573 600	3 072 000	498 400	19,4%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 750 000	1 622 837	- 127 163	-7,3%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 640 000	3 282 000	642 000	24,3%
	1113-2-14-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**13 500 000**	**13 500 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	13 500 000	13 500 000	-	
	1113-2-15-BUREAU DU S.E. A L'AGRICULTURE	**367 398**	**-**	**(367 398)**	**-100,0%**
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	367 398	-	- 367 398	-100,0%
	1113-2-16-INSTITUT NATIONAL DU CAFE D'HAITI (INCAH)	**-**	**15 000 000**	**15 000 000**	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	15 000 000	15 000 000	

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

1114.- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est créé et régi par le Décret du 18 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du gouvernement dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie ;
- Assurer l'étude, la planification, l'exécution, l'entretien, le contrôle, la supervision et l'évaluation de toutes les infrastructures physiques relatives aux équipements urbains et ruraux, aux routes, ports et aéroports, aux systèmes de télécommunications, aux systèmes d'alimentation en eau potable ;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction ;
- Règlementer et contrôler la prestation des services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de sa compétence.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination Technique, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales ;
- Huit (8) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Assurer la mobilité des hommes et des marchandises sur le territoire national ;
- Promouvoir un développement équilibré et équitable du système de transport ;
- Rendre accessibles aux citoyens les services essentiels ;
- Moderniser le secteur des communications ;
- Renforcer le secteur de l'énergie ;
- Réhabiliter l'aire portuaire ;
- Réaliser des études de micro zonage sismique dans le pays ;
- Améliorer le cadre managérial du secteur des travaux publics, transports et communications.

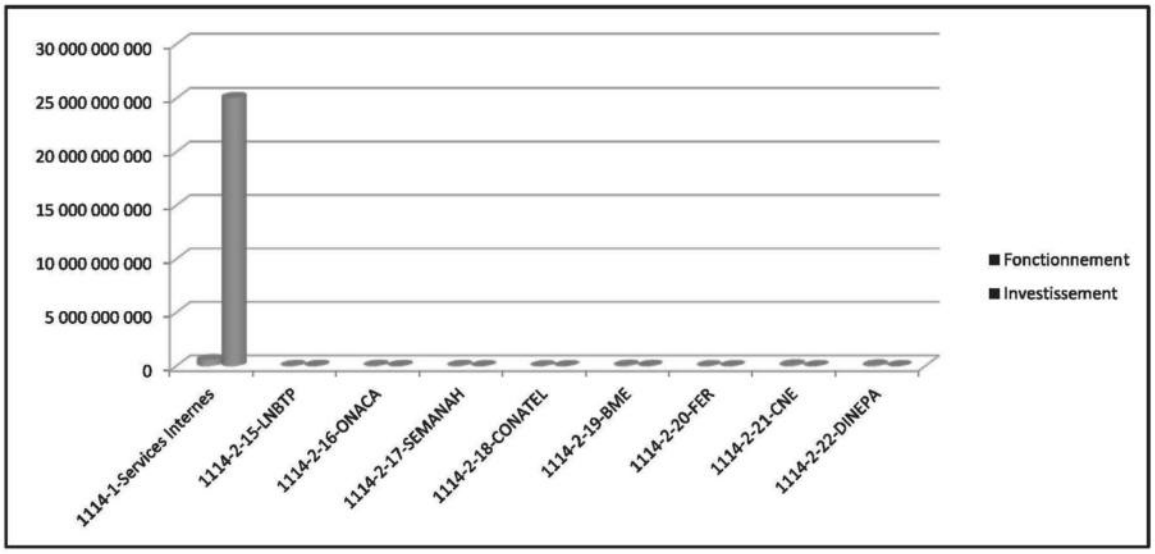
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salarial

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	778	15 759 100,00	20 255,91
SNEP	17	631 500,00	37 147,06
LNBTP	46	1 118 705,00	24 319,67
ONACA	83	1 690 750,00	20 370,48
SEMANAH	46	1 065 500,00	23 163,04
CONATEL	29	445 900,00	15 375,86
BME	108	2 119 400,00	19 624,07
FER			
CNE			
DINEPA			

1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Total	%
1114-1-Services Internes	586 353 505	25 065 680 886	25 652 034 391	98,62%
1114-2-15-LNBTP	20 332 386	29 400 232	49 732 618	0,19%
1114-2-16-ONACA	41 752 846	15 000 000	56 752 846	0,22%
1114-2-17-SEMANAH	26 145 833		26 145 833	0,10%
1114-2-18-CONATEL	6 400 514		6 400 514	0,02%
1114-2-19-BME	45 133 331	28 000 000	73 133 331	0,28%
1114-2-20-FER	5 347 527		5 347 527	0,02%
1114-2-21-CNE	75 000 000		75 000 000	0,29%
1114-2-22-DINEPA	65 392 820		65 392 820	0,25%
Total	871 858 763	25 138 081 118	26 009 939 881	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**24 869 894 900**	**26 009 939 881**	**1 140 044 981**	**4,6%**
	1114-1-SERVICES INTERNES	**24 433 666 400**	**25 652 034 391**	**1 218 367 991**	**5,0%**
	1114-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**55 851 200**	**56 503 760**	**652 560**	**1,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	37 151 036	37 803 596	652 560	1,8%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 611 588	6 611 588	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 182 576	3 182 576	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	7 656 000	7 656 000	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	750 000	750 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	500 000	0	0,0%
	1114-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**24 377 815 200**	**25 595 530 631**	**1 217 715 431**	**5,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	321 498 991	337 199 935	15 700 944	4,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	48 175 135	86 675 135	38 500 000	79,9%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	64 918 964	96 418 964	31 500 000	48,5%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 388 500	3 388 500	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 167 210	6 167 210	-	
	1114-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**886 663 010**	**125 000 000**	- 761 663 010	-85,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	886 663 010	125 000 000	- 761 663 010	-85,9%
	1114-1-12-51-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	**20 000 000**	**35 000 000**	15 000 000	75,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	35 000 000	15 000 000	75,0%
	1114-1-12-53-PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DECHETS	**321 809 017**	**145 000 000**	- 176 809 017	-54,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	321 809 017	145 000 000	- 176 809 017	-54,9%
	1114-1-12-54-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	**16 693 463 044**	**16 821 006 692**	127 543 647	0,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16 693 463 044	16 821 006 692	127 543 647	0,8%
	1114-1-12-55-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES ET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	**184 500 000**	**2 314 977 000**	2 130 477 000	1154,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	184 500 000	2 314 977 000	2 130 477 000	1154,7%
	1114-1-12-56-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES SYSTEMES DE DRAINAGE ET DE TRAITEMENT DES EAUX (PLUVIALES, USEES, NOIRES, ...)	**262 899 261**	**250 000 000**	- 12 899 261	-4,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	262 899 261	250 000 000	- 12 899 261	-4,9%
	1114-1-12-57-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ENERGIE	**4 720 332 067**	**4 185 800 556**	- 534 531 511	-11,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 720 332 067	4 185 800 556	- 534 531 511	-11,3%
	1114-1-12-75-SOUS-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DU FER	**844 000 000**	**1 188 896 638**	344 896 638	40,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	844 000 000	1 188 896 638	344 896 638	40,9%

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1114-2-SERVICES EXTERNES	**436 228 500**	**357 905 490**	**(78 323 009)**	**-18,0%**
	1114-2-15-LABOR. NATIONAL DU BATIMENT ET DES TRAV. PUBL.	**69 214 947**	**49 732 618**	**(19 482 329)**	**-28,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	16 273 054	19 245 493	2 972 439	18,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	271 900	271 900	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	732 500	732 500	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	82 494	82 494	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1114-2-15-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**51 855 000**	**29 400 232**	- 22 454 768	**-43,3%**
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	51 855 000	29 400 232	- 22 454 768	-43,3%
	1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	**53 509 810**	**56 752 846**	**3 243 036**	**6,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	29 113 899	38 013 236	8 899 337	30,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 237 915	1 000 000	- 237 915	-19,2%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 157 996	1 100 000	- 57 996	-5,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 000 000	1 639 610	- 360 390	-18,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1114-2-16-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**20 000 000**	**15 000 000**	- 5 000 000	**-25,0%**
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	15 000 000	- 5 000 000	-25,0%
	1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION	**19 083 253**	**26 145 833**	**7 062 580**	**37,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	14 453 465	18 416 045	3 962 580	27,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	600 000	3 100 000	2 500 000	416,7%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 475 400	1 875 400	400 000	27,1%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 554 389	2 754 389	200 000	7,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	**9 681 951**	**6 400 514**	**(3 281 437)**	**-33,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	8 116 519	6 400 514	- 1 716 005	-21,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	122 820	-	- 122 820	-100,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 442 612	-	- 1 442 612	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	**159 391 011**	**73 133 331**	**(86 257 680)**	**-54,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	32 648 698	37 379 211	4 730 513	14,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 905 826	1 656 770	- 249 056	-13,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5 600 481	5 231 600	- 368 881	-6,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	189 006	565 750	376 744	199,3%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	300 000	- 200 000	-40,0%
	1114-2-19-51-PROGRAMME DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	**118 547 000**	**28 000 000**	- 90 547 000	-76,4%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	118 547 000	28 000 000	- 90 547 000	-76,4%
	1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	**5 347 527**	**5 347 527**	**-**	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5 347 527	5 347 527	-	
	1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	**60 000 000**	**75 000 000**	**15 000 000**	**25,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60 000 000	75 000 000	15 000 000	25,0%
	1114-2-22-DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT	**60 000 000**	**65 392 820**	**5 392 820**	**9,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60 000 000	65 392 820	5 392 820	9,0%

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DU COMMERCE ET L'INDUSTRIE

1115.- MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est créé et régi par le Décret du 13 mars 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la Politique du Gouvernement en matière commerciale et industrielle ;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le développement du Commerce et de l'Industrie ;
- Coordonner toute négociation portant sur des Accords, Conventions, Traités en matière Commerciale, Industrielle ou dans le domaine de l'intégration économique ;
- Veiller à l'application à l'échelle nationale des Lois, Arrêtés, Règlements et Communiqués relatifs aux activités Commerciales et Industrielles ;
- Définir et coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger ;
- Superviser et orienter les activités des organismes publics ou semi-publics sous sa tutelle ;
- Servir d'intermédiaire entre les Chambres de Commerce et d'Industrie et les Associations de Protection du Consommateur.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7) Directions Techniques ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Encourager les échanges commerciaux compétitifs ;
- Stabiliser les prix des produits de première nécessité ;
- Promouvoir l'investissement privé ;
- Aider les producteurs à conquérir ou à reconquérir des parts de marchés;
- Etendre les standards et normes internationaux tant à la production qu'à la commercialisation des biens et services ;
- Promouvoir la relance de l'industrie légère et de l'artisanat ;
- Rendre les services du Ministère disponibles sur l'ensemble du territoire national ;
- Contribuer à l'amélioration de la gouvernance du secteur des affaires.

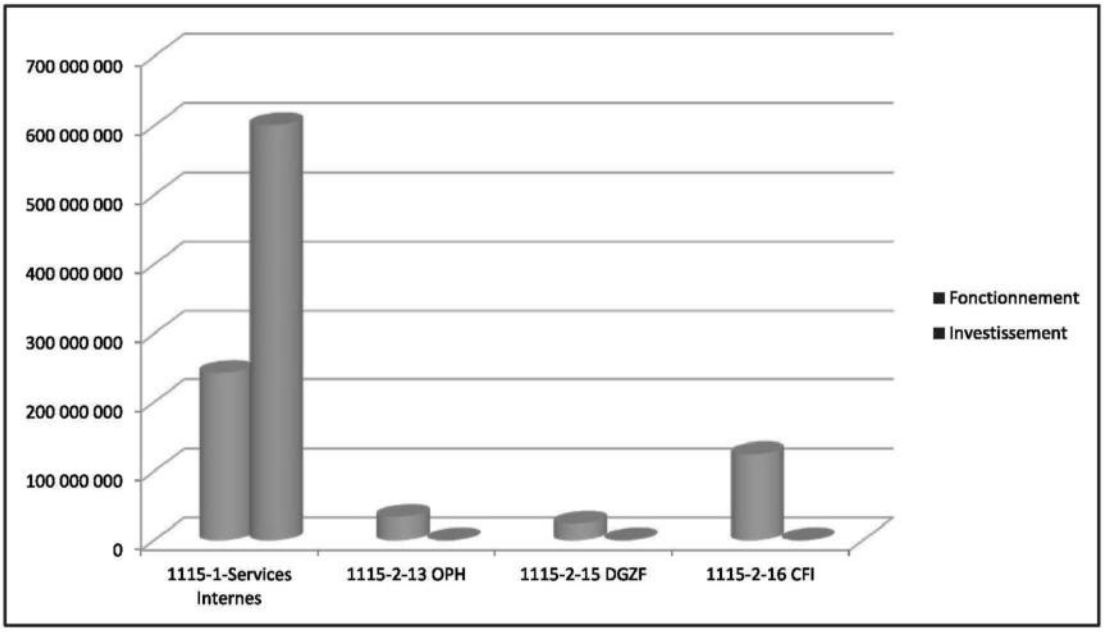
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	***Masse Salariale***	***Salaire moyen***
Services internes	277	782 442,00	2 824,70
OPH			
BACOZ			
DGZF			
CFI			

1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1115-1-Services Internes	242 394 947	600 882 500	843 277 447	82,22%
1115-2-13 OPH	33 885 647		33 885 647	3,30%
1115-2-15 DGZF	24 020 448		24 020 448	2,34%
1115-2-16 CFI	124 473 225		124 473 225	12,14%
TOTAL	424 774 267	600 882 500	1 025 656 767	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	**564 122 495**	**1 025 656 767**	**461 534 272**	**81,8%**
	1115-1-SERVICES INTERNES	**396 743 175**	**843 277 447**	**446 534 272**	**112,5%**
	1115-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**46 503 435**	**51 902 134**	**5 398 699**	**11,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	24 602 712	30 001 412	5 398 700	21,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9 943 064	12 141 064	2 198 000	22,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 700 000	3 650 000	950 000	35,2%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	5 848 000	2 700 000	- 3 148 000	-53,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 461 220	1 461 220	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 948 439	1 948 439	-	
	1115-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**350 239 741**	**791 375 313**	**441 135 573**	**126,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	123 543 453	161 221 476	37 678 023	30,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 011 498	8 086 635	2 075 137	34,5%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 700 000	7 818 375	4 118 375	111,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	7 142 550	4 088 533	- 3 054 017	-42,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	400 000	400 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 567 740	8 877 794	4 310 054	94,4%
	1115-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**133 992 000**	**319 600 000**	185 608 000	138,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	133 992 000	319 600 000	185 608 000	138,5%
	1115-1-12-51-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	**71 282 500**	**281 282 500**	210 000 000	294,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	71 282 500	281 282 500	210 000 000	294,6%
	1115-2-SERVICES EXTERNES	**167 379 320**	**182 379 320**	**15 000 000**	**9,0%**
	1115-2-13-OFFICE DES POSTES	**18 885 647**	**33 885 647**	**15 000 000**	**79,4%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	18 885 647	33 885 647	15 000 000	79,4%
	1115-2-15-DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	**24 020 448**	**24 020 448**	**(0)**	**0,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	24 020 448	24 020 448	- 0	0,0%
	1115-2-16-CENTRE DE FACILITATION DES INVEST(CFI)	**124 473 225**	**124 473 225**	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	124 473 225	124 473 225	-	

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

1116.- MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Environnement est régi par l'Arrêté du 6 mars 1996. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable;
- Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action pour l'environnement facilitant la mobilisation et la coordination de ressources pour le développement;
- Promouvoir, encourager, exécuter et participer à des recherches tendant à améliorer la connaissance des divers écosystèmes du pays et des phénomènes environnementaux qui le touchent;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux;
- Prendre toutes mesures, de concert avec les autorités compétentes, pour prévoir ou prévenir les catastrophes naturelles;
- Accorder une attention particulière aux problèmes de gestion de pôles géographiques de développement en regard de leurs incidences sur la démographie, les migrations et la dégradation de l'environnement;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.
- Faciliter la participation des populations concernées, des organisations civiques, des institutions non gouvernementales et des collectivités territoriales aux consultations menant à des décisions pouvant affecter le cadre de vie des communautés.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'un Secrétariat Technique, d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Améliorer la gouvernance de l'environnement par la rénovation du Système National de Gestion de l'Environnement ;
- Lutter contre la dégradation des terres et gérer durablement la biodiversité ;
- Faire de l'environnement un centre d'attraction pour les investissements et les opportunités d'affaires ;
- Sensibiliser la population, en particulier les groupements communautaires,les décideurs politiques et économiques sur la nécessité d'une meilleure gestion de l'environnement.

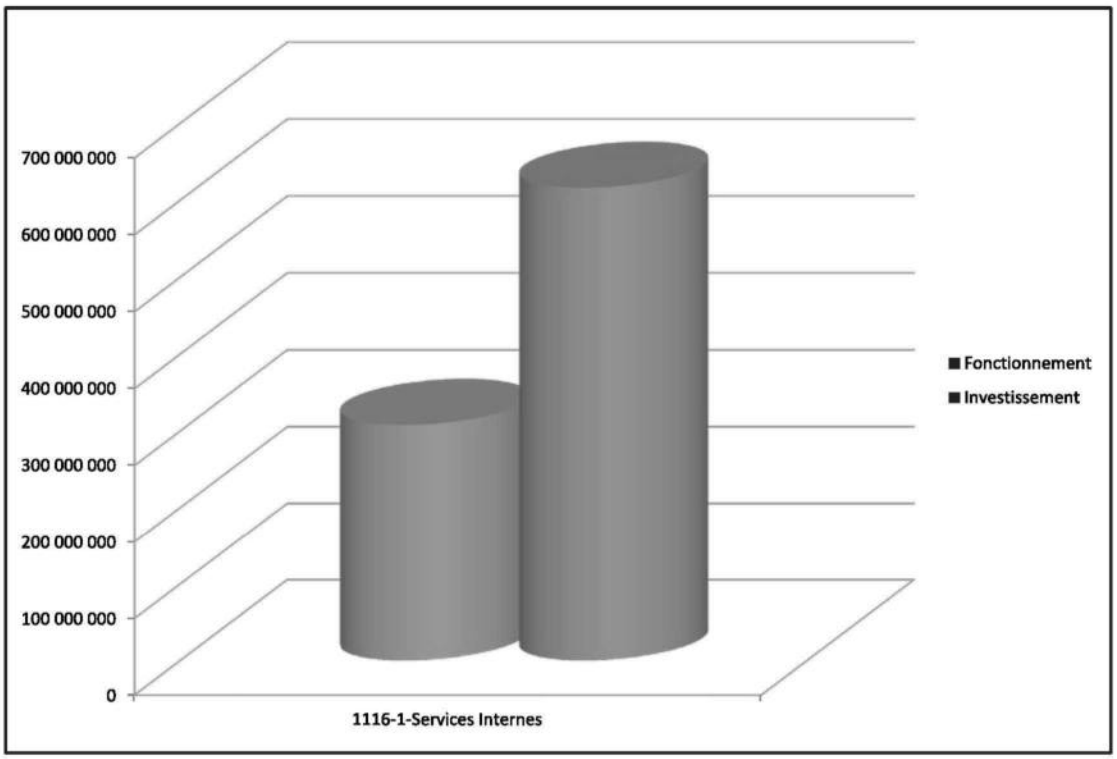
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	***Masse Salariale***	***Salaire moyen***
Services internes	402	8 635 300,00	21 480,85

1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1116-1-Services Internes	307 600 291	616 000 000	923 600 291	300,26%
TOTAL	307 600 291	616 000 000	923 600 291	300,26%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	**2 047 302 331**	**923 600 291**	**(1 123 702 040)**	**-54,9%**
	1116-1-SERVICES INTERNES	**2 047 302 331**	**923 600 291**	**(1 123 702 040)**	**-54,9%**
	1116-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**36 667 818**	**55 290 230**	**18 622 413**	**50,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	34 993 818	41 116 237	6 122 419	17,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 585 000	1 584 995	- 5	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	89 000	88 999	- 1	0,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	12 500 000	12 500 000	
	1116-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**2 010 634 514**	**868 310 061**	**(1 142 324 453)**	**-56,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	132 496 358	150 806 081	18 309 723	13,8%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	14 361 118	19 361 118	5 000 000	34,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	18 966 415	18 966 413	- 2	0,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	12 176 450	22 176 450	10 000 000	82,1%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	6 000 000	6 000 000	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	10 000 000	25 000 000	15 000 000	150,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	9 999 999	- 1	0,0%
	1116-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**134 120 573**	**30 000 000**	- 104 120 573	-77,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	134 120 573	30 000 000	- 104 120 573	-77,6%
	1116-1-12-51-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	**1 672 513 600**	**516 000 000**	- 1 156 513 600	-69,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 672 513 600	516 000 000	- 1 156 513 600	-69,1%
	1116-1-12-52-PROGRAMME PRO-SNAP ET GESTION DURABLE DES AIRES PROTEGEES	-	**40 000 000**	40 000 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	40 000 000	40 000 000	
	1116-1-12-53-PROGRAMME DE CONTROLE DE LA POLLUTION	-	**30 000 000**	30 000 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	30 000 000	30 000 000	
		-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DU TOURISME

1117.- MINISTERE DU TOURISME

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère du Tourisme est régi par la loi du 23 mai 2002. Ses principales mission et attributions sont :

- Contribuer à l'expansion du tourisme international vers Haïti;
- Développer le tourisme interne par la création, l'amélioration, la promotion et la mise en valeur de l'équipement touristique;
- Préparer et diffuser à l'étranger du matériel de promotion touristique, tels dépliants, brochures, livres, diapositives, photographies et films;
- Organiser dans le pays, dans le but de propagande, des visites de personnalités internationales connues dans différents secteurs ;
- Concevoir et réaliser des programmes de publicité à la radio, à la télévision des pays émetteurs de touristes; produire des films touristiques sur Haïti et sur les divers sites touristiques du pays; et utiliser des firmes de publicité ou de relations publiques pour la représentation du Ministère à l'étranger.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Un service externe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Assurer la bonne gouvernance du secteur du tourisme;
- Développer un tourisme à large base territoriale ;
- Promouvoir l'investissement dans le secteur touristique ;
- Valoriser les ressources touristiques du pays;
- Restaurer l'image du pays.

d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	129	3 605 100,00	27 946,51
ECOLE HOTELIERE	17	370 500,00	21 794,12

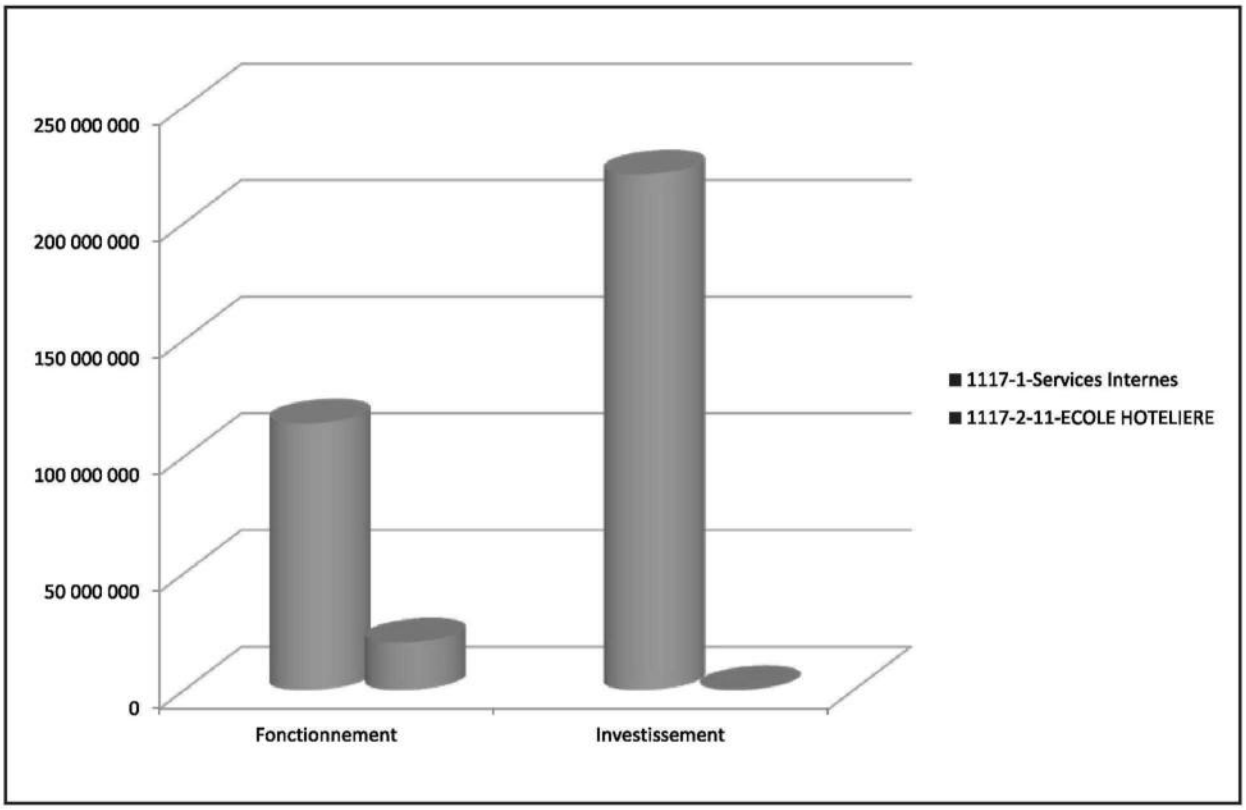
1117-MINISTERE DU TOURISME

CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE

EN GOURDES

EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1117-1-Services Internes	114 221 415	220 939 000	335 160 415	94,28%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	20 346 500		20 346 500	5,72%
TOTAL	134 567 915	220 939 000	355 506 915	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1117-MINISTERE DU TOURISME	**221 798 862**	**355 506 915**	**133 708 053**	**60,3%**
	1117-1-SERVICES INTERNES	**213 297 936**	**335 160 415**	**121 862 479**	**57,1%**
	1117-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**18 932 805**	**25 977 340**	**7 044 535**	**37,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	12 254 715	17 052 941	4 798 226	39,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 430 643	5 982 400	1 551 756	35,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 355 280	1 992 000	636 720	47,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	622 167	250 000	- 372 167	-59,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	100 000	200 000	100 000	100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	170 000	500 000	330 000	194,1%
	1117-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**194 365 131**	**309 183 075**	**114 817 944**	**59,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	50 492 715	58 733 200	8 240 484	16,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9 352 077	8 158 996	- 1 193 080	-12,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6 531 218	8 270 000	1 738 783	26,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	7 839 618	6 281 879	- 1 557 739	-19,9%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200 003	300 000	99 997	50,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 124 500	6 500 000	375 500	6,1%
	1117-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**18 000 000**	**38 939 000**	20 939 000	116,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	18 000 000	38 939 000	20 939 000	116,3%
	1117-1-12-51-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE	**95 825 000**	**182 000 000**	86 175 000	89,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	95 825 000	182 000 000	86 175 000	89,9%
	1117-2-SERVICES EXTERNES	**8 500 926**	**20 346 500**	**11 845 574**	**139,3%**
	1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	**8 500 926**	**20 346 500**	**11 845 574**	**139,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	6 546 285	10 346 500	3 800 215	58,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 954 641	10 000 000	8 045 359	411,6%

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

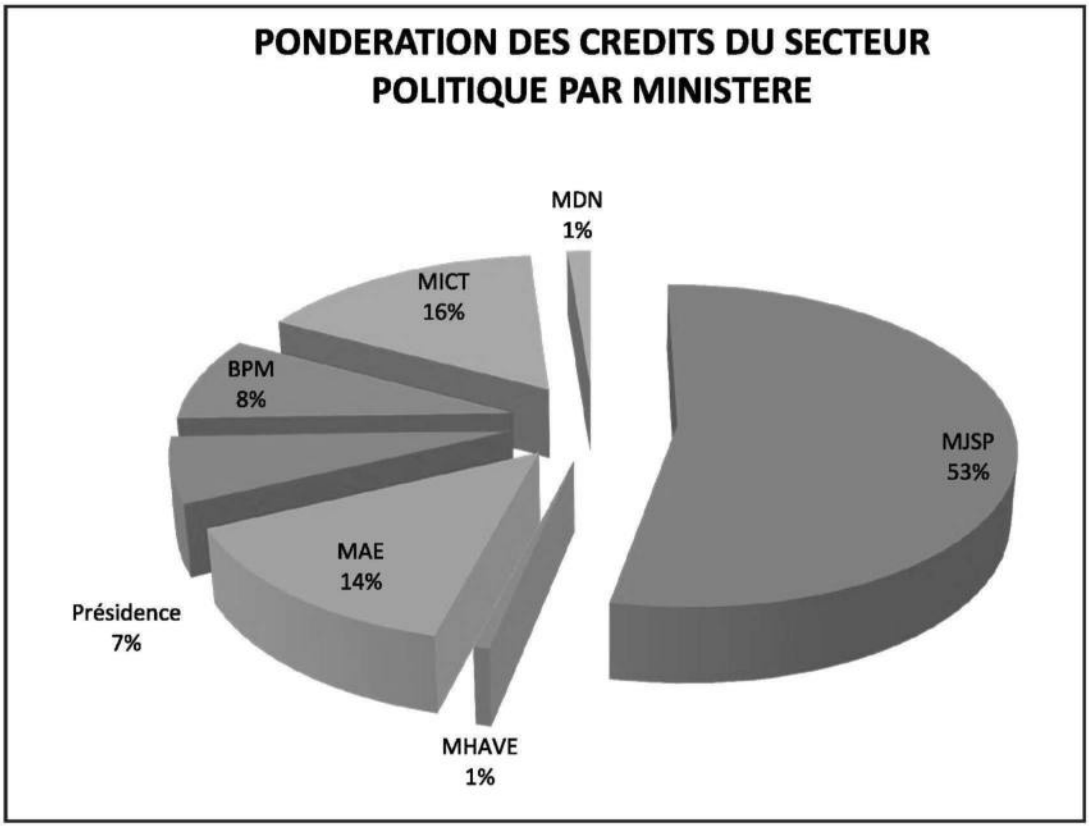
POUVOIR EXECUTIF

CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR POLITIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE

EN GOURDES

EXERCICE 2012-2013

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MJSP	6 966 907 607	609 500 000	7 576 407 607	53,31%
MHAVE	67 234 756	25 000 000	92 234 756	0,65%
MAE	1 785 046 500	191 500 000	1 976 546 500	13,91%
Présidence	932 466 465	0	932 466 465	6,56%
BPM	1 071 572 879	130 470 231	1 202 043 110	8,46%
MICT	1 157 361 071	1 094 375 000	2 251 736 071	15,84%
MDN	180 000 000	0	180 000 000	1,27%
TOTAL	12 160 589 278	2 050 845 231	14 211 434 509	100,00%



PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA JUCTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est créé et régi par le Décret du 28 décembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du gouvernement dans le domaine de l'administration de la justice ;
- Organiser l'institution judiciaire ;
- Contrôler les activités des Cours, Tribunaux et Parquets et le fonctionnement des offices ministériels ;
- Préparer les projets de Loi, de Décret et d'Arrêté ;
- Présenter des rapports sur l'état de l'administration de la justice, sur les matières de Législation, sur la Statistique de la Justice Civile, Commerciale et Criminelle ;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de sécurité publique ;
- Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à la loi.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales ;
- Quatre (4) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Lutter contre la détention préventive prolongée ;
- Renforcer la chaîne pénale haïtienne ;
- Rénover et moderniser le système d'enregistrement de transcription d'actes d'état civil ;
- Renforcer la Police Nationale d'Haïti ;
- Améliorer les conditions carcérales et les mécanismes de gestion pénitentiaire ;
- Moderniser la législation haïtienne.

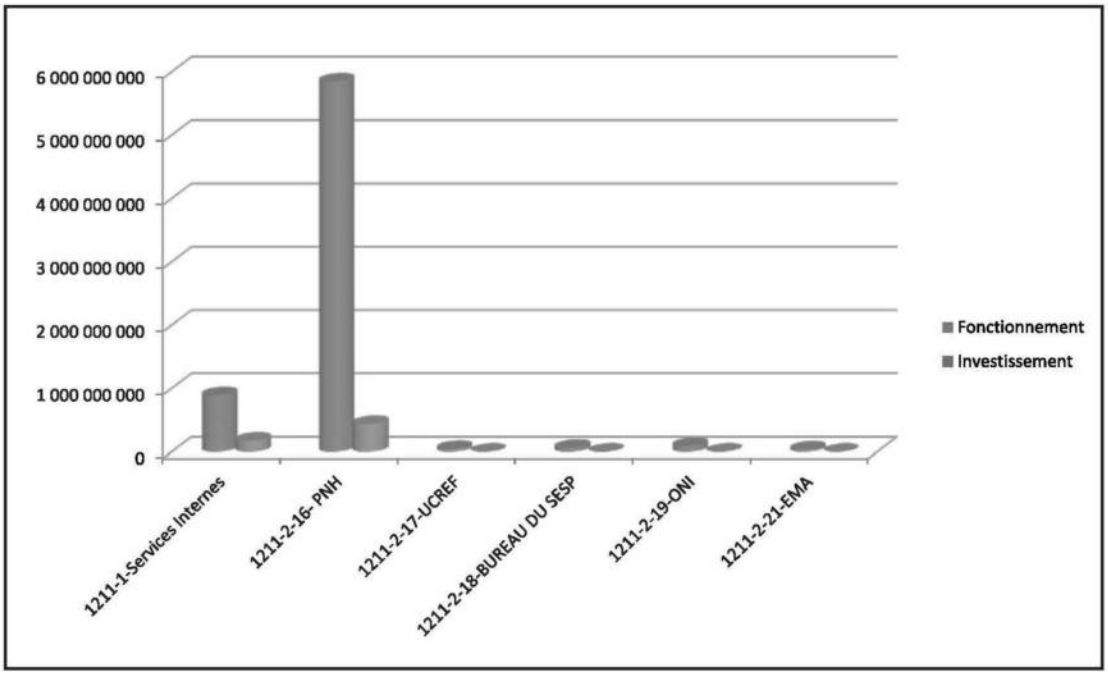
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	2474	36 181 950,00	14 624,88
PNH	11859	218 799 700,00	18 450,10
UCREF			
BSESP	1	97 200,00	97 200,00
EMA			

1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE (MJSP)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1211-1-Services Internes	890 417 980	174 000 000	1 064 417 980	14,05%
1211-2-16- PNH	5 846 868 014	435 500 000	6 282 368 014	82,92%
1211-2-17-UCREF	43 000 000		43 000 000	0,57%
1211-2-18-BUREAU DU SESP	61 000 000		61 000 000	0,81%
1211-2-19-ONI	90 000 000		90 000 000	1,19%
1211-2-21-EMA	35 621 613		35 621 613	0,47%
Total	6 966 907 607	609 500 000	7 576 407 607	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	SECTEUR POLITIQUE	**14 042 443 868**	**14 211 434 509**	**168 990 641**	**1,2%**
	1211-MINISTERE DE LA JUSTICE	**6 935 258 773**	**7 576 407 607**	**641 148 833**	**9,2%**
	1211-1-SERVICES INTERNES	**968 725 985**	**1 064 417 980**	**95 691 994**	**9,9%**
	1211-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**49 263 701**	**45 114 821**	**(4 148 880)**	**-8,4%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	21 599 207	35 935 543	14 336 337	66,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 070 994	2 470 994	400 000	19,3%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 860 000	1 860 000	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	800 000	400 000	- 400 000	-50,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22 933 500	4 448 283	- 18 485 217	-80,6%
	1211-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**919 462 284**	**1 019 303 159**	**99 840 874**	**10,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	627 489 961	732 420 496	104 930 536	16,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	54 793 760	42 043 760	- 12 750 000	-23,3%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	38 651 137	42 123 475	3 472 338	9,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	20 427 426	14 615 426	- 5 812 000	-28,5%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 100 000	1 100 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	13 000 000	13 000 000	-	
	1211-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**59 000 000**	**55 000 000**	- 4 000 000	-6,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	59 000 000	55 000 000	- 4 000 000	-6,8%
	1211-1-12-51-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME JUDICIAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	**105 000 000**	**119 000 000**	14 000 000	13,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	105 000 000	119 000 000	14 000 000	13,3%
	1211-2-SERVICES EXTERNES	**5 966 532 788**	**6 511 989 627**	**545 456 839**	**9,1%**
	1211-2-16-POLICE NATIONALE D'HAITI	**5 863 517 426**	**6 282 368 014**	**418 850 588**	**7,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	3 380 730 741	3 722 081 329	341 350 588	10,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	119 058 314	119 058 314	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 683 565 591	1 683 565 591	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	33 501 764	33 501 764	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	38 296 464	38 296 464	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	220 364 552	250 364 552	30 000 000	13,6%
	1211-2-16-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**25 000 000**	**25 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 000 000	25 000 000	-	
	1211-2-16-51-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SYSTEME JUDICIAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	**363 000 000**	**410 500 000**	47 500 000	13,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	363 000 000	410 500 000	47 500 000	13,1%
	1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	**37 000 000**	**43 000 000**	**6 000 000**	**16,2%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	37 000 000	43 000 000	6 000 000	16,2%

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	**97 200**	**61 000 000**	**60 902 800**	**62657,2%**
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	97 200	61 000 000	60 902 800	62657,2%
	1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	**32 796 549**	**90 000 000**	**57 203 451**	**174,4%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	32 796 549	90 000 000	57 203 451	174,4%
	1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	**33 121 613**	**35 621 613**	**2 500 000**	**7,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	19 138 200	19 638 200	500 000	2,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 570 000	6 570 000	2 000 000	43,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5 620 000	5 620 000	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	970 000	970 000	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	290 000	290 000	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 650 000	1 650 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	883 413	883 413	-	

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

1212.- MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est régi par le Décret du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays ;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes déjà à l'étranger dans leurs lieux d'accueil respectifs ;
- Aménager, conjointement avec les autres instances gouvernementales concernées, les structures d'accueil propices à la réinsertion des cadres qui veulent retourner au pays ;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui ont existé entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part ;
- Créer en coordination avec les instances gouvernementales concernées, un cadre global d'investissement de ressources financières et humaines impliquant le développement des potentialités de formulation, d'évaluation et de suivi de projet ;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Faciliter les relations entre les communautés de la diaspora et celles du pays ;
- Offrir de meilleurs services aux communautés haitiennes vivant dans la diaspora ;
- Assurer une meilleure réintégration de la diaspora haitienne.

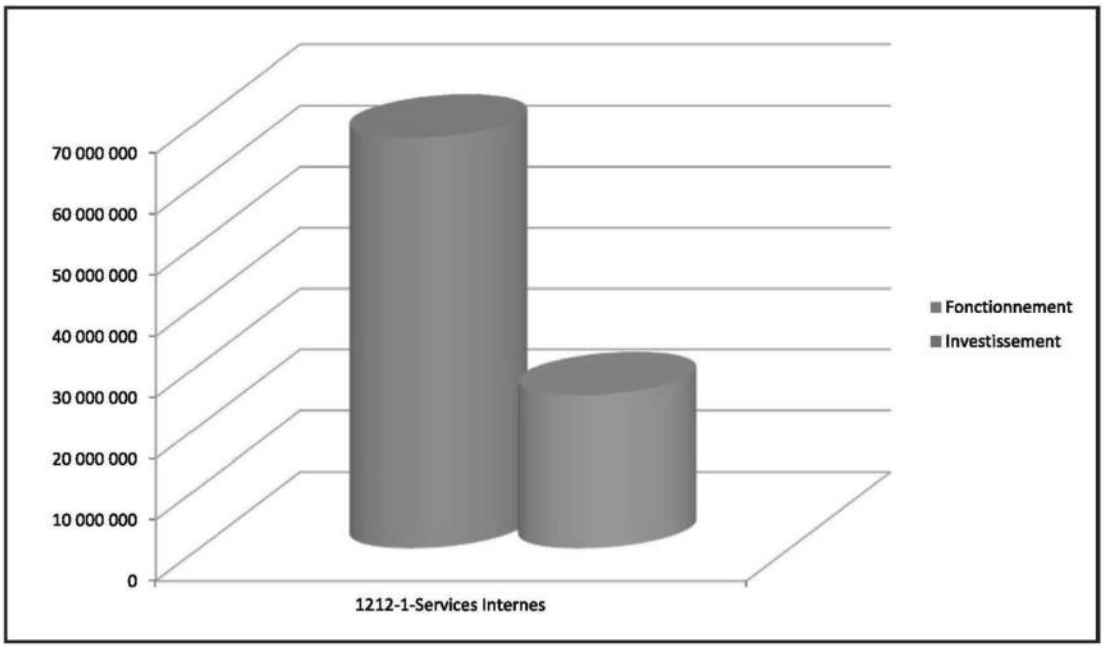
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	***Masse Salariale***	***Salaire moyen***
Services internes	65	1 963 900,00	30 213,85

1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER (MHAVE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1212-1-Services Internes	67 234 756	25 000 000	92 234 756	100,00%
TOTAL	67 234 756	25 000 000	92 234 756	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1212 MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	**75 854 272**	**92 234 756**	**16 380 484**	**21,6%**
	1212-1-SERVICES INTERNES	**75 854 272**	**92 234 756**	**16 380 484**	**21,6%**
	1212-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**15 809 085**	**16 012 004**	**202 919**	**1,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	8 957 516	11 702 920	2 745 404	30,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 794 991	2 000 000	- 794 992	-28,4%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	920 590	1 000 000	79 410	8,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 135 988	-	- 3 135 988	-100,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	1 309 085	1 309 085	
	1212-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**60 045 187**	**76 222 752**	**16 177 565**	**26,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	28 669 480	30 222 752	1 553 273	5,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 368 066	6 500 000	3 131 934	93,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 531 115	3 500 000	1 968 885	128,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	442 454	3 000 000	2 557 546	578,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5 000	-	- 5 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 029 072	8 000 000	6 970 928	677,4%
	1212-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**25 000 000**	**25 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 000 000	25 000 000	-	

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Étrangères est créé et régi par le Décret du 17 août 1987. Sa principale mission est de planifier et d'assurer la politique extérieure de la République d'Haïti.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère des Affaires Étrangères est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques;
- Des Missions Diplomatiques et Consulaires d'Haïti à l'Etranger.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Renforcer les capacités institutionnelles de la Chancellerie ;
- Améliorer l'efficacité de la diplomatie haïtienne ;
- Elaborer une politique extérieure axée sur le développement économique et l'incitation à l'investissement privé en Haïti ;
- Renforcer la Coopération Sud-Sud.

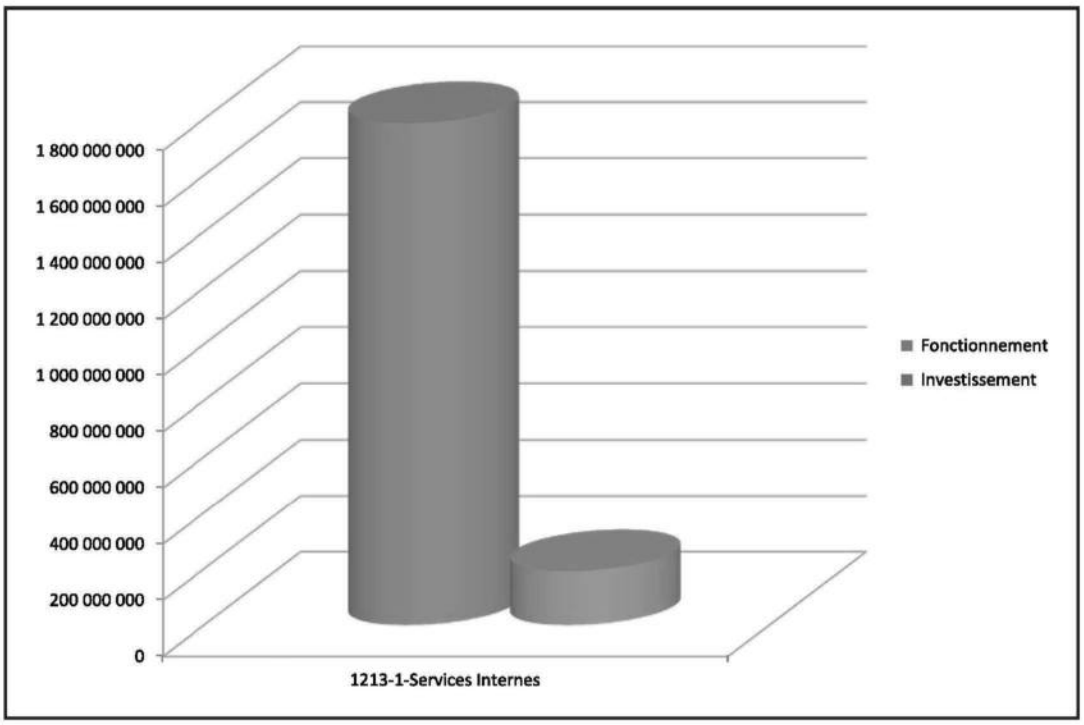
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	***Masse Salariale***	***Salaire moyen***
Services internes	351	9 092 225,00	25 903,77

1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES (MAE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1213-1-Services Internes	1 785 046 500	191 500 000	1 976 546 500	100,00%
TOTAL	1 785 046 500	191 500 000	1 976 546 500	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1213 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	**1 899 050 074**	**1 976 546 500**	**77 496 426**	**4,1%**
	1213-1-SERVICES INTERNES	**1 899 050 074**	**1 976 546 500**	**77 496 426**	**4,1%**
	1213-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**76 147 800**	**77 183 101**	**1 035 301**	**1,4%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	58 247 800	59 283 100	1 035 300	1,8%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	14 900 000	14 900 001	1	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	-	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3 000 000	3 000 000	0	0,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1213-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**1 822 902 274**	**1 899 363 399**	**76 461 125**	**4,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	196 882 181	203 343 305	6 461 124	3,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	21 000 000	21 000 001	0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	32 520 093	32 520 093	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	22 200 000	22 200 000	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 328 800 000	1 428 800 000	100 000 000	7,5%
	1213-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**221 500 000**	**191 500 000**	- 30 000 000	-13,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	221 500 000	191 500 000	- 30 000 000	-13,5%

PRESENTATION ET CREDITS DE LA PRESIDENCE

1214.- LA PRÉSIDENCE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Présidence est régie par le Décret du 17 mai 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des Institutions ;
- Négocier et signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des Puissances Etrangères ;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls;
- Faire sceller les lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution ;
- Assurer la gestion des questions d'intendance du Président de la République et le suivi administratif de toutes les décisions qu'il aura prises ;
- Assurer la gestion administrative et financière des services de la Présidence de la République ;
- Assurer le suivi administratif de toutes les décisions, notamment, des projets de loi adoptés en Conseil des Ministres ainsi que des lois votées par le Parlement ;
- Gérer les ordres de décoration de la République ;
- Recevoir les dépôts de tous les textes à caractère officiel ou légal et s'assurer, le cas échéant, de leur publication au Journal officiel de la République quand la responsabilité présidentielle est engagée.

b) Structure organisationnelle

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Président de la République ;
- Le Cabinet du Président de la République ;
- Le Secrétariat Général de la Présidence assisté de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Veiller à la bonne organisation des élections pour l'année fiscale 2012-2013;
- Travailler au renforcement des institutions de l'Etat, comme le Parlement, le Pouvoir Judiciaire, la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, le Bureau du Premier Ministre;
- Renforcer le climat de sécurité dans le pays;
- S'assurer de la bonne exécution du mandat de la mission spéciale des Nations Unies en Haïti;
- Renforcer les liens d'Haïti avec la Communauté de la Caraïbe, l'Organisation des Etats Américains, l'Union Européenne, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation Internationale de la Francophonie.

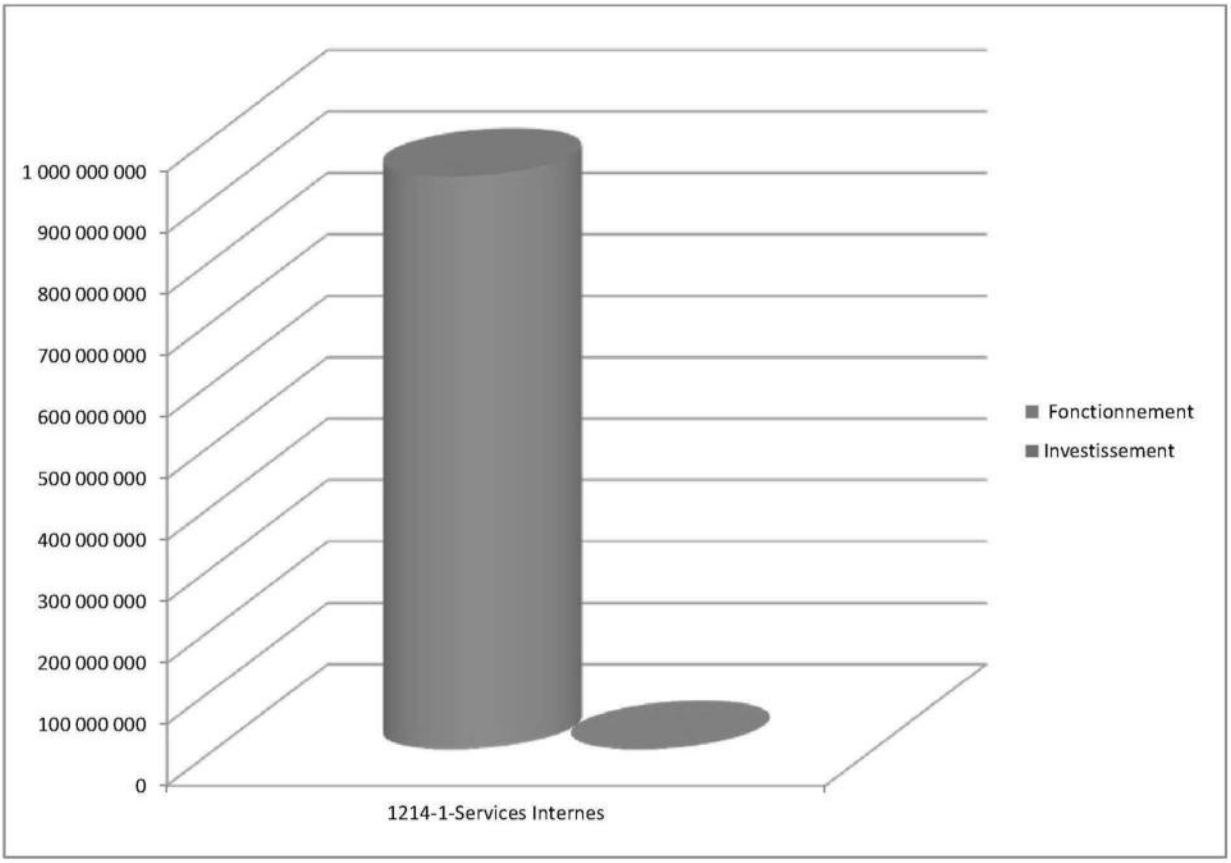
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	***Masse Salariale***	***Salaire moyen***
Services internes	163	2 529 300	15 517.18

1214-LA PRESIDENCE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PA NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2011-2012

EXERCICE 2012-2013	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1214-1-Services Internes	932 466 465		932 466 465	100,00%
TOTAL	932 466 465		932 466 465	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 Initial	Crédit 12-13 Initial	Variation	
	1214 LA PRESIDENCE	**829 426 444**	**932 466 465**	**103 040 021**	**12,4%**
	1214-1-SERVICES INTERNES	**829 426 444**	**932 466 465**	**103 040 021**	**12,4%**
	1214-1-11-BUREAU DU PRESIDENT	**95 941 778**	**165 559 085**	**69 617 306**	**72,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	95 941 778	165 559 085	69 617 306	72,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	-	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1214-1-12 ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	**274 612 633**	**302 035 348**	**27 422 715**	**10,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	81 694 014	95 116 728	13 422 714	16,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	47 399 964	55 399 966	8 000 001	16,9%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	15 912 637	21 912 637	6 000 000	37,7%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	818 770	818 770	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 508 998	1 508 998	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	127 278 250	127 278 250	-	
	1214-1-13-SERVICE DE SECURITE DU PALAIS NATIONAL	**413 272 033**	**419 272 033**	**6 000 000**	**1,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	41 990 388	41 990 388	-	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	55 104 000	61 104 000	6 000 000	10,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	316 177 645	316 177 645	-	
	1214-1-14-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	**45 600 000**	**45 600 000**	**-**	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	45 600 000	45 600 000	-	

PRESENTATION ET CREDITS DE LA PRIMATURE

1215.- LA PRIMATURE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Primature est régie par les Articles 155 à 165 de la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Réformer en profondeur l'Administration Publique, principal levier de l'Etat dans l'accomplissement de sa mission ;
- Mettre en place les mesures immédiates permettant de garantir un climat de sécurité et de justice propice au développement économique et social;
- Appliquer une politique sociale visant la satisfaction des besoins de base de la population et l'intégration nationale.

b) Structure organisationnelle

La Primature est placée sous l'autorité du Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat privé du Premier Ministre ;
- Le Cabinet du Premier Ministre ;
- Le Secrétariat général de la Primature ;
- Sept (7) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité de l'appareil gouvernemental ;
- Contribuer à l'amélioration de l'efficacité des ressources humaines de la Fonction Publique ;
- Implanter une politique économique capable de maintenir la croissance et de réduire l'inflation.

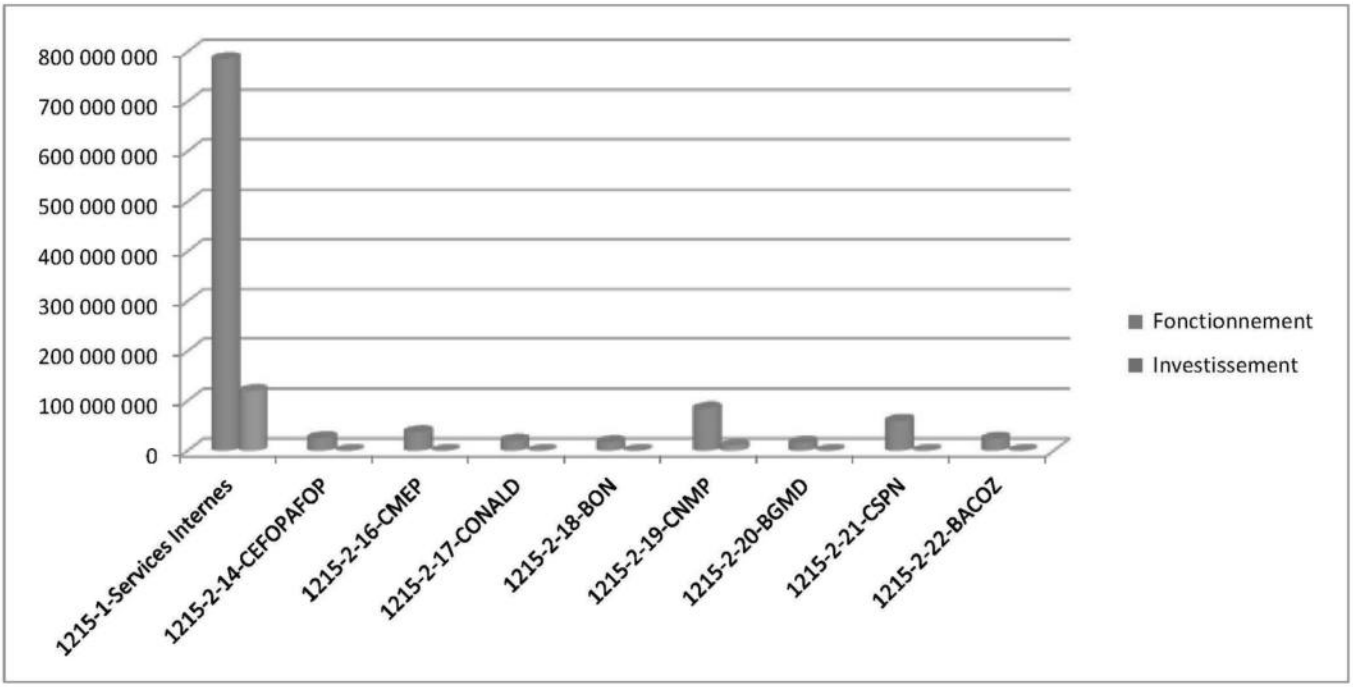
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	166	4 169 000	25 114.45
CEFOPAFOP	16	443 000	27 687.5
CMEP			
CONALD			
BON			
CNMP			
BGMD			
CSPN			
BACOZ			

1215- PRIMATURE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1215-1-Services Internes	785 700 716	120 470 231	906 170 947	75,39%
1215-2-14-CEFOPAFOP	25 438 563		25 438 563	2,12%
1215-2-16-CMEP	37 500 000		37 500 000	3,12%
1215-2-17-CONALD	20 521 300		20 521 300	1,71%
1215-2-18-BON	17 189 000		17 189 000	1,43%
1215-2-19-CNMP	85 000 000	10 000 000	95 000 000	7,90%
1215-2-20-BGMD	16 130 500		16 130 500	1,34%
1215-2-21-CSPN	60 000 000		60 000 000	4,99%
1215-2-22-BACOZ	24 092 800		24 092 800	2,00%
TOTAL	1 071 572 879	130 470 231	1 202 043 110	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE	**828 657 307**	**1 202 043 110**	**373 385 803**	**45,1%**
	1215-1-SERVICES INTERNES	**589 159 360**	**906 170 947**	**317 011 587**	**53,8%**
	1215-1-11-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	**150 121 579**	**177 270 129**	**27 148 550**	**18,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	95 074 529	121 313 082	26 238 553	27,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7 177 050	4 087 049	- 3 090 001	-43,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	20 000 000	20 000 000	0	0,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 370 000	7 369 998	3 999 998	118,7%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24 500 000	24 500 000	-	
	1215-1-12-ADMINISTRATION GENERALE	**439 037 781**	**683 900 817**	**244 863 036**	**55,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	123 533 782	151 709 995	28 176 213	22,8%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	31 919 999	76 428 994	44 508 995	139,4%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	34 000 000	37 413 132	3 413 132	10,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	8 370 000	11 194 566	2 824 566	33,7%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	21 000 000	23 683 900	2 683 900	12,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	98 000 000	263 000 000	165 000 000	168,4%
	1215-1-12-51-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE	**20 000 000**	**-**	- 20 000 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	-	- 20 000 000	-100,0%
	1215-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**102 214 000**	**120 470 231**	18 256 231	17,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	102 214 000	120 470 231	18 256 231	17,9%
	1215-1-14-DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PREMIER MINSTRE	**-**	**45 000 000**	**45 000 000**	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	45 000 000	45 000 000	
	1215-2-SERVICES EXTERNES	**239 497 947**	**295 872 163**	**56 374 216**	**23,5%**
	1215-2-14-CEFOPAFOP	**17 101 663**	**25 438 563**	**8 336 900**	**48,7%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	7 411 210	10 500 709	3 089 499	41,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 775 738	6 335 000	4 559 262	256,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	627 333	5 556 563	4 929 231	785,7%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 948 707	1 800 000	- 148 707	-7,6%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 338 676	1 246 291	- 4 092 385	-76,7%
	1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	**33 977 105**	**37 500 000**	**3 522 895**	**10,4%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	33 977 105	37 500 000	3 522 895	10,4%
	1215-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	**20 521 300**	**20 521 300**	**0**	**0,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20 521 300	20 521 300	0	0,0%

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	**17 189 000**	**17 189 000**	**(0)**	**0,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	17 189 000	17 189 000	- 0	0,0%
	1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DE PASSATION DE MARCHES	**70 000 000**	**95 000 000**	**25 000 000**	**35,7%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	60 000 000	85 000 000	25 000 000	41,7%
	1215-2-19-52- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**10 000 000**	**10 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
	1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	**16 130 500**	**16 130 500**	**-**	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16 130 500	16 130 500	-	
	1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	**47 485 579**	**60 000 000**	**12 514 421**	**26,4%**
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47 485 579	60 000 000	12 514 421	26,4%
	1215-2-22-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	**17 092 800**	**24 092 800**	**7 000 000**	**41,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC,	17 092 800	24 092 800	7 000 000	41,0%

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est régi par le Décret du 17 mai 1990. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la Politique du Gouvernement en ce qui concerne la tutelle des Collectivités Territoriales; l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques ;
- Veiller au respect des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux ;
- Veiller à l'exécution des lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles ;
- Veiller à l'application des lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Favoriser une gestion de proximité ;
- Etablir des structures permanentes de protection en vue de réduire la vulnérabilité des populations face aux catastrophes naturelles;
- Contribuer à un climat sécuritaire sur le territoire national et gérer efficacement les questions liées à la migration ;
- Améliorer les finances locales et la capacité de gestion des collectivités territoriales ;
- Contribuer à l'amélioration de l'environnement infrastructurel au niveau des Collectivités locales ;
- Renforcer les capacités de gestion des délégations et vice-délégations ;
- Assurer l'efficacité du Service d'Immigration.

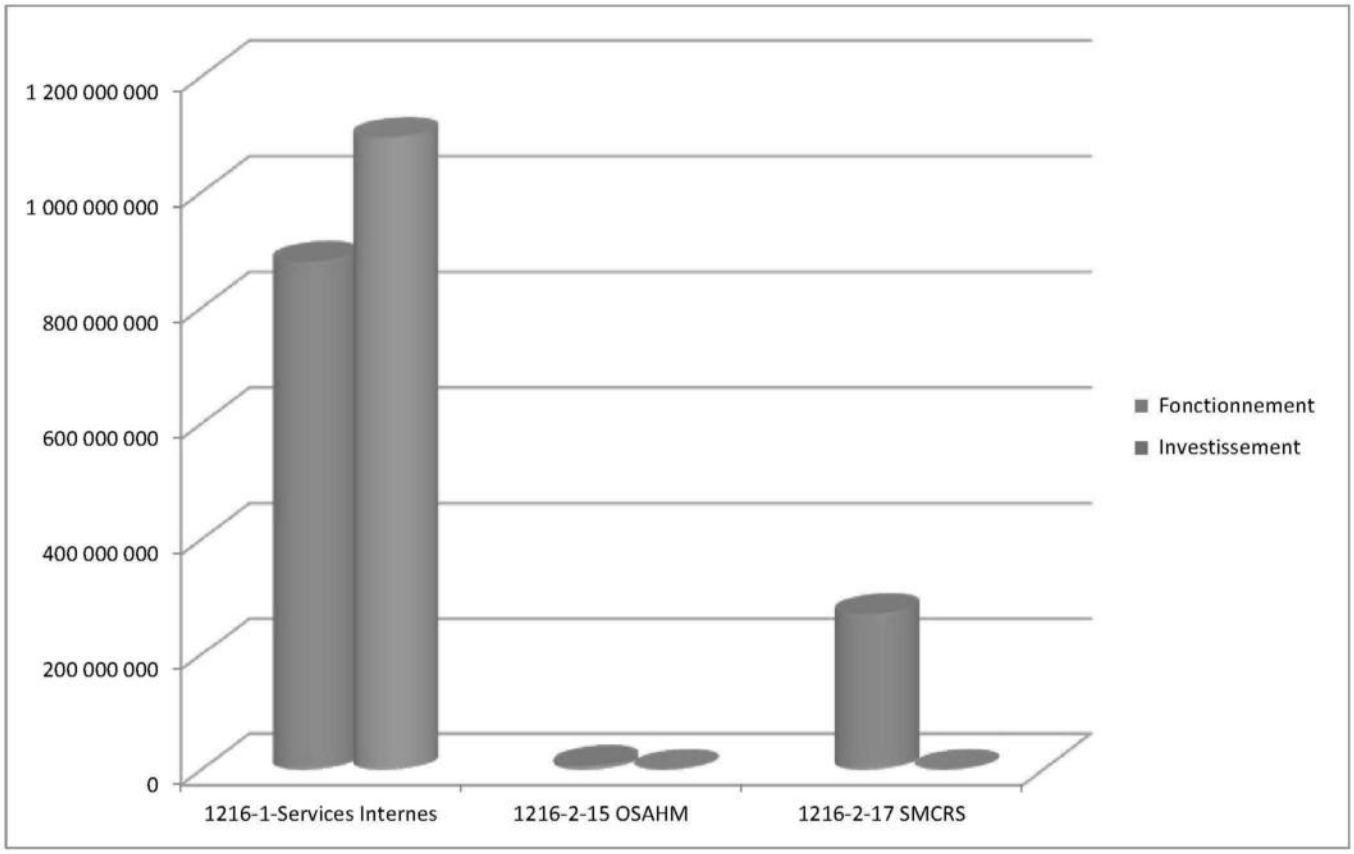
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	989	18 744 400	18 952.88
OSMH			
SMCRS			

1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1216-1-Services Internes	879 727 488	1 094 375 000	1 974 102 488	87,67%
1216-2-15 OSAHM	6 894 118		6 894 118	0,31%
1216-2-17 SMCRS	270 739 465		270 739 465	12,02%
TOTAL	1 157 361 071	1 094 375 000	2 251 736 071	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1216 MINISTERE DE L'INTERIEUR & DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	**3 474 196 997**	**2 251 736 071**	**(1 222 460 926)**	**-35,2%**
	1216-1-SERVICES INTERNES	**3 241 563 414**	**1 974 102 488**	**(1 267 460 926)**	**-39,1%**
	1216-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**201 213 789**	**85 580 449**	**(115 633 340)**	**-57,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	58 982 089	64 972 941	5 990 852	10,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 120 227	6 120 227	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 292 009	2 292 009	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 519 464	1 519 464	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16 300 000	10 675 808	- 5 624 192	-34,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	116 000 000	0	- 116 000 000	-100,0%
	1216-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**3 040 349 625**	**1 888 522 040**	**(1 151 827 586)**	**-37,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	321 710 274	422 543 503	100 833 229	31,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	141 848 378	100 273 389	- 41 574 989	-29,3%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	36 899 609	29 847 183	- 7 052 426	-19,1%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	6 891 390	4 891 390	- 2 000 000	-29,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 999 228	1 999 228	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	218 539 922	234 592 347	16 052 425	7,3%
	1216-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**202 000 000**	**441 875 000**	239 875 000	118,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	202 000 000	441 875 000	239 875 000	118,8%
	1216-1-12-51-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS ET DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	**10 000 000**	**140 000 000**	130 000 000	1300,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	140 000 000	130 000 000	1300,0%
	1216-1-12-52-PROGRAMME D'APPUI A LA MISE EN PLACE D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS	**-**	**105 000 000**	105 000 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	105 000 000	105 000 000	
	1216-1-12-53-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE GESTION DES DESASTRES ET DES CATASTROPHES NATURELLES	**2 006 460 825**	**357 500 000**	- 1 648 960 825	-82,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 006 460 825	357 500 000	- 1 648 960 825	-82,2%
	1216-1-12-56-PROGRAMME D'INTERVENTIONS D'URGENCE	**94 000 000**	**50 000 000**	- 44 000 000	-46,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	94 000 000	50 000 000	- 44 000 000	-46,8%
	1216-2-SERVICES EXTERNES	**232 633 583**	**277 633 583**	**45 000 000**	**19,3%**
	1216-2-15-ORGANISME DE SURVEILLANCE MORNE HOPITAL	**4 894 118**	**6 894 118**	**2 000 000**	**40,9%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	4 894 118	6 894 118	2 000 000	40,9%
	1216-2-17-SMCRS	**227 739 465**	**270 739 465**	**43 000 000**	**18,9%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	227 739 465	270 739 465	43 000 000	18,9%

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1217.- MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Défense Nationale est régi par le décret du 31 mai 1990. Ses principales mission et attributions sont :

- Assurer la défense nationale;
- Participer au maintien de la paix sur tout le territoire de la République;
- Veiller, de concert avec les autres organismes concernés, à l'execution des lois et mesures prises par l'exécutif en vue de garantir la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat;
- Participer à l'élaboration et à la coordination des mesures à prendre en cas de guerre, troubles civiles ou en cas de catastrophe naturelle;
- Veiller à l'entretien, au développement et à la modernisation de l'infrastructure militaire;
- Assurer en tout lieu, en toutes circonstances et contre toutes formes d'agression la sécurité et l'intégrité du territoire ainsi que la protection physique de la population;
- Pourvoir au respect des lois, mesures, alliances et conventions relatives à la défense nationale ;
- Superviser le fonctionnement des Institutions et Services se rattachant aux Forces armées;
- Etablir les cartes militaires de la République;
- Elaborer et superviser la politique de formation et d'éducation professionnelle des Membres des Forces Armées;
- Concevoir le plan national de lutte contre le trafic de stupéfiants en respectant les Accords, Traités et Conventions relatifs à la coopération internationale en la matière;
- Délivrer s'il y a lieu les permis de construire dans le voisinage d'un ouvrage à caractère militaire;
- Controler l'acquisition, l'importation, l'exportation ainsi que l'utilisation de l'équipement et du matériel militaire;
- Collecter toutes les informations relatives à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat ;
- Coordonner la participation de l'Armée aux tâches de développement ;
- Etablir toutes mesures tendant à garantir la sécurité et la protection des Frontières Terrestres, Maritimes et Aériennes et en assurer l'exécution;
- Gérer les Décorations Militaires;
- Planifier, organiser et coordonner les activités du Service Militaire Civique;
- Exercer toutes auttributions découlant de sa mission en conformité avec la Constitution et la Loi .

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Défense Nationale est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Quatre (4) Directions Techniques;
- Trois (3) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Structurer le Ministère dans une Perspective de prise en charge de la Défense Nationale;
- Opérationnaliser le Service mixte obligatoire;
- Mettre en chantier les infrastuctures de la Garde Nationale;
- Aménager l'infrastucture d'accueil des services centraux et décentralisés du Ministère.

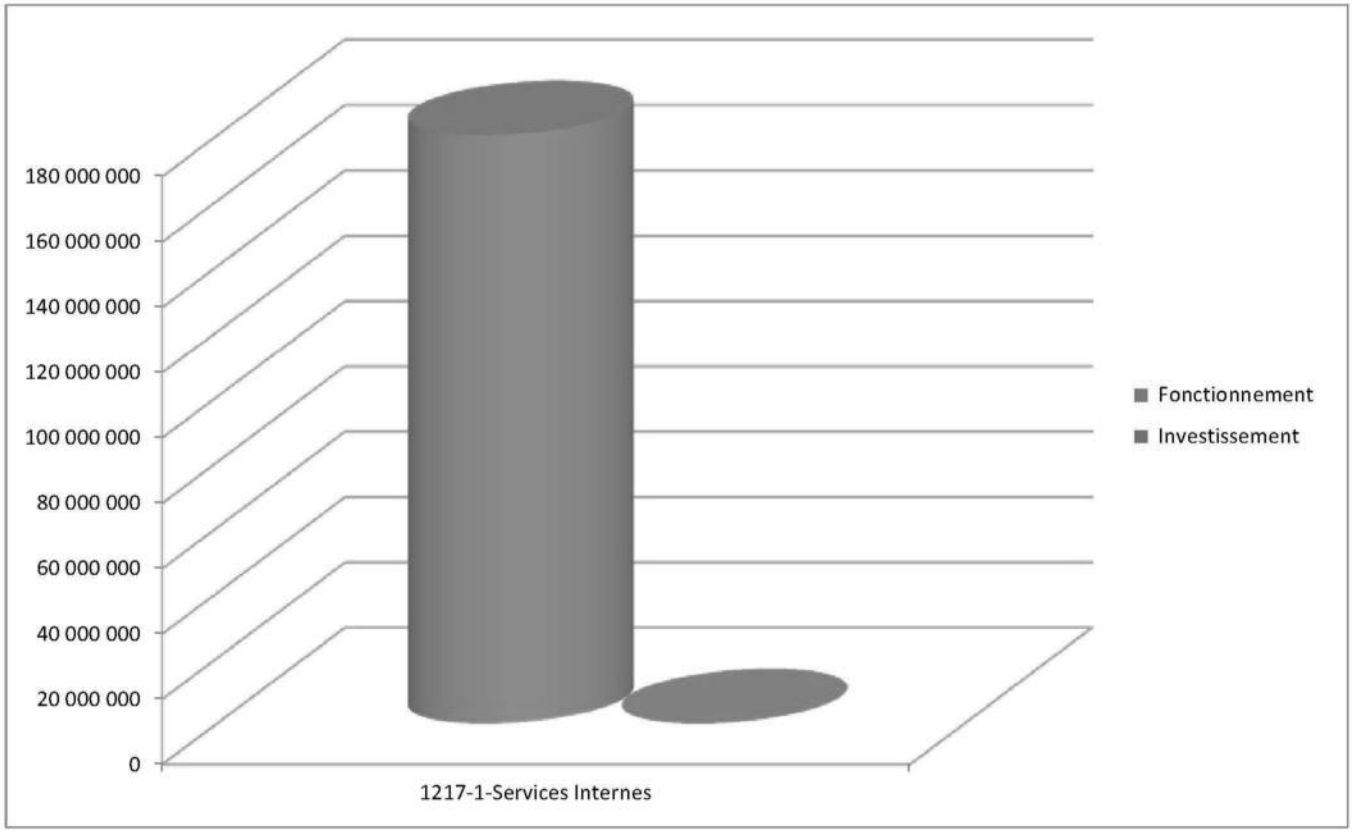
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes			

1216-MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE (MDN)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1217-1-Services Internes	180 000 000		180 000 000	100,00%
TOTAL	180 000 000		180 000 000	100,00%

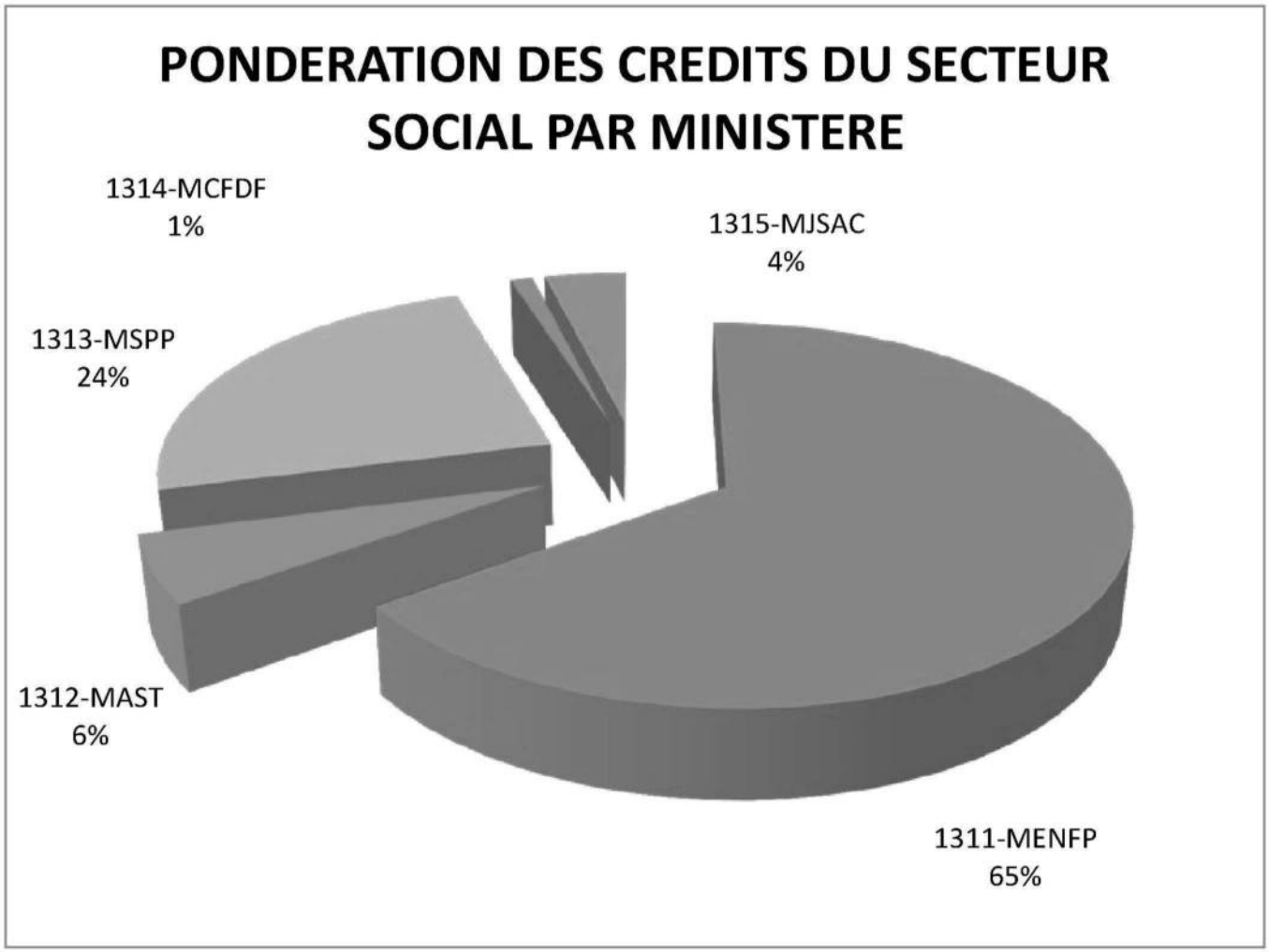


ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation
	1217 MINISTERE DE LA DEFENSE	**-**	**180 000 000**	**180 000 000**
	1217-1-SERVICES INTERNES	**-**	**180 000 000**	**180 000 000**
	1217-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**-**	**116 500 000**	**116 500 000**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	-	15 000 000	15 000 000
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	3 000 000	3 000 000
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	1 500 000	1 500 000
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	87 000 000	87 000 000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	10 000 000	10 000 000
	1217-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**-**	**63 500 000**	**63 500 000**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	-	37 200 000	37 200 000
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	8 000 000	8 000 000
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	-	8 000 000	8 000 000
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	8 000 000	8 000 000
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	500 000	500 000
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	1 800 000	1 800 000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR SOCIAL PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-MENFP	7 012 349 614	12 321 764 624	19 334 114 238	56,28%
1312-MAST	628 365 519	1 348 400 000	1 976 765 519	5,75%
1313-MSPP	2 591 238 261	9 479 872 478	12 071 110 739	35,14%
1314-MCFDF	113 386 938	88 376 750	201 763 688	0,59%
1315-MJSAC	417 164 769	354 000 000	771 164 769	2,24%
TOTAL	10 762 505 102	23 592 413 852	34 354 918 954	100,00%



PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1311.- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONNALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle est régi par le Décret du 8 mai 1989. Ses principales mission et attributions sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans le domaine de l'Education ;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel ;
- Veiller à l'application de la Politique Nationale d'Enseignement Supérieur ;
- Définir les objectifs d'enseignement et élaborer des programmes éducatifs conformes aux objectifs retenus ;
- Réaliser les activités relatives à l'administration de l'éducation notamment : la planification, la programmation, la promotion, le développement et l'application de l'éducation dans tous ses aspects et à tous les niveaux ;
- Autoriser le fonctionnement des établissements privés d'enseignement relevant de sa compétence ;
- Contrôler et évaluer les établissements d'enseignement tant du secteur public que du secteur privé ;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique ;
- Délivrer des Diplômes, titres et certificats nationaux et veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres Etrangers avec les Organismes Nationaux Compétents ;
- Assurer la Coordination de l'assistance technique dans le domaine de l'Education.

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales ;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur de l'éducation;
- Réorganiser l'offre scolaire en faveur des élèves pauvres ;
- Améliorer la qualité de l'éducation par la formation des enseignants;
- Accroître et améliorer l'offre d'éducation préscolaire pour les enfants de 0 à 5 ans ;
- Promouvoir l'enseignement supérieur en région ;
- Améliorer l'encadrement pédagogique ;
- Promouvoir le développement de la formation professionnelle ;
- Améliorer la coordination des opérateurs du secteur éducatif.

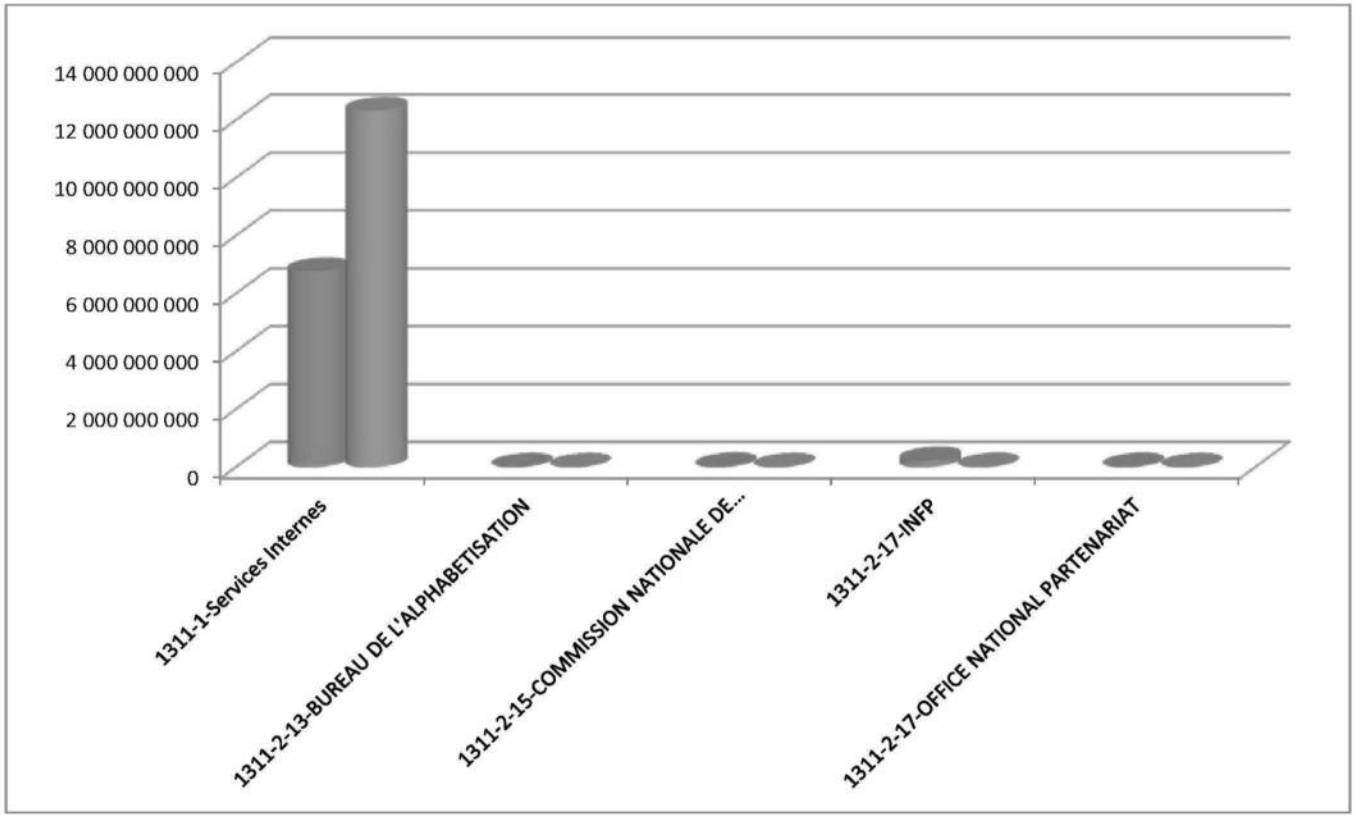
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	26596	269 396 754,00	10 129,22
SEA	109	2 806 325,00	25 746,10
UNESCO	21	621 525,00	29 596,43
INFP	737	10 849 000,00	14 720,49
ONP			

1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-1-Services Internes	6 762 037 448	12 311 764 624	19 073 802 072	98,65%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION				
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	17 369 806		17 369 806	0,09%
1311-2-17-INFP	222 942 360	10 000 000	232 942 360	1,20%
1311-2-17-OFFICE NATIONAL PARTENARIAT	10 000 000		10 000 000	0,05%
TOTAL	7 012 349 614	12 321 764 624	19 334 114 238	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	SECTEUR SOCIAL	**31 301 778 930**	**34 354 918 954**	**3 053 140 024**	**9,8%**
	1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORM. PROFESS.	**19 380 722 133**	**19 334 114 238**	**(46 607 895)**	**-0,2%**
	1311-1-SERVICES INTERNES	**19 128 703 213**	**19 073 802 072**	**(54 901 141)**	**-0,3%**
	1311-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**538 962 776**	**542 166 236**	**3 203 460**	**0,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	168 189 665	143 999 925	- 24 189 740	-14,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7 200 000	10 220 000	3 020 000	41,9%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 586 311	1 706 311	120 000	7,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	240 000	740 000	500 000	208,3%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	330 500 000	342 000 000	11 500 000	3,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31 246 800	43 500 000	12 253 200	39,2%
	1311-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**18 589 740 437**	**18 531 635 836**	**(58 104 601)**	**-0,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	4 205 402 469	4 839 842 201	634 439 732	15,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	818 097 527	818 800 922	703 396	0,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	39 193 961	44 744 487	5 550 526	14,2%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	58 837 266	66 747 266	7 910 000	13,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	1 000 000	1 000 000	- 0	0,0%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	73 936 336	87 936 336	14 000 000	18,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	340 800 000	360 800 000	20 000 000	5,9%
	1311-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**90 600 000**	**136 321 394**	45 721 394	50,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	90 600 000	136 321 394	45 721 394	50,5%
	1311-1-12-51-PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA CONDITION FEMININE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE	**80 000 000**	**45 200 000**	- 34 800 000	-43,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	80 000 000	45 200 000	- 34 800 000	-43,5%
	1311-1-12-52-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INSFRASTRUCTURES SCOLAIRES	**3 547 310 589**	**2 452 694 000**	-1 094 616 589	-30,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 547 310 589	2 452 694 000	-1 094 616 589	-30,9%
	1311-1-12-53-PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DU SYSTEME EDUCATIF	**8 666 982 290**	**8 816 369 230**	149 386 940	1,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 666 982 290	8 816 369 230	149 386 940	1,7%
	1311-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	**414 580 000**	**753 180 000**	338 600 000	81,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	414 580 000	753 180 000	338 600 000	81,7%
	1311-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	**253 000 000**	**108 000 000**	- 145 000 000	-57,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	253 000 000	108 000 000	- 145 000 000	-57,3%

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1311-2-SERVICES EXTERNES	**252 018 920**	**260 312 166**	**8 293 246**	**3,3%**
	1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	**6 531 435**	**-**	**(6 531 435)**	**-100,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	5 687 642	-	- 5 687 642	-100,0%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	324 793	-	- 324 793	-100,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	345 000	-	- 345 000	-100,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	174 000	-	- 174 000	-100,0%
	1311-2-15-COMMISSION NLE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	**16 914 525**	**17 369 806**	**455 281**	**2,7%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	13 865 609	14 320 890	455 281	3,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 529 917	1 529 917	0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 278 999	1 278 999	- 0	0,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	240 000	240 000	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	**218 572 960**	**232 942 360**	**14 369 400**	**6,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	172 765 857	187 135 257	14 369 400	8,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 975 450	6 975 450	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 625 000	4 625 000	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 824 500	3 824 500	0	0,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	220 000	220 000	0	0,0%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	11 184 000	11 184 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8 978 153	8 978 153	- 0	0,0%
# #	**1311-2-17-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE**	**10 000 000**	**10 000 000**	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
	1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	**10 000 000**	**10 000 000**	**0**	**0,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	10 000 000	10 000 000	0	0,0%

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est régi par le Décret du 25 octobre 1983. Ses principales mission et attributions sont:

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement ;
- Veiller au respect de la liberté du travail et des obligations qui en découlent ;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital ;
- Etablir un régime approprié de sécurité Sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres ;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les oeuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées ;
- Assurer, sur le plan Technique et Administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Défense Sociale ;
- Entretenir des rapports avec les Organismes Internationaux de travail et d'Affaires Sociales ;
- Recommander et préparer la participation du Gouvernement aux Congrès et Conférences sur les Affaires Sociales.

b Structure organisationnelle

Le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales;
- Quatre (4) Services Externes :

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Renforcer les structures d'accueil et les centres d'hébergement pour la réinsertion sociale (enfants des rues, rapatriés, déportés) ;
- Insérer socialement et économiquement les handicapés ;
- Renforcer l'institutionnalisation des relations de travail ;
- Renforcer les capacités institutionnelles du MAST.

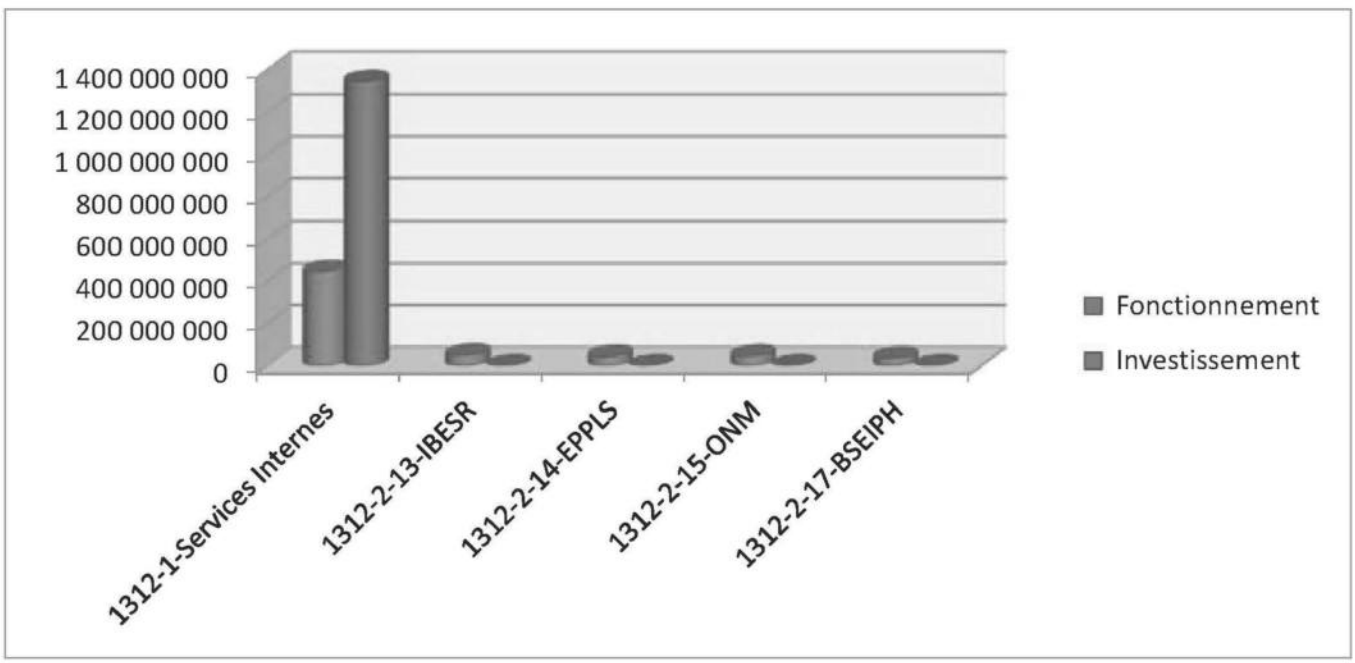
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	1173	19 228 000,00	16 392,16
IBESR	113	2 097 900,00	18 565,49
EPPLS	61	1 536 125,00	25 182,38
ONM	73	1 476 600,00	20 227,40
SEIPH	1	97 200,00	97 200,00

1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1312-1-Services Internes	448 489 224	1 348 400 000	1 796 889 224	90,90%
1312-2-13-IBESR	50 627 341		50 627 341	2,56%
1312-2-14-EPPLS	44 985 104		44 985 104	2,28%
1312-2-15-ONM	46 763 851		46 763 851	2,37%
1312-2-17-BSEIPH	37 500 000		37 500 000	1,90%
TOTAL	628 365 519	1 348 400 000	1 976 765 519	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	**648 558 234**	**1 976 765 519**	**1 328 207 285**	**204,8%**
	1312-1-SERVICES INTERNES	**530 279 999**	**1 796 889 224**	**1 266 609 225**	**238,9%**
	1312-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**105 981 016**	**102 637 273**	**(3 343 743)**	**-3,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	74 033 972	81 190 227	7 156 256	9,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 236 630	5 236 630	1 000 000	23,6%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 187 869	2 187 870	1	0,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	1 000 000	1 000 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25 522 546	13 022 546	- 12 500 000	-49,0%
	1312-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**424 298 983**	**1 694 251 951**	**1 269 952 968**	**299,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	231 088 411	287 921 380	56 832 969	24,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13 636 897	14 636 897	1 000 000	7,3%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	7 906 587	10 906 587	3 000 000	37,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	5 695 560	9 695 560	4 000 000	70,2%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	9 491 728	12 491 728	3 000 000	31,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 199 800	10 199 800	7 000 000	218,8%
-	**1312-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE**	**43 280 000**	**25 000 000**	- 18 280 000	-42,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	43 280 000	25 000 000	- 18 280 000	-42,2%
-	**1312-1-12-51-PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA CONDITION FEMININE ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE**	**10 000 000**	**8 400 000**	- 1 600 000	-16,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	8 400 000	- 1 600 000	-16,0%
-	**1312-1-12-52-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE**	**20 000 000**	**15 000 000**	- 5 000 000	-25,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20 000 000	15 000 000	- 5 000 000	-25,0%
-	**1312-1-12-53-PROGRAMME DE PROTECTION ET D'ASSISTANCE SOCIALE**	**80 000 000**	**1 300 000 000**	1 220 000 000	1525,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	80 000 000	1 300 000 000	1 220 000 000	1525,0%
	1312-2-SERVICES EXTERNES	**118 278 235**	**179 876 295**	**61 598 060**	**52,1%**
	1312-2-13-INSTITUT DU BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	**38 300 000**	**50 627 341**	**12 327 341**	**32,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	33 268 304	38 595 644	5 327 340	16,0%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 481 696	7 281 696	5 800 000	391,4%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 950 000	2 950 000	1 000 000	51,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	450 000	650 000	200 000	44,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1 000 000	1 000 000	0	0,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	150 000	150 000	0	0,0%

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1312-2-14-E.P.P.L.S	**38 106 664**	**44 985 104**	**6 878 440**	**18,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	30 760 003	33 248 443	2 488 440	8,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 048 000	3 548 000	500 000	16,4%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 860 000	2 960 000	100 000	3,5%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	500 000	4 030 000	3 530 000	706,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	100 000	100 000	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200 000	360 000	160 000	80,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	738 661	738 661	0	0,0%
	1312-2-15-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	**41 871 571**	**46 763 851**	**4 892 279**	**11,7%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	26 822 809	30 410 090	3 587 280	13,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 082 178	3 185 454	1 103 276	53,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 055 000	1 118 307	63 307	6,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 050 000	3 050 000	- 0	0,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8 000 000	8 000 000	- 0	0,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	861 584	1 000 000	138 416	16,1%
	1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	**-**	**37 500 000**	**37 500 000**	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	37 500 000	37 500 000	

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est créé et régi par le Décret du 17 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Concevoir, définir, concrétiser et évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif ;
- Promouvoir et valoriser la santé individuelle et collective et entreprendre les actions nécessaires en vue de l'épanouissement progressif de la personne humaine ;
- Créer et conserver les conditions généralement quelconques susceptibles de maintenir la santé collective ainsi que l'équilibre physique, mental et social de l'individu ;
- Mettre en place un système qui garantit la prestation de soins médico-sanitaires efficaces à tous les citoyens ;
- Participer à la réhabilitation de tous les citoyens frappés d'incapacité physique ou mentale et les aider à intégrer la vie collective ;
- Coordonner, réglementer, superviser et inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes et spécifications relatives à la construction, la restauration ou l'agrandissement des édifices destinés à fournir des services de santé ;
- Formuler, évaluer et exécuter des plans de santé ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Etablir les normes techniques sanitaires destinées à protéger la santé des citoyens contre les risques provoquées par certains développements agricoles, industriels ou urbains ;
- Enregistrer et contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé ;
- Collaborer avec les associations professionnelles du monde médical et paramédical ;
- Etablir conjointement avec les autres Ministères les normes techniques sanitaires relatives à l'hygiène publique, aux bâtiments et installations à l'usage de l'homme ;
- Participer avec les organismes intéressés à la lutte contre les épidémies, les inondations et autres calamités publiques ;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé ;
- Entretenir des relations avec les organismes étrangers et internationaux compétents dans le domaine de la santé ;
- Recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences sur la santé ;
- Participer à l'étude, à la définition et à l'exécution de la stratégie globale de la population.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Sante Publique et de la Population est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de quatre (4) Unités de Coordination, de deux (2) écoles de Formation et de dix (10) Directions Départementales;
- Deux (2) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Assurer la continuité des services de soins offerts dans les camps/zones de regroupement de la population depuis l'année 2009-2010 ;
- Faciliter l'accès aux services financiers et rechercher les modalités de financement pour les groupes vulnérables spécifiques (femmes enceintes, enfants de moins de % ans, handicapés et personnes présentant des troubles psychologiques suite au séisme);
- Augmenter la capacité des Hôpitaux Universitaires, des Hôpitaux départementaux, des Hôpitaux Communautaires de référence ;
- Renforcer les structures communautaires pour une meilleure prise en charge des patients
- Renforcer la prise en charge des maladies prioritaires (Tuberculose, Malaria, VIH/Sida, Filariose, etc.) ;
- Renforcer la gouvernance et la capacité du MSPP à exercer les fonctions essentielles de santé publique à tous les niveaux;
- Réduire le taux de mortalité materno-infantile ;
- Renforcer les mesures d'hygiène publique et d'assainissement ;
- Renforcer la capacité de réponse du MSPP en cas de désastre.

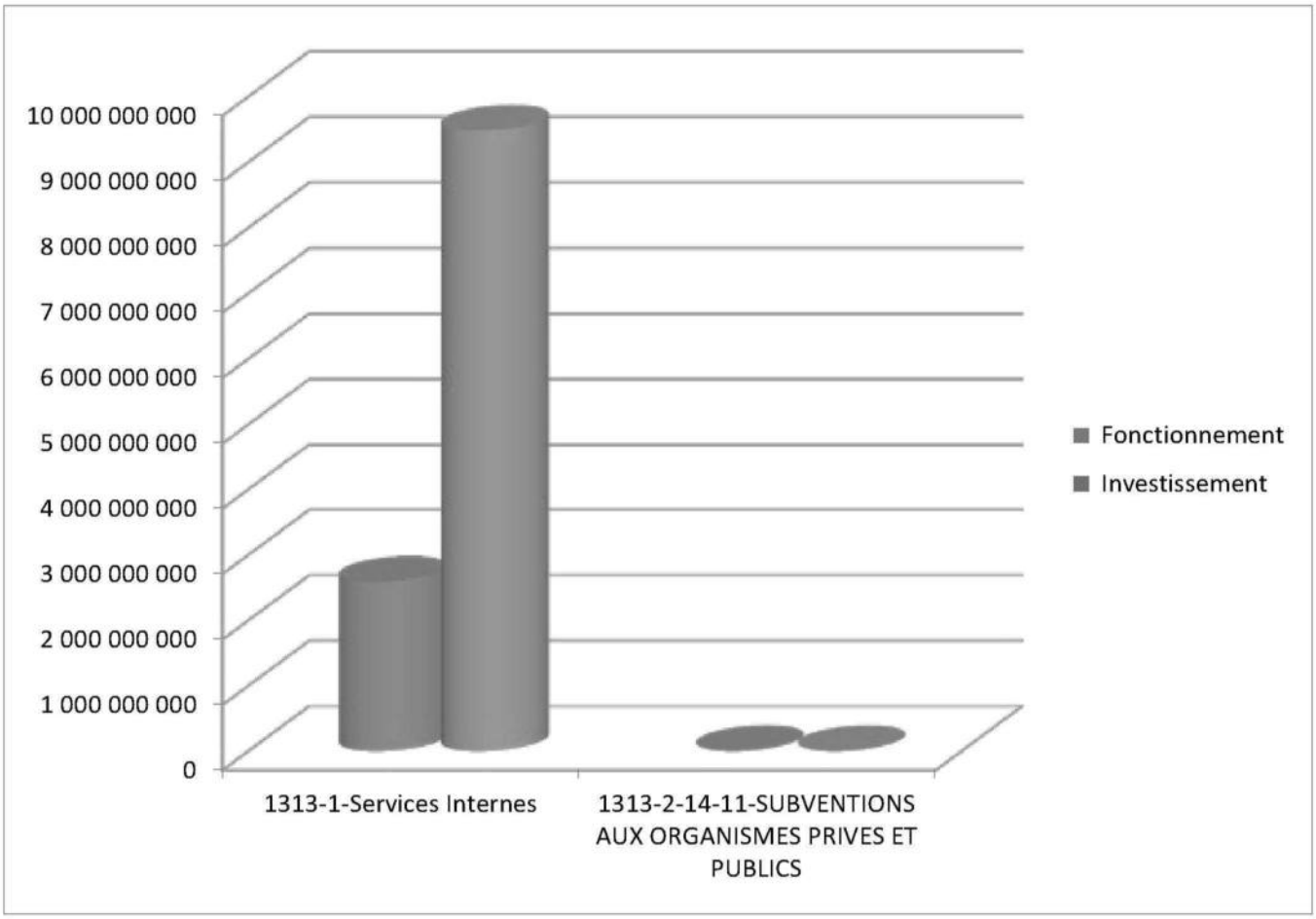
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	9161	126 224 200,00	13 778,43

1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1313-1-Services Internes	2 588 838 261	9 479 872 478	12 068 710 739	99,98%
1313-2-14-11-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	2 400 000		2 400 000	0,02%
TOTAL	2 591 238 261	9 479 872 478	12 071 110 739	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	**8 647 748 579**	**12 071 110 739**	**3 423 362 160**	**39,6%**
	1313-1-SERVICES INTERNES	**8 645 348 579**	**12 068 710 739**	**3 423 362 160**	**39,6%**
	1313-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**40 024 097**	**40 417 073**	**392 977**	**1,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	25 534 568	25 927 544	392 976	1,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 000 000	6 000 000	0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	918 530	918 530	- 0	0,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3 570 999	3 570 999	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4 000 000	4 000 000	0	0,0%
	1313-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**8 605 324 482**	**12 028 293 666**	**3 422 969 184**	**39,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	1 980 460 792	2 291 369 252	310 908 460	15,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	52 000 001	62 000 001	10 000 000	19,2%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	97 006 935	132 006 935	35 000 000	36,1%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	21 600 000	41 600 000	20 000 000	92,6%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5 445 000	5 445 000	0	0,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11 000 000	16 000 000	5 000 000	45,5%
-	**1313-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE**	**23 000 000**	**343 669 525**	320 669 525	1394,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	23 000 000	343 669 525	320 669 525	1394,2%
-	**1313-1-12-51-PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE GESTION DES DECHETS**	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
-	**1313-1-12-52-PROGRAMME D'AUGMENTATION ET DE RENFORCEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE**	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
-	**1313-1-12-53-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES INSFRASTRUCTURES SANITAIRES**	**5 654 515 235**	-	- 5 654 515 235	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5 654 515 235	-	- 5 654 515 235	-100,0%
-	**1313-1-12-54-PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES ET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE**	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
-	**1313-1-12-55-PROGRAMME DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LE CHOLERA ET AUTRES ENDEMIES**	**640 296 520**	-	- 640 296 520	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	640 296 520	-	- 640 296 520	-100,0%
-	**1313-1-12-56-PROGRAMME DE RECONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS**	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
-	**1313-1-12-57-PROGRAMME DE RENFORCEMENT ET DE MODERNISATION DU SYSTEME DE SANTE**	**60 000 000**	-	- 60 000 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	60 000 000	-	- 60 000 000	-100,0%
-	**1313-1-12-58-PROGRAMME D'AMELIORATION DE SURVIE DE L'ENFANT ET DES FILIERES DE PROTECTION SOCIALE**	**45 000 000**	-	- 45 000 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	45 000 000	-	- 45 000 000	-100,0%
-	**1313-1-12-59-PROGRAMME DE PRISE EN CHARGE DES MALADIES MENTALES**	**15 000 000**	-	- 15 000 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15 000 000	-	- 15 000 000	-100,0%
-	**1313-1-12-60-PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES CENTRES HOSPITALIERS UNIVERSITAIRES (CHU) ET LES CENTRES SPECIALISES DANS 3 GRANDES VILLES DU PAYS**	-	**1 310 866 667**	1 310 866 667	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	1 310 866 667	1 310 866 667	

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation
-	**1313-1-12-61-PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'HOPITAUX DE REFERENCE (HD) DANS LES POLES REGIONAUX DE DEVELOPPEMENT**	-	**1 949 929 664**	1 949 929 664
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	1 949 929 664	1 949 929 664
-	**1313-1-12-62-PROGRAMME DE MISE EN PLACE D'HOPITAUX COMMUNAUTAIRES DE REFERENCE (HCR) DANS LES POLES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT (chef lieu d'Arrondissement)**	-	**1 587 740 000**	1 587 740 000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	1 587 740 000	1 587 740 000
-	**1313-1-12-63-PROGRAMME DE MISE EN PLACE DE CENTRES DE SANTE AVEC LITS (CAL) DANS LES COMMUNES DE CHAQUE ARRONDISSEMENT**	-	**65 000 000**	65 000 000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	65 000 000	65 000 000
-	**1313-1-12-64-PROGRAMME DE MISE EN PLACE DE CENTRES DE SANTE SANS LITS (CSL) DANS LES SECTIONS COMMUNALES DE CHAQUE ARRONDISSEMENT**	-	**54 000 000**	54 000 000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	54 000 000	54 000 000
-	**1313-1-12-65-PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES ENDEMIQUES ET LES EPIDEMIES**	-	**2 341 548 866**	2 341 548 866
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	2 341 548 866	2 341 548 866
-	**1313-1-12-66-PROGRAMMES PRIORITAIRES EN SANTE**	-	**679 698 108**	679 698 108
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	679 698 108	679 698 108
-	**1313-1-12-67-PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT EN MATERIELS ET EQUIPEMENTS MEDICAUX POUR DES INSTITUTIONS DE SANTE**	-	**230 400 000**	230 400 000
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	230 400 000	230 400 000
-	**1313-1-12-68-PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT DES INSTITUTIONS SANITAIRES EN INTRANTS ET EN MEDICAMENTS.**	-	**917 019 648**	917 019 648
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	917 019 648	917 019 648
	1313-2-SERVICES EXTERNES	**2 400 000**	**2 400 000**	**-**
	1313-2-1411-CROIX ROUGE HAITIENNE	**2 400 000**	**2 400 000**	**-**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC,	2 400 000	2 400 000	-

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

1314.- MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est créé et régi par le Décret du 14 août 1995. Ses principales mission et attributions sont :

- Définir la politique sectorielle du Ministère;
- Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
- Présenter et défendre par devant la chambre législative, les projets de loi du Pouvoir Exécutif ;
- Veiller à l'exécution des actes que le MCFDF signe et contresigne ;
- Préparer et présenter au Conseil des Ministres les rapports sur sa gestion ;
- Elaborer et présenter aux Institutions compétentes les avant-projets de budget de son Ministère ;
- Exercer son pouvoir de tutelle et de contrôle conformément aux lois en vigueur ;
- Passer au nom de l'Etat des Contrats Administratifs relatifs à son domaine d'activités ;
- Signer des contrats de marchés publics conformément à la législation en vigueur ;
- Connaitre et résoudre les conflits au sein du Ministère.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Concevoir, développer et contribuer à la mise en application de la politique d'égalité des sexes ;
- Contribuer à l'allégement de la pauvreté féminine ;
- Promouvoir l'accès des femmes aux métiers non traditionnels ;
- Promouvoir la participation des femmes aux espaces de décision ;
- Renforcer la sécurité et la protection sociale des femmes ;
- Promouvoir et renforcer les droits des femmes.

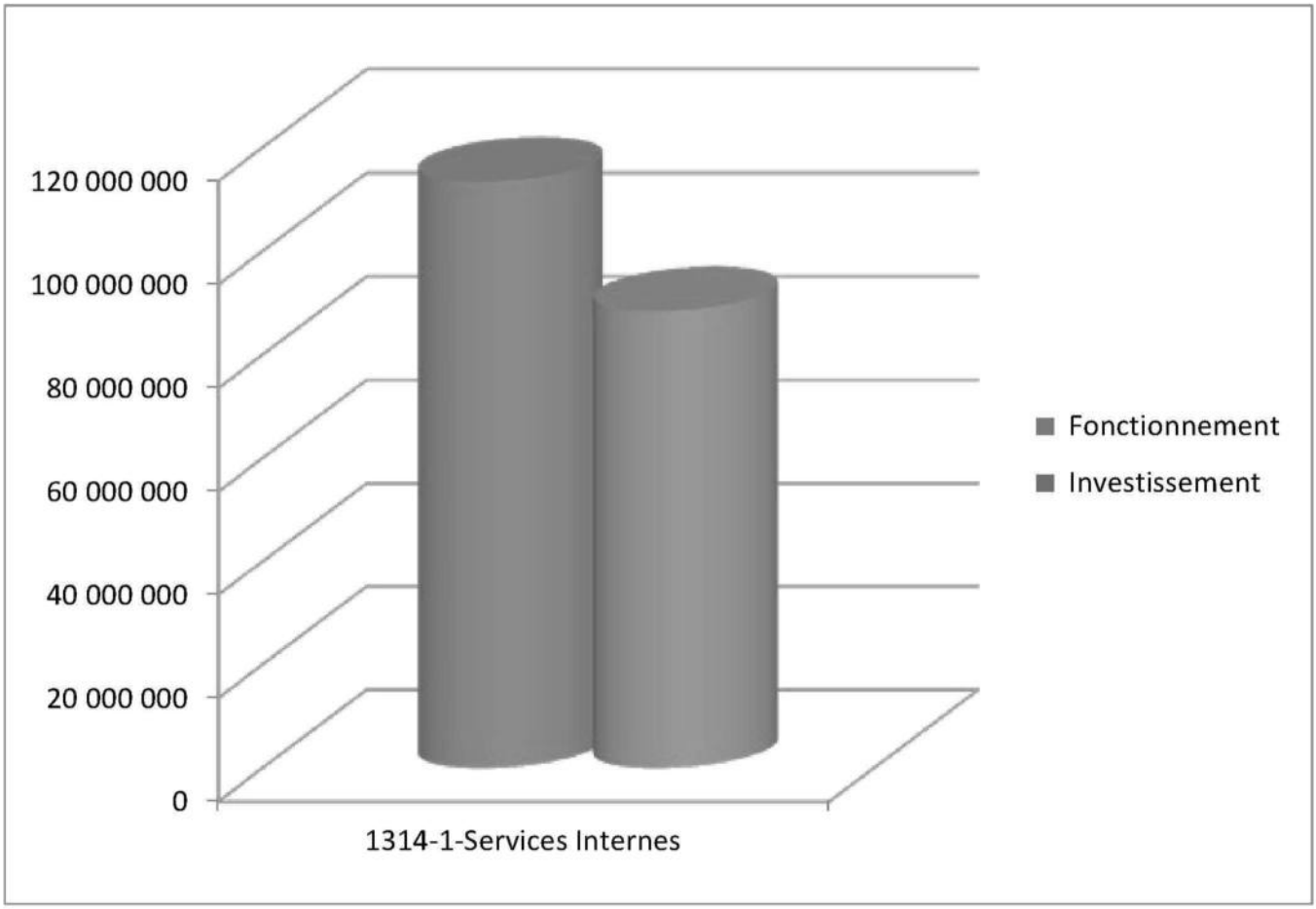
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	170	4 596 625,00	27 038,97

1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1314-1-Services Internes	113 386 938	88 376 750	201 763 688	100,00%
TOTAL	113 386 938	88 376 750	201 763 688	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DES FEMMES	**1 681 836 060**	**201 763 688**	**(1 480 072 372)**	**-88,0%**
	1314-1-SERVICES INTERNES	**1 681 836 060**	**201 763 688**	**(1 480 072 372)**	**-88,0%**
	1314-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**25 627 606**	**34 550 109**	**8 922 503**	**34,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	24 069 021	29 454 917	5 385 896	22,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	500 002	1 300 000	799 998	160,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	558 583	895 192	336 609	60,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	2 000 000	2 000 000	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	200 000	200 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	700 000	200 000	40,0%
	1314-1-12-DIRECTION GENERALE	**1 656 208 454**	**167 213 579**	**(1 488 994 874)**	**-89,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	55 882 735	66 941 579	11 058 844	19,8%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 941 886	5 282 893	1 341 007	34,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 563 777	4 463 776	899 999	25,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	310 000	1 275 275	965 275	311,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	200 000	200 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	173 306	673 307	500 001	288,5%
	1314-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**946 500 000**	**5 000 000**	- 941 500 000	-99,5%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	946 500 000	5 000 000	- 941 500 000	-99,5%
	1314-1-12-52-PROGRAMME D'AUTONOMISATION ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES	**55 376 750**	**48 376 750**	- 7 000 000	-12,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	55 376 750	48 376 750	- 7 000 000	-12,6%
	1314-1-12-53-PROGRAMME DE CONCEPTION DEVELOPPEMENT ET MISE EN OEUVRE D'UNE POLITIQUE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES PAR L'APPROCHE GENRE	**556 000 000**	**6 000 000**	- 550 000 000	-98,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	556 000 000	6 000 000	- 550 000 000	-98,9%
	1314-1-12-54-PROGRAMME DE SENSIBILISATION ET D'EDUCATION DE LA POPULATION	**28 460 000**	**4 000 000**	- 24 460 000	-85,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	28 460 000	4 000 000	- 24 460 000	-85,9%
	1314-1-12-55- PROGRAMME D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SPECIFIQUE	**6 000 000**	**25 000 000**	19 000 000	316,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6 000 000	25 000 000	19 000 000	316,7%

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

1315.- MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Cadre légal : Non disponible Les principales mission et attributions du MJSAC sont :

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport, de jeunesse et de civisme et mettre en oeuvre cette politique ;
- Développer, coordonner et superviser les activités physiques et sportives ;
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux ;
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse ;
- Promouvoir et participer à la formation des cadres sportifs.

b) Structure organisationnelle

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Améliorer le cadre managérial et le pilotage du secteur jeunesse, sport et action civique;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie par la pratique des activités physiques et sportives ainsi que des loisirs ;
- Etendre et diversifier l'offre de services en matière de jeunesse, de sport et de civisme ;
- Renforcer et encourager la vie associative chez les jeunes ;
- Promouvoir l'insertion socio-économique des jeunes;
- Mettre en place des projets de réhabilitation et de construction d'espaces de sociabilité sportive adaptés et mieux répartis sur le territoire.

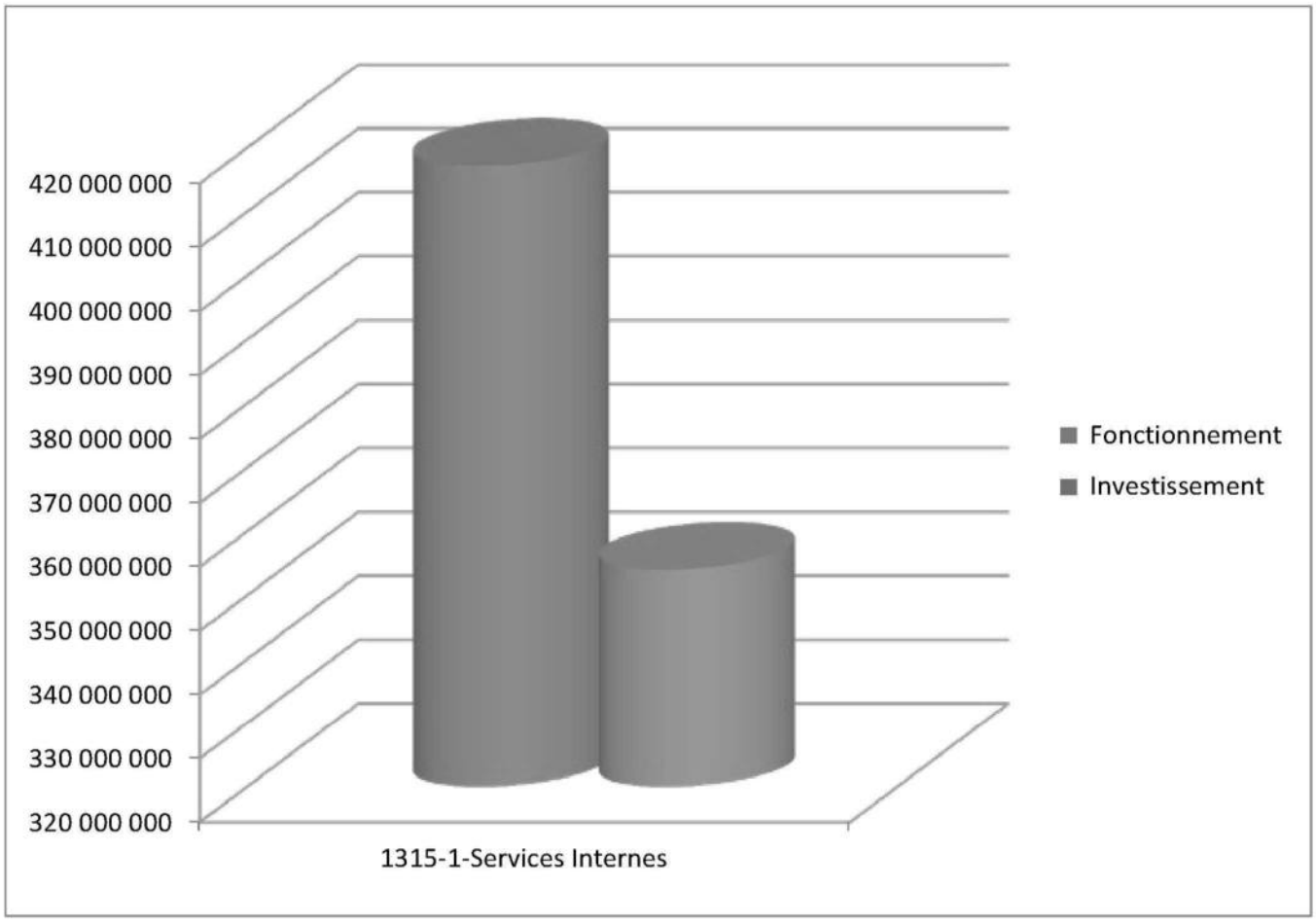
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	468	11 197 800,00	23 926,92

1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1315-1-Services Internes	417 164 769	354 000 000	771 164 769	100,00%
TOTAL	417 164 769	354 000 000	771 164 769	100,00%

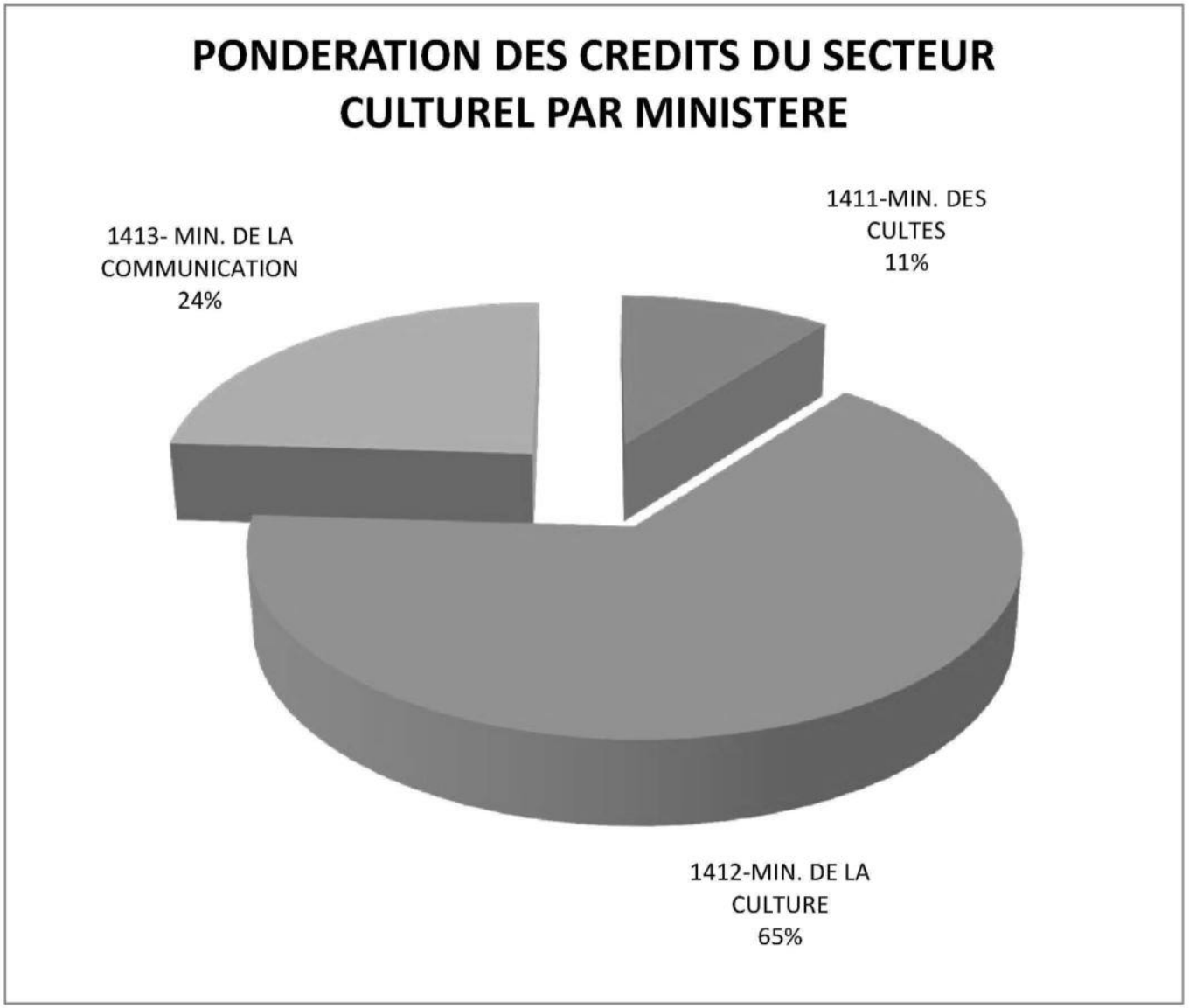


ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE	**942 913 923**	**771 164 769**	**(171 749 154)**	**-18,2%**
	1315-1-SERVICES INTERNES	**942 913 923**	**771 164 769**	**(171 749 154)**	**-18,2%**
	1315-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**57 490 963**	**73 359 309**	**15 868 346**	**27,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	39 544 437	49 412 782	9 868 344	25,0%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 969 328	12 969 329	6 000 000	86,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	870 946	870 946	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	275 822	275 822	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2 752 187	2 752 188	1	0,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7 078 242	7 078 242	-	
	1315-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**885 422 960**	**697 805 460**	**(187 617 500)**	**-21,2%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	174 703 353	201 585 853	26 882 500	15,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	35 496 807	48 796 807	13 300 000	37,5%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	26 129 054	40 829 053	14 700 000	56,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	15 124 178	16 624 178	1 500 000	9,9%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7 547 812	7 547 812	0	0,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	32 421 758	28 421 758	- 4 000 000	-12,3%
	1315-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**24 000 000**	**19 200 000**	- 4 800 000	-20,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24 000 000	19 200 000	- 4 800 000	-20,0%
	1315-1-12-51-PROGRAMME DE PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE DEVELOPPEMENT DU SPORT	**141 000 000**	**224 300 000**	83 300 000	59,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	141 000 000	224 300 000	83 300 000	59,1%
	1315-1-12-52-PROGRAMME DE PROMOTION DU CIVISME	**19 000 000**	**8 500 000**	- 10 500 000	-55,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	19 000 000	8 500 000	- 10 500 000	-55,3%
	1315-1-12-53-PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES ET SOCIO-SPORTIFS ET PROMOTION DU CIVISME	**410 000 000**	**102 000 000**	- 308 000 000	-75,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	410 000 000	102 000 000	- 308 000 000	-75,1%

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-MIN. DES CULTES	109 023 406	0	109 023 406	8,86%
1412-MIN. DE LA CULTURE	679 149 451	177 500 000	856 649 451	69,61%
1413- MIN. DE LA COMMUNICATION	248 886 645	16 000 000	264 886 645	21,53%
TOTAL	1 037 059 503	193 500 000	1 230 559 503	100,00%



PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DES CULTES

1411.- MINISTERE DES CULTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère des Cultes est créé et régi par le Décret du 5 août 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers Cultes Religieux ;
- Veiller aussi à l'exécution des conventions, des concordats ou des accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Recenser et enregistrer les divers cultes, sectes, confessions, missions religieuses et Eglises établis dans le pays ;
- Visiter régulièrement les églises, les temples...etc et faire un relevé de leurs oeuvres sociales et éducatives, en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays ;
- Recevoir les plaintes et les réclamations des Responsables des différents Cultes ;
- Mener des enquêtes et veiller à l'exécution des décisions prises ;

b) Structure organisationnelle

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Encourager très fortement, par des mécanismes appropriés, toutes les initiatives visant au regroupement des Églises en vue d'un meilleur encadrement de la part du Ministère des Cultes ;
- Contribuer à maintenir une culture de tolérance, de paix et d'harmonie entre les diverses confessions.

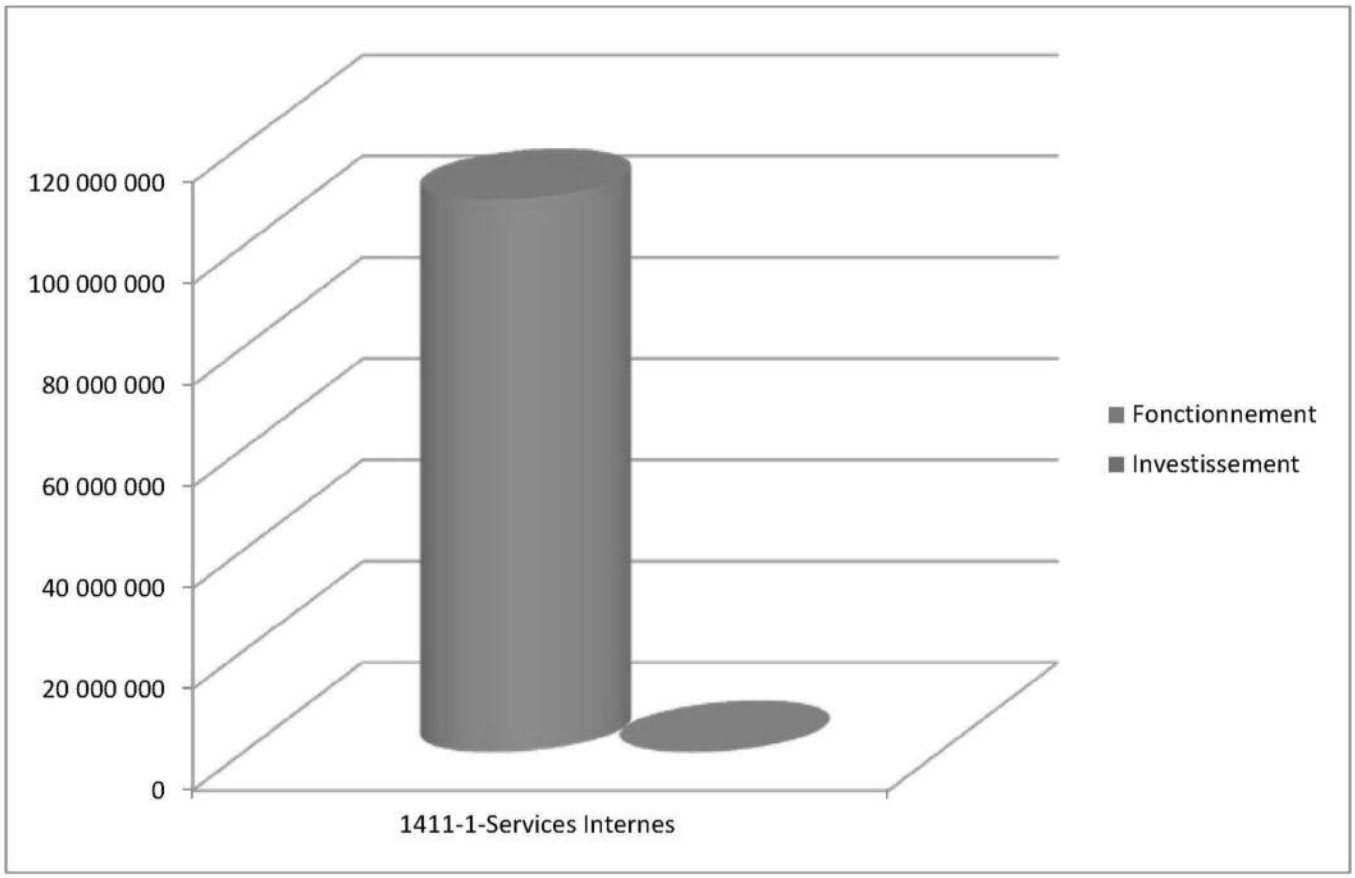
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	149	2 957 900,00	19 851,68

1411-MINISTERE DES CULTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-1-Services Internes	109 023 406		109 023 406	100,00%
TOTAL	109 023 406		109 023 406	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	SECTEUR CULTUREL	**1 394 838 332**	**1 230 559 503**	**(164 278 829)**	**-11,8%**
	1411-MINISTERE DES CULTES	**95 934 666**	**109 023 406**	**13 088 740**	**13,6%**
	1411-1-SERVICES INTERNES	**95 934 666**	**109 023 406**	**13 088 740**	**13,6%**
	1411-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**95 934 666**	**109 023 406**	**13 088 740**	**13,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	38 047 455	47 636 195	9 588 740	25,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 160 508	2 660 508	500 000	23,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	637 969	2 637 969	2 000 000	313,5%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	0	1 000 000	1 000 000	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	54 900 000	54 900 000	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	188 734	188 734	1	0,0%

PRESENTATION ET CREDITS DU MINISTERE DE LA CULTURE

1412.- MINISTERE DE LA CULTURE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Ministère de la Culture est régi et créé par l'Arrêté du 16 mars 2004. Ses principales mission et attributions sont :

- Sauvegarder, conserver et Promouvoir la Culture Nationale ;
- Préserver et conserver les traditions culturelles, les documents, oeuvres et monuments qui constituent le patrimoine national ;
- Stimuler et encourager la création et la production artistique ;
- Promouvoir et diffuser la culture nationale ;
- Participer à l'éducation civique du peuple haïtien ;
- Défendre l'environnement culturel contre tout ce qui tendrait à le défigurer;
- Encadrer les créateurs dans la défense de leurs droits d'auteur ;
- Représenter l'Etat dans toutes activités et négociations dans les domaines relatifs à la Culture ;

b) Structure Organisationnelle

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure hiérarchisée placée sous l'autorité d'un Ministre auquel peuvent être adjoints un ou des Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales;
- Douze (12) Services Externes.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Améliorer la gouvernance du secteur culturel;
- Réhabiliter, aménager et construire des infrastructures culturelles de base ;
- Mettre en valeur les ressources culturelles comme vecteurs de création de richesses et d'opportunités d'emplois, notamment à travers le développement des entreprises culturelles ;
- Favoriser le développement d'entreprises culturelles ;
- Conserver, développer et valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel ;
- Favoriser le développement des arts et de la littérature.

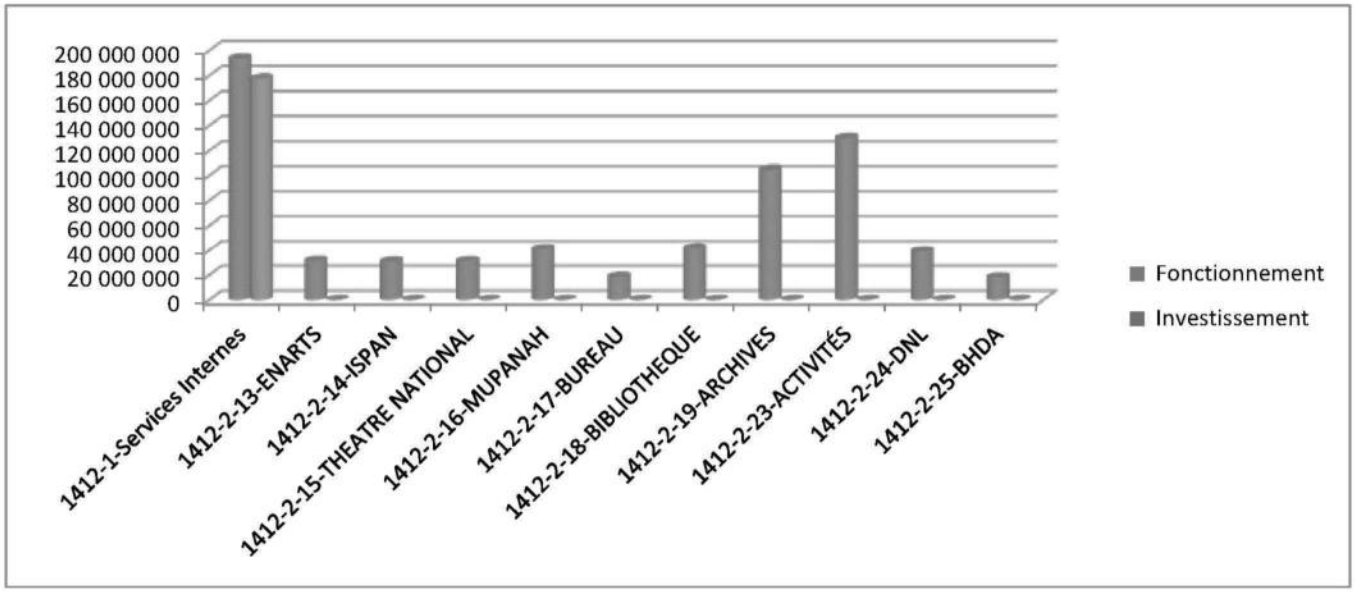
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	176	4 602 100,00	26 148,30
ENARTS	78	1 343 900,00	17 229,49
ISPAN	36	880 900,00	24 469,44
TH NL	111	1 579 800,00	14 232,43
MUPANAH	43	829 900,00	19 300,00
BNE	29	638 900,00	22 031,03
B NLE	82	1 266 900,00	15 450,00
AR NLE	206	5 130 400,00	24 904,85
DNL	37	674 900,00	18 240,54
BHDA			

1412-MINISTERE DE LA CULTURE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION			TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1412-1-Services Internes	193 425 516	177 500 000	370 925 516	43,3%
1412-2-13-ENARTS	31 275 624		31 275 624	3,7%
1412-2-14-ISPAN	30 708 480		30 708 480	3,6%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	30 986 332		30 986 332	3,6%
1412-2-16-MUPANAH	40 898 260		40 898 260	4,8%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	18 517 186		18 517 186	2,2%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	41 557 000		41 557 000	4,9%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	104 762 443		104 762 443	12,2%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	130 000 000		130 000 000	15,2%
1412-2-24-DNL	39 019 378		39 019 378	4,6%
1412-2-25-BHDA	17 999 232		17 999 232	2,1%
TOTAL	679 149 451	177 500 000	856 649 451	100,0%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1412-MINISTERE DE LA CULTURE	**1 164 356 302**	**856 649 451**	**(307 706 851)**	**-26,4%**
	1412-1-SERVICES INTERNES	**689 306 156**	**370 925 516**	**(318 380 640)**	**-46,2%**
	1412-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**57 589 317**	**73 378 437**	**15 789 119**	**27,4%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	32 761 191	27 683 251	- 5 077 940	-15,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9 978 431	11 845 490	1 867 060	18,7%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 545 720	9 545 720	8 000 000	517,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 005 575	5 005 575	2 000 000	66,5%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7 098 401	16 098 401	9 000 000	126,8%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3 200 000	3 200 000	- 0	0,0%
	1412-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**631 716 839**	**297 547 079**	**(334 169 759)**	**-52,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	62 634 043	69 703 283	7 069 240	11,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4 788 914	12 872 214	8 083 300	168,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	5 309 999	15 360 868	10 050 869	189,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 548 790	9 465 490	5 916 700	166,7%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	4 645 224	7 645 224	3 000 000	64,6%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	21 050 869	5 000 000	- 16 050 869	-76,2%
	1412-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**40 000 000**	**24 000 000**	- 16 000 000	-40,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	40 000 000	24 000 000	- 16 000 000	-40,0%
	1412-1-12-51-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT CULTUREL, DE LOISIRS ET DE COMMUNICATION	**489 739 000**	**153 500 000**	- 336 239 000	-68,7%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	489 739 000	153 500 000	- 336 239 000	-68,7%
	1412-2-SERVICES EXTERNES	**475 050 146**	**485 723 935**	**10 673 789**	**2,2%**
	1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	**24 815 284**	**31 275 624**	**6 460 340**	**26,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	22 125 181	24 760 521	2 635 340	11,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	963 000	1 863 000	900 000	93,5%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 277 103	1 977 103	700 000	54,8%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	450 000	2 450 000	2 000 000	444,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	25 000	25 000	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	100 000	100 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	100 000	100 000	

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	**20 006 140**	**30 708 480**	**10 702 340**	**53,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	17 848 232	22 580 599	4 732 367	26,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	599 333	1 849 333	1 250 000	208,6%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	558 575	1 278 548	719 973	128,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 000 000	5 000 000	4 000 000	400,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1412-2-15-THEATRE NATIONAL	**26 189 176**	**30 986 332**	**4 797 156**	**18,3%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	21 831 945	28 268 756	6 436 811	29,5%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 393 055	694 000	- 699 055	-50,2%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 275 000	1 423 576	148 576	11,7%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 000 000	-	- 1 000 000	-100,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	689 176	600 000	- 89 176	-12,9%
	1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	**16 195 508**	**40 898 260**	**24 702 752**	**152,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	11 895 508	16 587 768	4 692 260	39,4%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 150 000	15 300 000	13 150 000	611,6%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 150 000	3 500 000	2 350 000	204,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 000 000	5 210 492	4 210 492	421,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	300 000	300 000	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	**15 739 246**	**18 517 186**	**2 777 940**	**17,6%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	11 510 075	14 025 720	2 515 645	21,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 041 467	1 041 467	- 0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	587 704	850 000	262 296	44,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	200 000	200 000	- 0	0,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2 400 000	2 400 000	-	

ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	**31 700 000**	**41 557 000**	**9 857 000**	**31,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	18 200 685	27 612 800	9 412 114	51,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 575 314	5 785 200	- 790 114	-12,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 194 000	4 704 000	1 510 000	47,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 850 000	1 655 000	- 1 195 000	-41,9%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	264 249	180 000	- 84 249	-31,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	615 751	1 620 000	1 004 249	163,1%
	1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	**172 130 663**	**104 762 443**	**(67 368 220)**	**-39,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	75 803 413	91 783 193	15 979 780	21,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12 099 003	5 838 250	- 6 260 753	-51,7%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3 340 980	4 141 000	800 020	23,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 887 267	3 000 000	112 733	3,9%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1412-2-19-50-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT CULTUREL, DE LOISIRS ET DE COMMUNICATION	**78 000 000**	**-**	- 78 000 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	78 000 000	-	- 78 000 000	-100,0%
	1412-2-23-ACTIVITES CULTURELLES	**130 000 000**	**130 000 000**	**-**	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	130 000 000	130 000 000	-	
	1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	**26 247 898**	**39 019 378**	**12 771 480**	**48,7%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	26 247 898	39 019 378	12 771 480	48,7%
	1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	**12 026 232**	**17 999 232**	**5 973 000**	**49,7%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	12 026 232	17 999 232	5 973 000	49,7%

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

1413.- MINISTERE DE LA COMMUNICATION

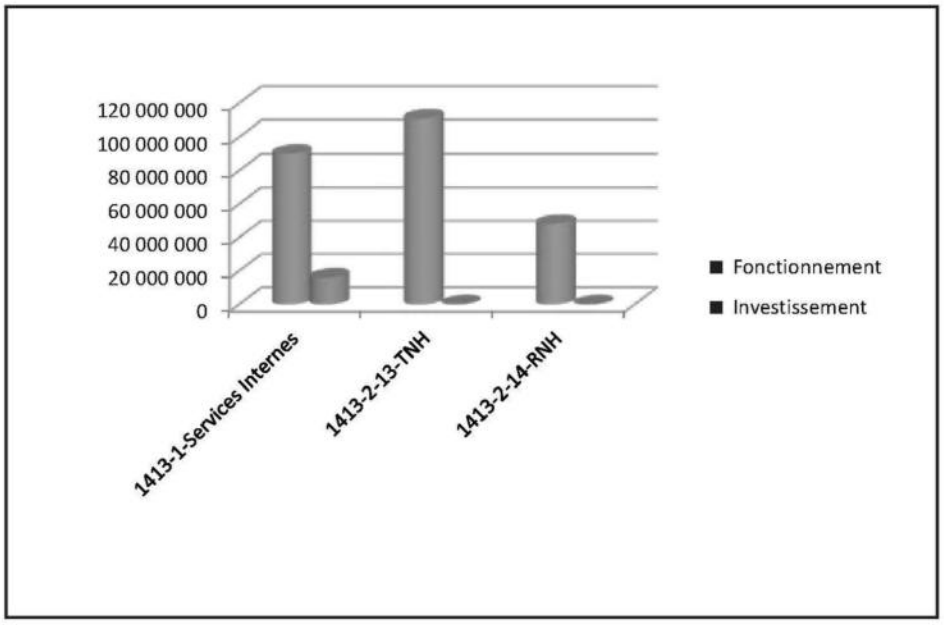
Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes			
TNH	245	4 608 600,00	18 810,61
RNH	93	1 777 400,00	19 111,83

1413-MINISTERE DE LA COMMUNICATION
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1413-1-Services Internes	90 000 000	16 000 000	106 000 000	40,02%
1413-2-13-TNH	110 699 562		110 699 562	41,79%
1413-2-14-RNH	48 187 083		48 187 083	18,19%
TOTAL	248 886 645	16 000 000	264 886 645	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1413 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	**134 547 363**	**264 886 645**	**130 339 282**	**96,9%**
	1413-1-SERVICES INTERNES	**-**	**106 000 000**	**106 000 000**	
	1413-1-11-BUREAU DU MINISTRE	**-**	**29 777 000**	**29 777 000**	
1	DEPENSES DE PERSONNEL	-	15 777 000	15 777 000	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	4 200 000	4 200 000	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIEL	-	-	-	
4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	-	-	
5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	
7	SUBVENTIONS, QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS, ALLOCATIONS, INDEMNISATIONS	-	2 400 000	2 400 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	7 400 000	7 400 000	
	1413-1-12-DIRECTION GENERALE DES SERVICES INTERNES	**-**	**60 223 000**	**60 223 000**	
1	DEPENSES DE PERSONNEL	-	26 704 800	26 704 800	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	7 979 200	7 979 200	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIEL	-	17 200 000	17 200 000	
4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-	8 339 000	8 339 000	
5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	
7	SUBVENTIONS, QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS,	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	1413-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**-**	**16 000 000**	16 000 000	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	16 000 000	16 000 000	

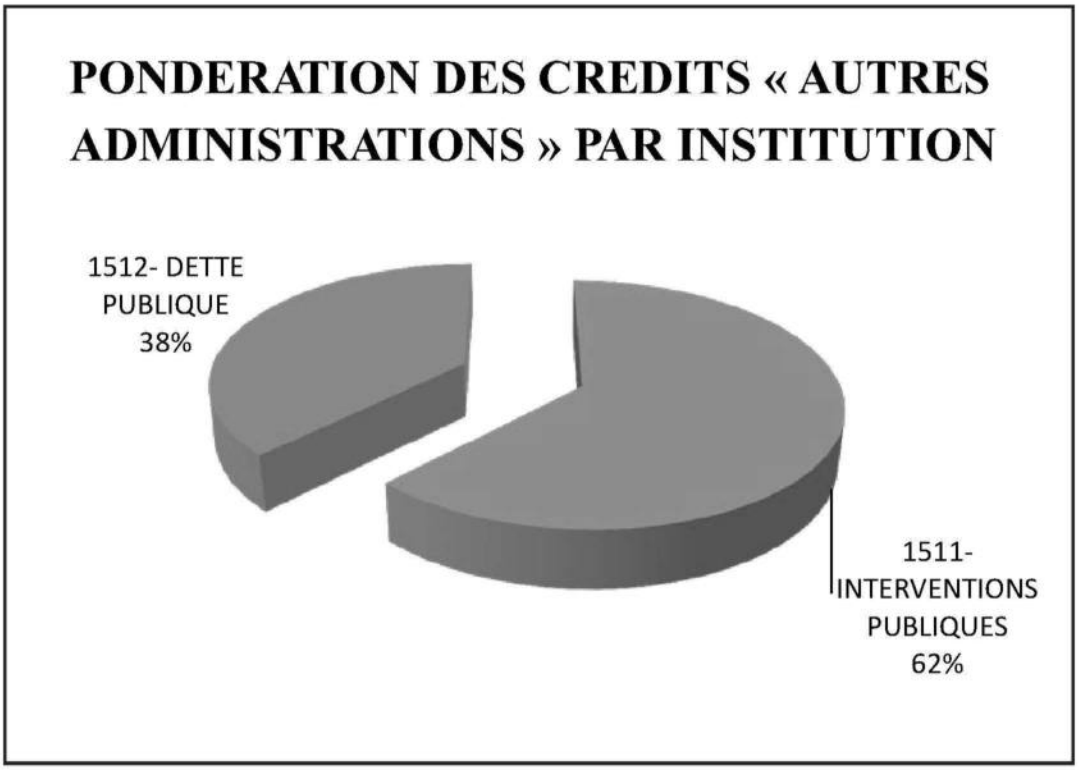
ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1413-2-SERVICES EXTERNES	**134 547 363**	**158 886 645**	**24 339 282**	**18,1%**
	1413-2-13-TELEVISION NATIONALE D HAITI	**94 655 041**	**110 699 562**	**16 044 521**	**17,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	77 147 749	87 888 268	10 740 520	13,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3 615 253	4 590 254	975 001	27,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIEL	11 163 467	14 881 067	3 717 600	33,3%
4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 887 500	1 987 480	99 980	5,3%
5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	
7	SUBVENTIONS, QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS,	150 000	200 000	50 000	33,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	691 073	1 152 493	461 420	66,8%
	1413-2-14-RADIO NATIONALE D'HAITI	**39 892 322**	**48 187 083**	**8 294 761**	**20,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	32 286 627	37 656 500	5 369 873	16,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 388 176	2 242 582	- 145 594	-6,1%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIEL	3 885 144	5 820 000	1 934 856	49,8%
4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 332 374	2 468 000	1 135 626	85,2%
5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	
7	SUBVENTIONS, QUOTES - PARTS ET CONTRIBUTIONS,	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	

POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR «AUTRES ADMINISTRATIONS»
EN GOURDES

EXERCICE 2012-2013

	Montant	%
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	5 359 819 734	62,34%
1512- DETTE PUBLIQUE	3 237 507 824	37,66%
TOTAL	8 597 327 558	100%

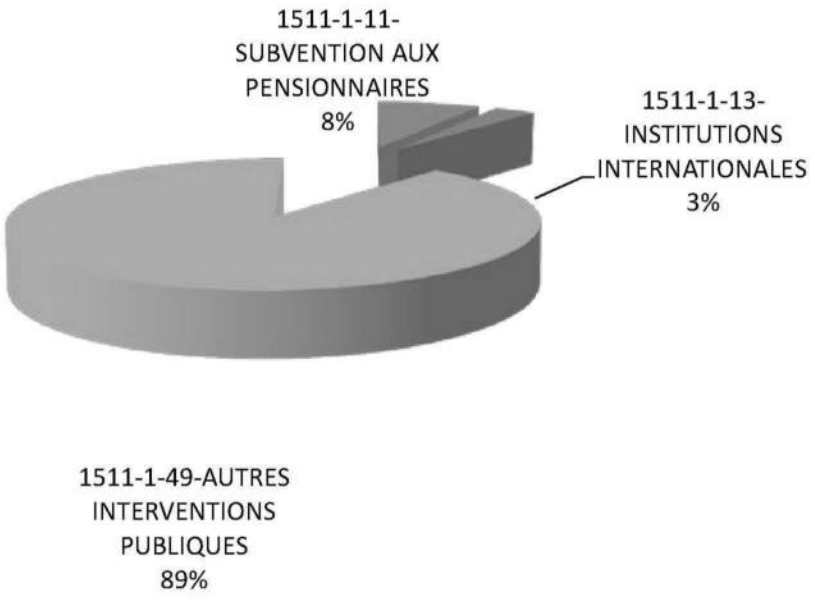


INTERVENTIONS PUBLIQUES

1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	Montant	%
1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	415 259 273	7,7%
1511-1-13- INSTITUTIONS INTERNATIONALES	167 432 076	3,1%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	4 777 128 385	89,1%
TOTAL	5 359 819 734	100%

PONDERATION DES CREDITS DES INTERVENTIONS PUBLIQUES PAR SECTION

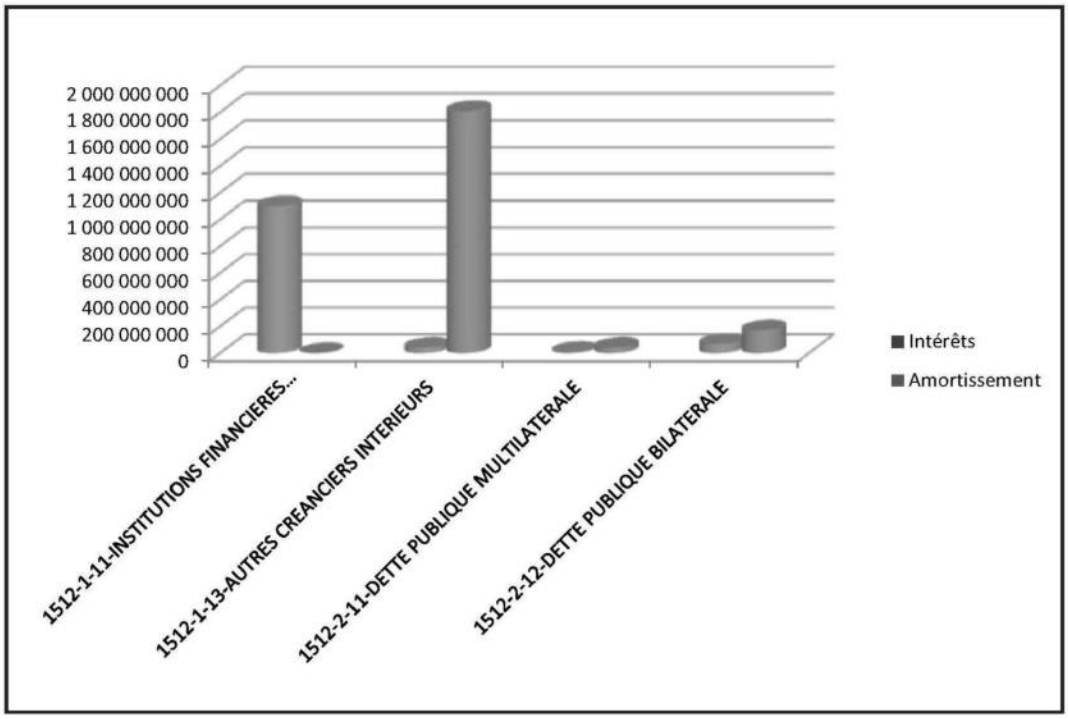


ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	AUTRES ADMINISTRATIONS	**10 096 189 623**	**8 597 327 558**	**(1 498 862 064)**	**-14,8%**
	1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	**5 806 518 221**	**5 359 819 734**	**(446 698 487)**	**-7,7%**
	1511-1-11-SUBVENTION AUX FONDS DE PENSION	**415 259 273**	**415 259 273**	**-**	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	415 259 273	415 259 273	-	
	1511-1-13-AUTRES INSTITUTIONS	**167 432 076**	**167 432 076**	**(0)**	**0,0%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	167 432 076	167 432 076	- 0	0,0%
	1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	**5 223 826 872**	**4 777 128 385**	**(446 698 487)**	**-8,6%**
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	20 000 000	19 301 513	- 698 487	-3,5%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	60 000 000	-	- 60 000 000	-100,0%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3 623 476 080	3 626 000 000	2 523 920	0,1%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1 520 350 792	1 131 826 872	- 388 523 920	-25,6%

DETTE PUBLIQUE

1512- DETTE PUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Intérêts	Amortissement	Montant	%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1 100 000 000		1 100 000 000	33,98%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	40 000 000	1 809 695 982	1 849 695 982	57,13%
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	9 351 271	40 474 431	49 825 702	1,54%
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	67 918 110	170 068 030	237 986 140	7,35%
TOTAL	1 217 269 381	2 020 238 443	3 237 507 824	100,00%

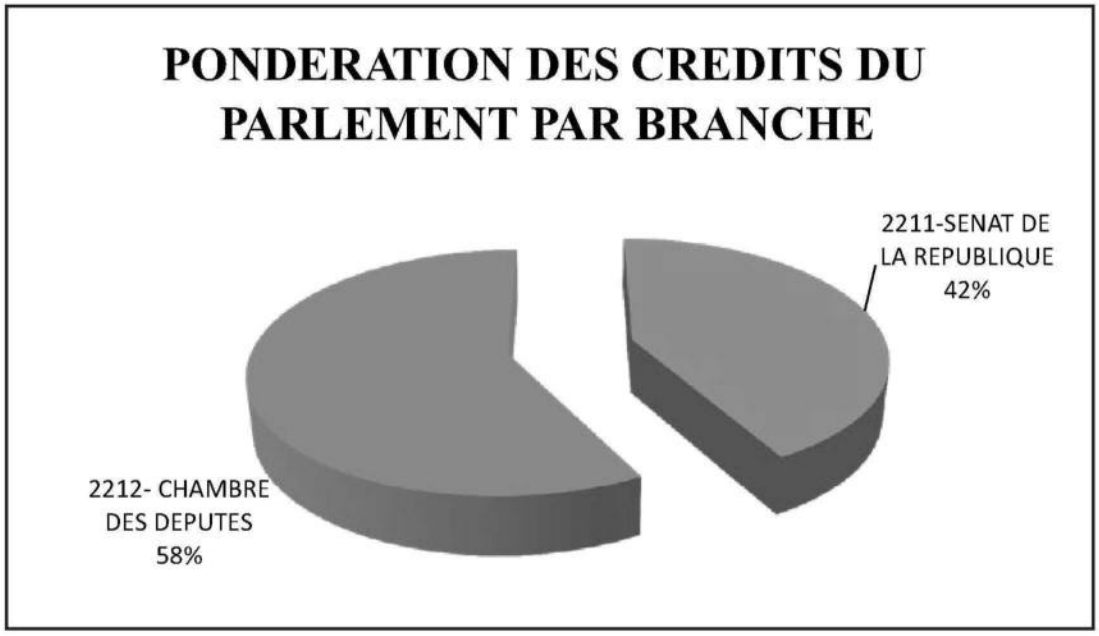


ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	1512-DETTE PUBLIQUE	**4 289 671 402**	**3 237 507 824**	**(1 052 163 577)**	**-24,5%**
	1512-1-DETTE INTERNE	**4 200 429 402**	**2 949 695 982**	**(1 250 733 419)**	**-29,8%**
	1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	**1 100 000 000**	**1 100 000 000**	**-**	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1 100 000 000	1 100 000 000	-	
	1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	**-**	**-**	**-**	
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	-	-	-	
	1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES	**3 100 429 401**	**1 849 695 982**	**(1 250 733 419)**	**-40,3%**
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	65 350 410	40 000 000	- 25 350 410	-38,8%
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	3 035 078 991	1 809 695 982	- 1 225 383 009	-40,4%
	1512-2-DETTE EXTERNE	**89 242 000**	**287 811 842**	**198 569 842**	**222,5%**
	1512-2-11-DETTE MULTILATERALE	**82 942 000**	**49 825 702**	**(33 116 298)**	**-39,9%**
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	16 926 440	9 351 271	- 7 575 169	-44,8%
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	66 015 560	40 474 431	- 25 541 129	-38,7%
	1512-2-12-DETTE BILATERALE	**6 300 000**	**237 986 140**	**231 686 140**	**3677,6%**
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 300 000	67 918 110	61 618 110	978,1%
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	-	170 068 030	170 068 030	
	1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES	**-**	**-**	**-**	
8	AMORTISSEMENT DE LA DETTE	-	-	-	

CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR LEGISLATIF

POUVOIR LEGISLATIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR CHAMBRE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

CHAMBRE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 009 418 247	50 000 000	1 059 418 247	42,05%
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	1 445 066 522	15 000 000	1 460 066 522	57,95%
TOTAL	2 454 484 769	65 000 000	2 519 484 769	100%



PRESENTATION ET CREDITS DU SENAT DE LA REPUBLIQUE

2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Sénat de la République est régi par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle de la chambre des Députés, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Sénateurs et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national;
- Accomplir des missions d'information ou d'enquête auprès des Ministères, des Organismes et Entreprises Publiques Autonomes et déconcentrés de l'Etat, des Collectivités Territoriales et toutes autres institutions utilisant des fonds publics;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la constitution;
- Approuver ou rejeter le choix du chef de l'Etat de personnalités désignées aux fonctions prévues à cet effet par la Constitution:
- Commandant en chef de l'Armée, Commandant en chef de la Police Nationale, membre de Conseil d'Administration d'Entreprises Publiques ou d'organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés et Ambassadeur d'Haïti;
- Participer au processus de désignation des membres du Conseil Electoral Permanent et du Protecteur du Citoyen;
- Soumettre au Chef de l'Etat une liste de trois (3) candidats par siège à pouvoir à la Cour de Cassation;
- Elire les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet;
- Inscrire les Sénateurs et valider leur pouvoir;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Etrangers.

b) Structure organisationnelle

Le Sénat de la République a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Sénateurs assisté d'une Questure, d'un Secrétariat Général et de deux (2) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Contribuer à doter le pays d'un cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions du Sénat pour un contrôle plus efficace de l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement du Sénat.

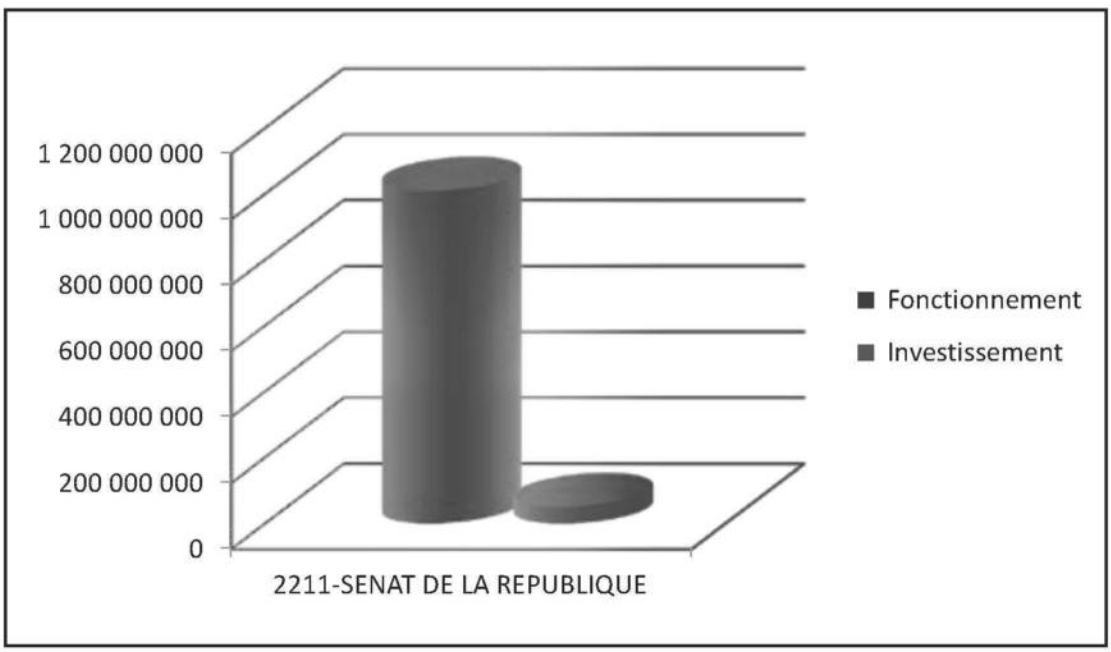
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	698	16 672 000,00	23 885,39

2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	1 009 418 247	50 000 000	1 059 418 247	100,00%
TOTAL	1 009 418 247	50 000 000	1 059 418 247	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	POUVOIR LEGISLATIF	**2 435 293 864**	**2 519 484 769**	**84 190 906**	**3,5%**
	2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	**995 836 107**	**1 059 418 247**	**63 582 140**	**6,4%**
	2211-1-SERVICES INTERNES	**995 836 107**	**1 059 418 247**	**63 582 140**	**6,4%**
	2211-1-11-ASSEMBLEE DES SENATEURS	**995 836 107**	**1 059 418 247**	**63 582 140**	**6,4%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	598 138 931	440 734 247	- 157 404 684	-26,3%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	104 130 327	254 533 334	150 403 007	144,4%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	55 650 000	91 750 666	36 100 666	64,9%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	18 360 000	41 900 000	23 540 000	128,2%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	500 000	500 000	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	102 656 849	126 500 000	23 843 151	23,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14 500 000	53 500 000	39 000 000	269,0%
	2211-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**102 400 000**	**50 000 000**	**(52 400 000)**	-51,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	102 400 000	50 000 000	- 52 400 000	-51,2%

PRESENTATION ET CREDITS DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

2212.- CHAMBRE DES DEPUTES

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Chambre des Députés est régie par la Constitution de 1987. Ses principales mission et attributions sont :

- Voter les lois d'intérêt public, préparées soit de sa propre initiative, soit de celle du Sénat, soit de l'initiative de l'Exécutif ;
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat ;
- Analyser, amender au besoin, les projets de loi d'intérêt public, les sanctionner par décision majoritaire de l'Assemblée des Députés et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Réaliser le suivi de l'application des lois et de l'exécution du budget national ;
- Prononcer la mise en accusation de hauts dignitaires du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction;
- Donner un vote de confiance ou de censure à la déclaration de politique générale du Premier Ministre ;
- Questionner ou interpeller le Premier Ministre et/ou les membres de son cabinet,
- Doter la chambre des Députés de règlements et d'un plan d'organisation ;
- Inscrire les Députés et valider leur pouvoir ;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et le Parlement.

b) Structure Organisationnelle

La Chambre des Députés a une structure composée du Bureau de l'Assemblée des Députés assisté d'un Conseil Technique, d'une Questure, d'un Secrétariat Général et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Contribuer à doter le pays d'un cadre légal pour sa modernisation et son développement ;
- Renforcer les différentes commissions de la Chambre des Députés pour un contrôle plus efficace l'action gouvernementale ;
- Améliorer le cadre de fonctionnement de la Chambre des Députés.

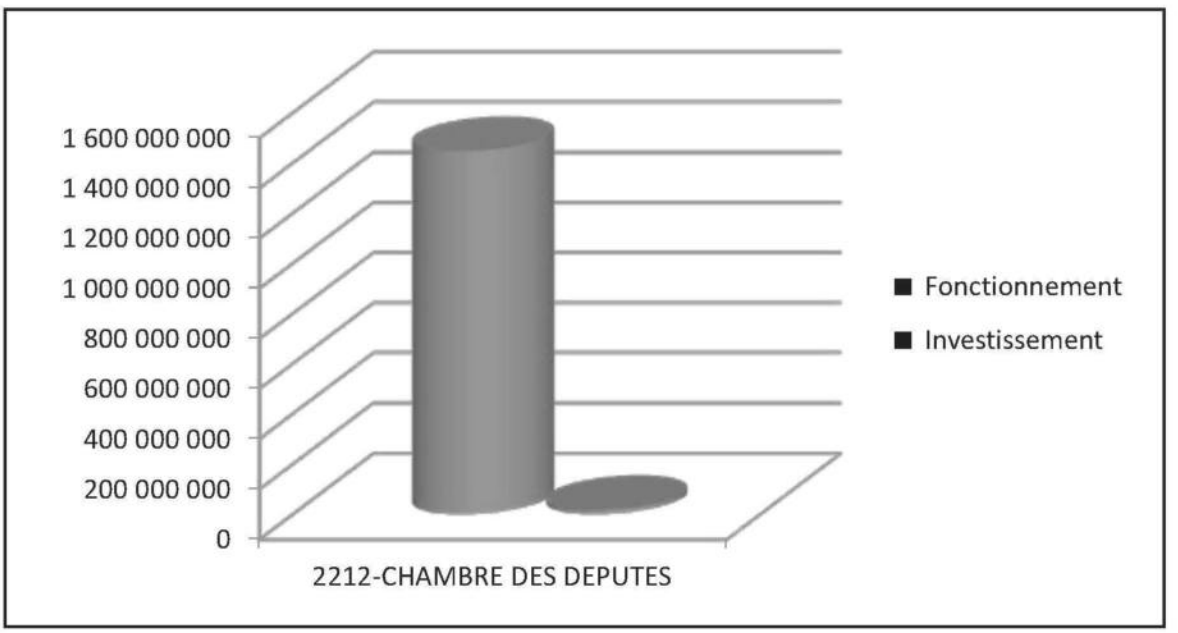
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	510	18 585 750,00	36 442,65

2212-CHAMBRE DES DEPUTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	1 445 066 522	15 000 000	1 460 066 522	100,00%
TOTAL	1 445 066 522	15 000 000	1 460 066 522	100,00%

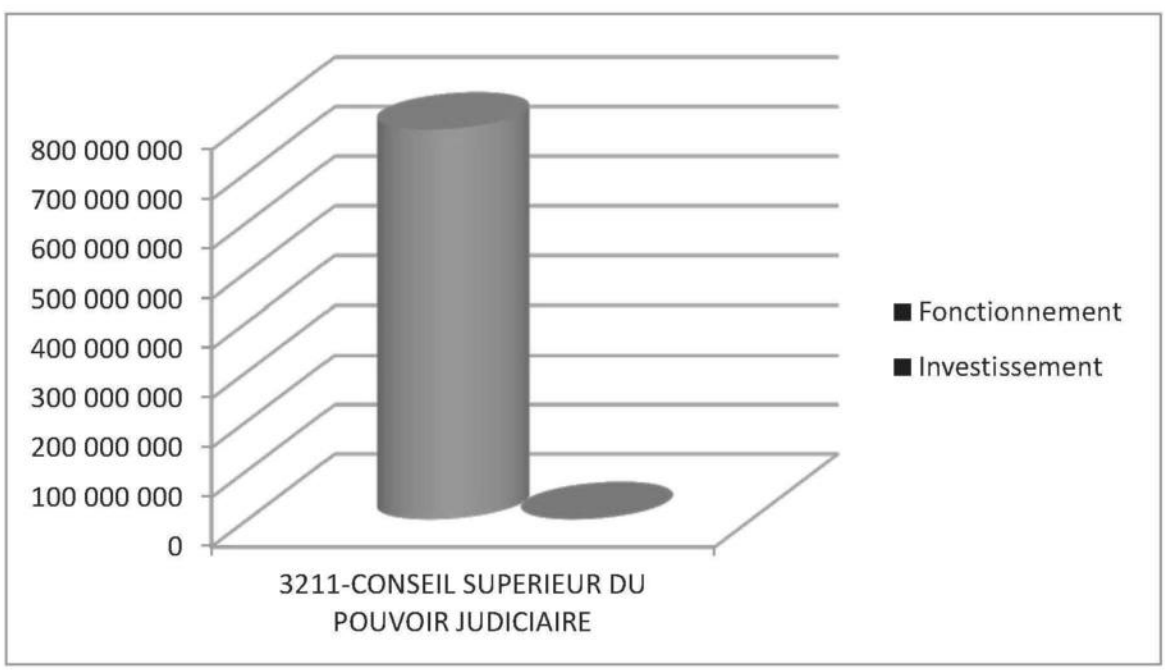


ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	2212-CHAMBRE DES DEPUTES	**1 439 457 756**	**1 460 066 522**	**20 608 766**	**1,4%**
	2212-1-SERVICES INTERNES	**1 439 457 756**	**1 460 066 522**	**20 608 766**	**1,4%**
	2212-1-11-CHAMBRE DES DEPUTES	**389 432 922**	**426 217 048**	**36 784 126**	**9,4%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	330 621 026	376 915 048	46 294 022	14,0%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	24 161 896	19 602 000	- 4 559 896	-18,9%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	34 650 000	29 700 000	- 4 950 000	-14,3%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	2212-1-12-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	**54 719 125**	**63 900 000**	**9 180 875**	**16,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	54 284 125	63 900 000	9 615 875	17,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	-	-	-	
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	435 000	- 0	- 435 000	-100,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	-	-	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	-	-	
	2212-2-11-SECRETARIAT GENERAL	**995 305 709**	**969 949 474**	**(25 356 235)**	**-2,5%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	417 073 683	687 811 179	270 737 496	64,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	97 715 412	83 231 683	- 14 483 729	-14,8%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	78 076 614	69 876 611	- 8 200 003	-10,5%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	36 260 000	20 000 001	- 16 259 999	-44,8%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	1 300 000	1 000 000	- 300 000	-23,1%
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	99 760 000	92 910 000	- 6 850 000	-6,9%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	120 000	120 000	-	
	2212-1-12-51- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**265 000 000**	**15 000 000**	- 250 000 000	-94,3%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	265 000 000	15 000 000	- 250 000 000	-94,3%

CREDITS BUDGETAIRE
DU POUVOIR JUDICIAIRE

POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	785 280 994	0	785 280 994	100%
TOTAL	785 280 994	0	785 280 994	100%



PRESENTATION ET CREDITS
DU CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE
SECTEUR POLITIQUE

3211.- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Pouvoir Judiciaire est régi par la loi du 17 décembre 2007. Ses principales mission et attributions sont :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux ;
- Donner son avis sur les projets de politique judiciaire élaborés par le Pouvoir Exécutif ;
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat ;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence ;
- Participer avec le pouvoir exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

b) Structure Organisationnelle

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire Comprend :

- L'Administration
- La Cour de Cassation
- La Cour d'Appel
- Les Tribunaux

c) Objectifs pour l'exercice fiscal 2012-2013

- Contribuer à la fourniture d'une justice équitable et de qualité en toute transparence ;
- Contribuer à la modernisation du système judiciaire.

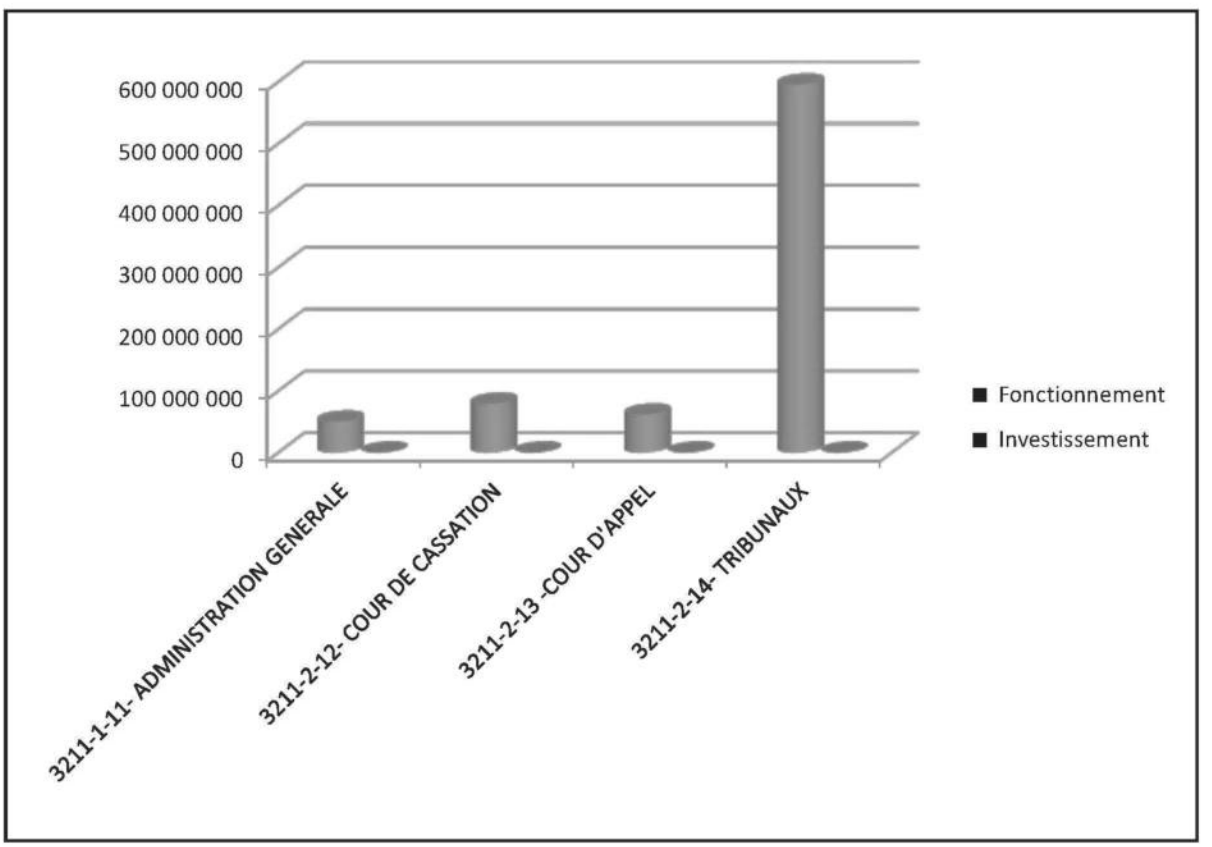
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	774	39 855 449,00	51 492,83

3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	50 000 000		50 000 000	6,37%
3211-2-12- COUR DE CASSATION	79 006 029		79 006 029	10,06%
3211-2-13 -COUR D'APPEL	61 137 572		61 137 572	7,79%
3211-2-14- TRIBUNAUX	595 137 393		595 137 393	75,79%
TOTAL	785 280 994		785 280 994	100,00%

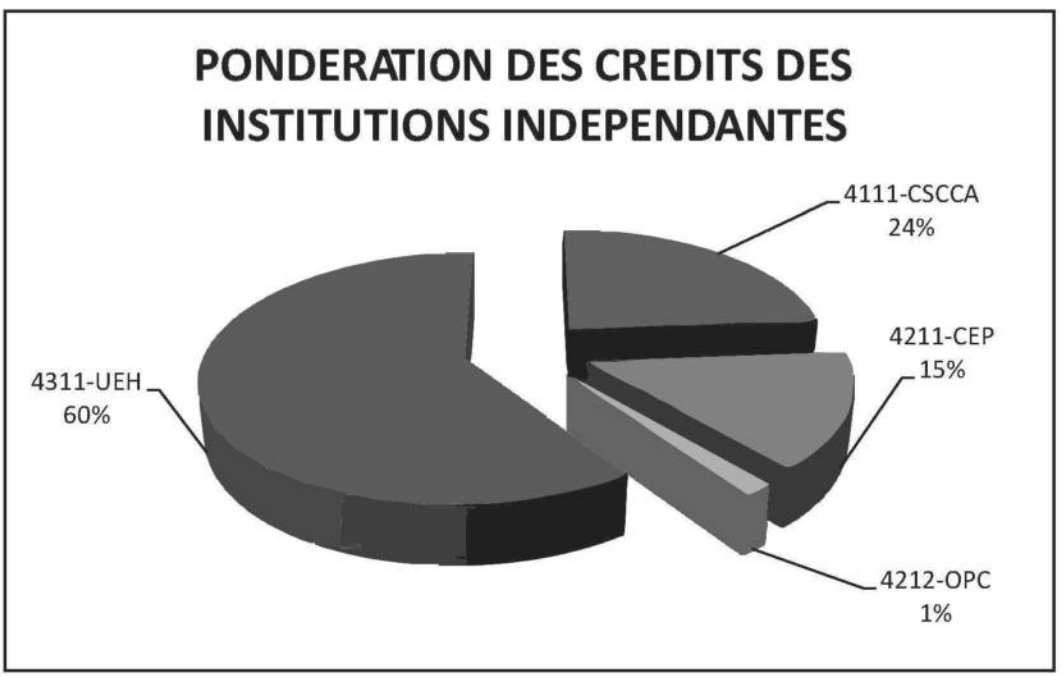


ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	POUVOIR JUDICIAIRE	**758 655 880**	**785 280 994**	**26 625 114**	**3,5%**
	3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	**758 655 880**	**785 280 994**	**26 625 114**	**3,5%**
	3211-1-SERVICES INTERNES	**758 655 880**	**785 280 994**	**26 625 114**	**3,5%**
	3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	**50 000 000**	**50 000 000**	**-**	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50 000 000	50 000 000	-	
	3211-2-12-COUR DE CASSATION	**70 497 569**	**79 006 029**	**8 508 460**	**12,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	54 641 197	58 417 098	3 775 901	6,9%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7 994 919	3 683 486	- 4 311 433	-53,9%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2 472 934	5 206 445	2 733 511	110,5%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	4 450 000	10 499 000	6 049 000	135,9%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	438 519	200 000	- 238 519	-54,4%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500 000	1 000 000	500 000	100,0%
	3211-2-13-COUR D'APPEL	**61 099 268**	**61 137 572**	**38 304**	**0,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	45 427 557	45 465 861	38 304	0,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6 850 000	6 850 000	0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4 455 044	4 455 044	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	3 500 000	3 500 000	- 0	0,0%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	866 667	866 667	-	
	3211-2-14-TRIBUNAUX	**577 059 043**	**595 137 393**	**18 078 350**	**3,1%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	514 639 491	536 287 841	21 648 350	4,2%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15 311 782	14 241 782	- 1 070 000	-7,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	20 867 923	18 867 923	- 2 000 000	-9,6%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	11 351 611	10 851 611	- 500 000	-4,4%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14 888 236	14 888 236	-	

INSTITUTIONS INDEPENDANTES

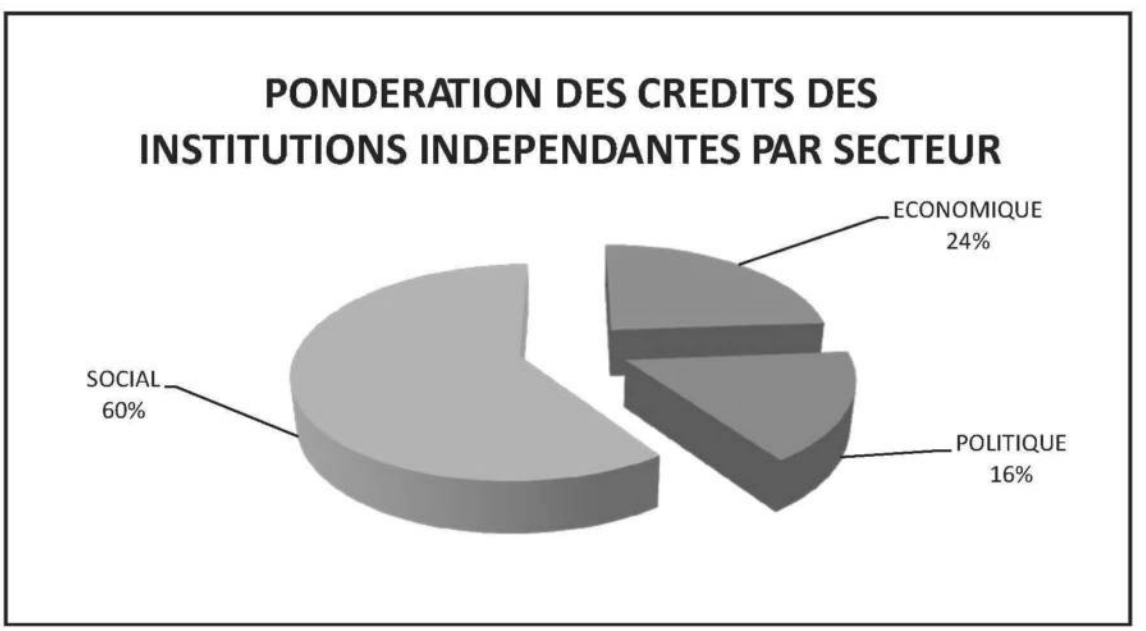
ORGANISMES INDEPENDANTS
CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

Institution	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-CSCCA	395 756 268	70 000 000	465 756 268	23,82%
4211-CEP	291 473 344	0	291 473 344	14,90%
4212-OPC	31 947 687	0	31 947 687	1,63%
4311-UEH	960 669 641	205 775 262	1 166 444 903	59,65%
TOTAL	1 679 846 940	275 775 262	1 955 622 202	100,00%



INSTITUTIONS INDEPENDANTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	395 756 268	70 000 000	465 756 268	23,82%
POLITIQUE	323 421 031	0	323 421 031	16,54%
SOCIAL	960 669 641	205 775 262	1 166 444 903	59,65%
TOTAL	1 679 846 940	275 775 262	1 955 622 202	100,00%



COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

a) Cadre légal, Mission et Attributions

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est régie par le Décret du 23 novembre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Contrôler, sur les plans Administratif et Juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat ;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif ;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes ;
- Connaître les litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités Territoriales, l'Administration et les Fonctionnaires Publics, les Services Publics et les Administrés.

b) Structure organisationnelle

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité d'un Conseil et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, cinq (5) Directions Techniques, une (1) Unité de Coordination et neuf (9) Directions Départementales;
- Un Tribunal Administratif ayant un Auditorat et un Greffe.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Assurer un service de contrôle de qualité fidèle aux normes et procédures nationales ;
- Accompagner le processus de décentralisation ;
- Etablir un environnement de contrôle propice à la reddition des comptes devant la nation ;
- Renforcer la capacité institutionnelle de la CSCCA pour un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources de l'Etat;
- Moderniser et systématiser les tâches de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

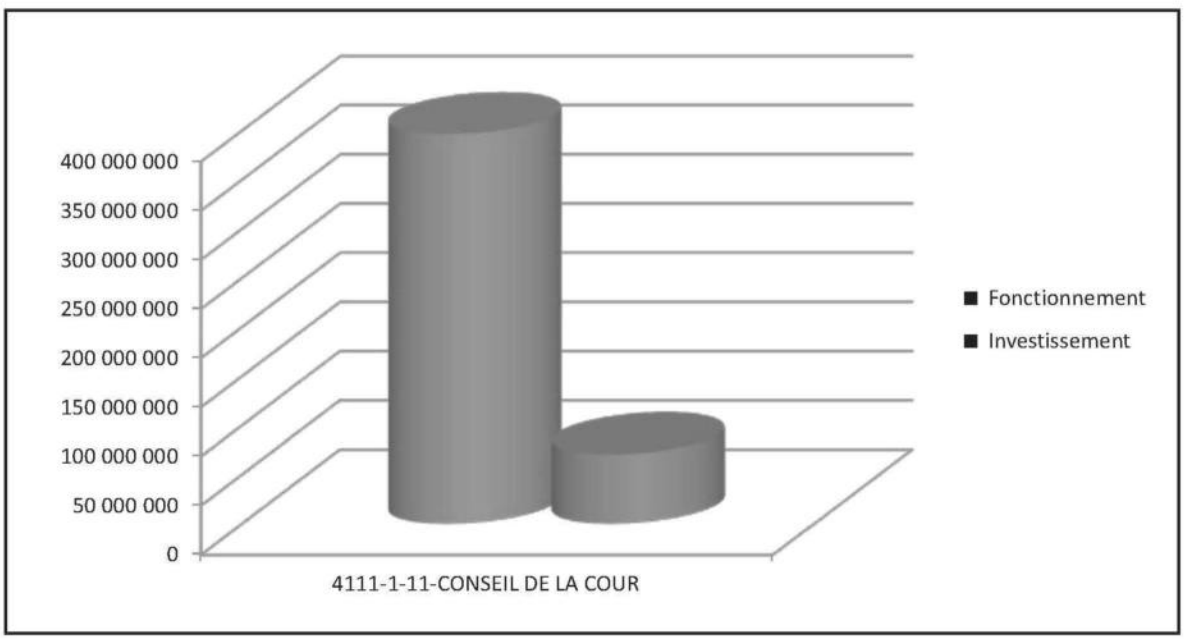
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	742	17 825 100,00	24 023,05

4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	395 756 268	70 000 000	465 756 268	100,00%
TOTAL	395 756 268	70 000 000	465 756 268	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	ORGANISMES INDEPENDANTS	**1 978 033 783**	**1 955 622 202**	**(22 411 581)**	**-1,1%**
	4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX	**391 811 256**	**465 756 268**	**73 945 012**	**18,9%**
	4111-1-SERVICES INTERNES	**391 811 256**	**465 756 268**	**73 945 012**	**18,9%**
	4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	**391 811 256**	**465 756 268**	**73 945 012**	**18,9%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	267 813 712	296 480 861	28 667 149	10,7%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13 775 098	19 311 280	5 536 182	40,2%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	8 583 252	11 853 513	3 270 261	38,1%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	2 630 210	12 989 883	10 359 673	393,9%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	820 731	820 731	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	48 188 253	54 300 000	6 111 747	12,7%
	4111-1-11-78- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**50 000 000**	**70 000 000**	20 000 000	40,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50 000 000	70 000 000	20 000 000	40,0%

CONSEIL ELECTORAL

4211.- CONSEIL ELECTORAL

a) Cadre légal, Mission et Attributions

Le Conseil Electoral est régi par l'Arreté du 12 octobre 2005. Ses principales mission et attributions sont :

- Elaborer le projet de loi électorale qui sera soumis à l'exécutif pour les suites nécessaires ;
- Respecter, faire respecter et faire appliquer le Décret électoral, la Constitution et les Lois de la République en matière électorale.

Préparer les dossiers des contrevenants/contrevenantes pour les déférer par-devant le Tribunal compétent;

- Assurer la tenue à jour des listes électorales ;
- Entreprendre ou encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale ;
- Procéder à l'identification et au recensement des électeurs;
- Organiser des élections ;
- Organiser les Tribunaux Electoraux (Bureau du Contentieux Electoral Communal (BCEC), Bureau du Contentieux Electoral;

Départemental (BCED), Bureau du Contentieux Electoral National (BCEN) pour connaître les cas de contestation soulevés à l'occasion des élections) ;

- Entreprendre et encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple haïtien en matière électorale ;
- Préparer les dossiers des contrevenants pour les déférer par-devant le tribunal compétent ;
- Déterminer et acquérir l'équipement nécessaire à l'exécution des opérations électorales ;
- Veiller à l'entretien et à la conservation des biens meubles et immeubles de l'Institution;
- Tenir les archives du processus électoral.

b) Structure organisationnelle

Le Conseil Electoral comprend :

- Le Bureau de Conseil
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Réaliser des élections législatives et celles pour le renouvellement des organes des collectivités territoriales.

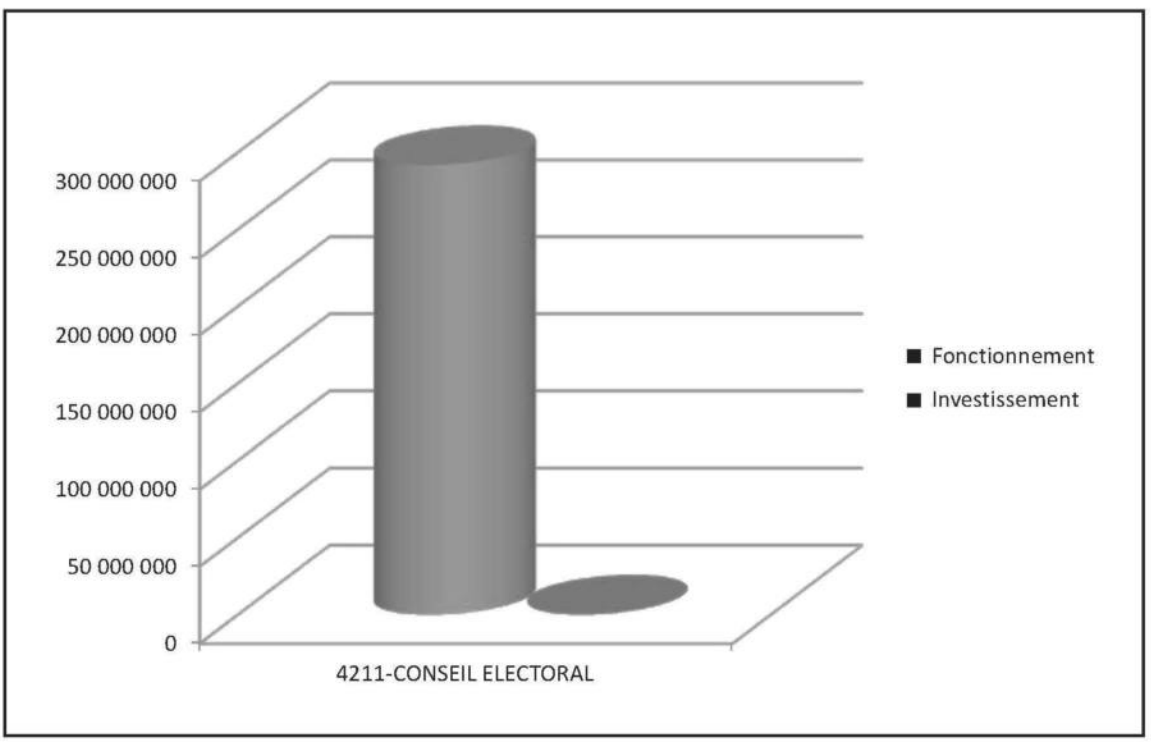
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	8	366 500,00	45 812,50

4211-CONSEIL ELECTORAL (CEP)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4211-CONSEIL ELECTORAL	291 473 344		291 473 344	100,00%
TOTAL	291 473 344		291 473 344	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	4211-CONSEIL ELECTORAL	**906 319 205**	**291 473 344**	**(614 845 860)**	**-67,8%**
	4211-1-SERVICES INTERNES	**906 319 205**	**291 473 344**	**(614 845 860)**	**-67,8%**
	4211-1-11-CONSEIL ELECTORAL	**906 319 205**	**291 473 344**	**(614 845 860)**	**-67,8%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	244 366 408	244 520 548	154 140	0,1%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	14 730 000	14 729 999	- 0	0,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	7 998 500	7 998 500	-	
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	14 224 298	14 224 298	-	
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10 000 000	10 000 000	-	
	4211-1-12-50- PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE	**615 000 000**	**-**	- 615 000 000	-100,0%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	615 000 000	-	- 615 000 000	-100,0%

OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN

4212.- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN

a) Cadre légal, Mission et Attribution

L'Office de Protection du Citoyen est régi par le Décret du 16 octobre 1995. Sa principale mission et attribution est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des institutions Autonomes.

b) Structure Organisationnelle

L'Office de la Protection du Citoyen comprend :

- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction Technique

c) Objectifs pour l'année fiscale 2012-2013

- Rapprocher l'Office de Protection Civile de l'ensemble de la population par le Programme de Proximité Citoyenne ;
- Améliorer la visibilité de l'Office de Protection du Citoyen ;
- Développer la sensibilisation aux droits et devoirs pour une citoyenneté consciente.

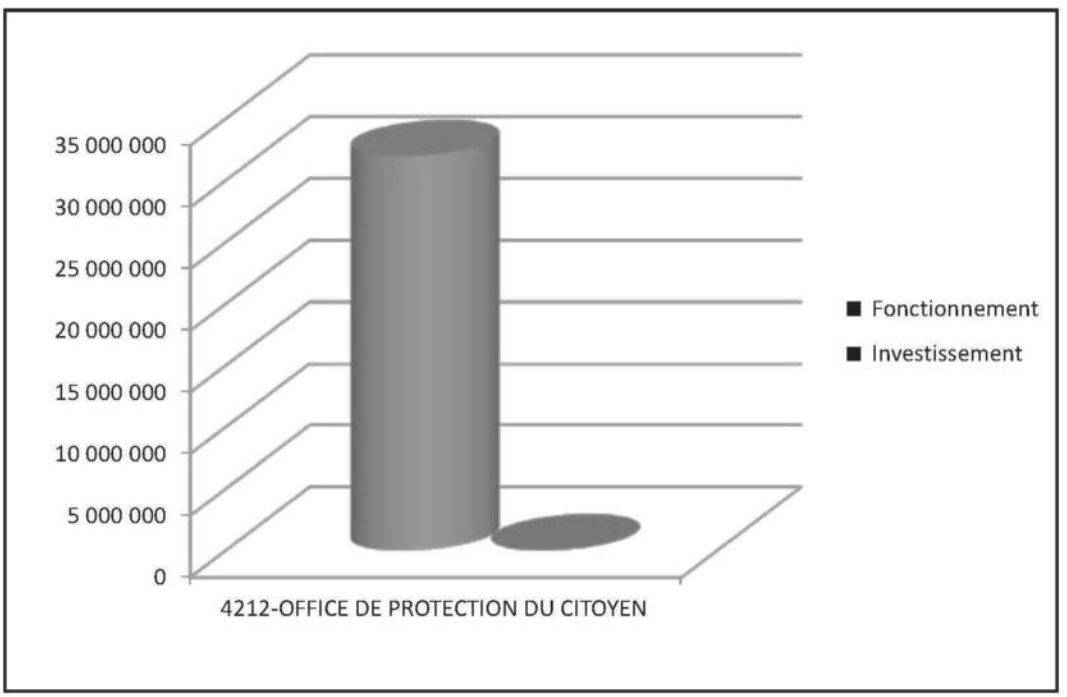
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	10	370 400,00	37 040,00

4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN (OPC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	31 947 687		31 947 687	100,00%
TOTAL	31 947 687		31 947 687	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**21 731 447**	**31 947 687**	**10 216 240**	**47,0%**
	4212-1-SERVICES INTERNES	**21 731 447**	**31 947 687**	**10 216 240**	**47,0%**
	4212-1-12-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	**21 731 447**	**31 947 687**	**10 216 240**	**47,0%**
1	DEPENSES DE PERSONNEL	16 298 036	21 614 276	5 316 240	32,6%
2	DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2 203 151	3 503 151	1 300 000	59,0%
3	ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1 600 786	3 200 786	1 600 000	100,0%
4	IMMOBILISATION CORPORELLE	1 629 474	3 329 474	1 700 000	104,3%
5	IMMOBILISATION INCORPORELLE	-	-	-	
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	-	-	-	
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	-	300 000	300 000	

UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

a) Cadre légal, Mission et Attributions

208, 209, 210, 211, 211.1, 212, notamment et par les Dispositions Transitoires relatives à l'organisation de l'Administration Centrale en date de février 1997. Ses principales missions et attributions sont de :

- Promouvoir et transmettre les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être dans toutes les couches de la société haïtienne;
- Oeuvrer au développement de la recherche dans les domaines scientifique, technique, culturel, économique, social;
- Accompagner l'État, la société et la population haïtienne en général dans le processus de développement;
- Contribuer à la modernisation de l'enseignement supérieur en Haïti.

b) Structure organisationnelle

L'Université d'Etat d'Haïti (UEH) regroupe aujourd'hui onze (11) entités situées dans la région métropolitaine et six (6) facultés ou écoles de droit, de gestion et d'économie dans les villes du Cap-Haitien, de Fort-Liberté, des Gonaïves, de Hinche, de Jacmel et de Port-de-Paix. Un nouveau campus à Limonade vient de rejoindre son patrimoine physique. Une quarantaine de programmes d'études de premier cycle sont offerts parmi un vaste champ de connaissances. Le programme d'études post-graduées inclut treize programmes de maitrise existant dans les domaines du patrimoine, de la philosophie, des sciences informatiques, des sciences juridiques, des sciences de la santé, des sciences du développement, et des sciences pures (Mathématiques, Physique, Chimie) en partenariat avec des universités étrangères, pour la plupart. Y seront aussi intégrés des programmes de doctorat et d'autres programmes de maitrise en perspective. Les premières inscriptions au doctorat à l'UEH seront réalisées au cours de l'année 2012-2013.

c) Objectifs pour l'exercice fiscal 2012-2013

- Rationaliser la gouvernance universitaire, l'organisation, la gestion et les communications1. Rationaliser la gouvernance universitaire, l'organisation, la gestion et les communications ;
- Doter l'université d'infrastructures lui permettant d'assurer sa mission et d'offrir un milieu de travail accueillant et motivant ;
- Renforcer les structures académiques à travers l'engagement et la qualification du corps enseignant ;
- Améliorer la condition étudiante ;
- Développer la recherche au sein de l'UEH ;
- Dynamiser les relations UEH-Société ;
- Développer les relations internationales.

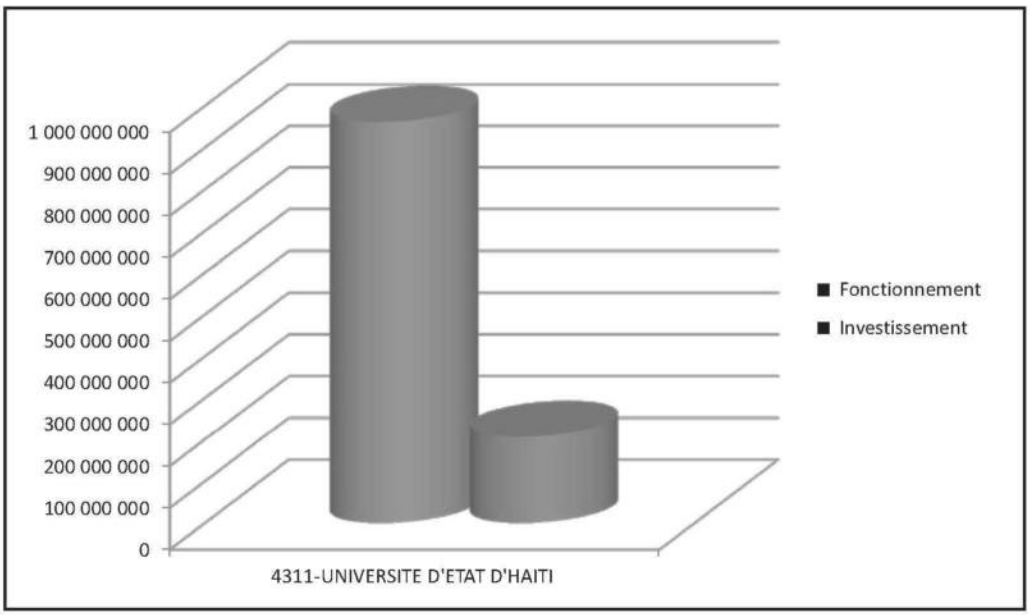
d) Situation des agents publics permanents au mois de mai 2012

o Effectif et masse salariale

Personnel Régulier (PR)			
	Effectif	*Masse Salariale*	*Salaire moyen*
Services internes	110	2 639 700	23 997
FDSE	142	2 257 000	15 894
FDS	126	2 393 110	18 993
FASCH	147	2 889 500	19 656
FE	88	1 542 500	17 528
FO	85	1 397 800	16 445
FMP	161	1 988 000	12 348
FLA	42	1 198 020	28 524
ENS	92	2 158 200	23 459
IERAH	56	995 000	17 768
INAGHEI	156	2 499 700	16 024
FAMV	134	2 879 000	21 485

4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2012-2013

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	960 669 641	205 775 262	1 166 444 903	100,00%
TOTAL	960 669 641	205 775 262	1 166 444 903	100,00%



ART	INSTITUTION	Crédit 11-12 initial	Crédit 12-13 initial	Variation	
	4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	**658 171 876**	**1 166 444 903**	**508 273 028**	**77,2%**
	4311-1-SERVICES INTERNES	**658 171 876**	**1 166 444 903**	**508 273 028**	**77,2%**
	4311-1-11-RECTORAT DE L UNIVERSITE D ETAT D HAITI	**658 171 876**	**1 166 444 903**	**508 273 028**	**77,2%**
7	SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	454 915 072	960 669 641	505 754 569	111,2%
	4311-1-11-50-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'UNIVERSITE	**203 256 804**	**205 775 262**	2 518 459	1,2%
9	AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	203 256 804	205 775 262	2 518 459	1,2%

* * * * * * * * *

* * * * *

* * *

*

Presses Nationales d'Haïti - 61, rue Goulard, Pétion-Ville, Haïti • Tél.: (509) 2941-1076 / 2941-7909 • E-mail : moniteur@pressesnationales.ht
Boîte Postale 1746, Port-au-Prince, Haïti • Site Web : www.pressesnationales.ht
Dépôt Légal: 85-01-027 Bibliothèque Nationale d'Haïti • **ISSN 1683-2930**.